

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
lundi 08 novembre 2010**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 08 novembre 2010

Procès-verbal

Convoqué le mardi 2 novembre 2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en séance publique, en Mairie, Salle des Rencontres, le lundi 08 novembre 2010 à 18 heures.

Hommage à M. Georges FRECHE :

Mme le MAIRE : Chers collègues, mesdames et messieurs, chers amis,

Vous venez de parcourir 27 ans d'histoire de notre ville à partir des « unes » du journal municipal, dont le 1^{er} numéro date de décembre 1977.

Le 24 octobre dernier, Georges Frêche nous a quittés, soudainement à l'âge de 72 ans. Ce soir, j'ai tenu à ce que la Ville lui rende l'hommage qui lui revient. Beaucoup de choses ont été dites sur Georges Frêche qui était assurément un homme hors du commun. La presse s'est faite l'écho des témoignages de très nombreuses personnalités mais aussi, de montpelliéraines et montpelliérains anonymes qui ont tenu à dire leur émotion, leur stupeur et leur peine.

Ce soir, c'est le Conseil Municipal qui rend ce dernier hommage à celui qui a présidé à sa destinée pendant 27 ans (mandat le plus long jamais exercé par un maire depuis 1790). C'est d'abord un hommage républicain, celui de l'ensemble des élus de la Ville quelle que soit leur sensibilité politique. Beaucoup se sont exprimés déjà soulignant sa force de travail, sa volonté politique, sa capacité de décision, son goût pour la chose publique, son souci de toujours trouver dans l'histoire l'élan nécessaire pour échauffer l'avenir de cette ville. Et nous retiendrons tous cette faculté à expliquer le présent par le passé mêlée à une dimension marketing qui fut longtemps novatrice et un modèle en France.

La Ville gardera la mémoire physique d'un bâtisseur infatigable : Antigone, les Stades de la Mosson et Yves du manoir, le Corum, le Zénith, l'Arena, les lignes de tramway, la médiathèque Emile Zola ... La liste n'est pas terminée.

Je crois que ce qui caractérise le mieux Georges Frêche, depuis 1982, c'est d'avoir incarné, sans aucun doute possible, le Maire de la décentralisation française. Sa longévité politique et l'évolution de notre pays vers une décentralisation qu'il trouvait d'ailleurs incomplète et même inachevée ont permis une expérience quasiment unique en France.

Certes d'autres maires comme Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, Edmond Hervé à Rennes ont aussi dirigé leur cité ou leur agglomération pendant plus de deux décennies mais ils n'ont jamais été à ce point, identifiés à la décentralisation. Georges Frêche entre désormais dans la

légende des Maires socialistes comme Hubert Dubedout, l'historique Maire de Grenoble. Je crois que nous mettrons encore du temps à mesurer cette situation qui a fait de Montpellier un laboratoire urbain rare en Europe soutenu par une croissance démographique qui ne se dément pas aujourd'hui.

Georges Frêche avait une obsession : mettre Montpellier sur la carte pour exister entre Toulouse, Lyon, Marseille et Barcelone. C'était pour lui la condition du salut de cette Ville contre toutes les velléités de redécoupage du territoire par un Etat qu'il observait toujours avec attention : « Avec Paris si possible, sans Paris si nécessaire, jamais contre Paris » aimait-il à répéter. Sa ténacité, sa faconde, son caractère trempé, son goût pour le combat politique lui ont permis de réussir son pari. Montpellier compte en France, en Europe et même au niveau international. Ce soir, c'est pour moi, un moment historique de notre Ville.

Après l'hommage républicain, ce soir, c'est aussi un hommage personnel que nous lui rendons. Et la encore, nous le faisons quelles que soient nos convictions politiques. Nous avons tous eu, dans la majorité comme dans l'opposition, un rapport particulier avec Georges Frêche. Nous nous souvenons toutes et tous de joutes verbales enflammées dont les murs de la Salle Magnol ou de la Salle des Rencontres garderont à jamais la mémoire. Etonnant destin que celui de cet homme qui rappelait souvent qu'il n'était pas de Montpellier. Il était du Tarn et de l'Ariège et racontait de nombreuses anecdotes sur ses terres d'origine citant son oncle qui disait : « L'Ariège produit deux choses : des hommes et du fer, elle produit donc des hommes de fer ! » Son père, officier, sans doute parti trop tôt, l'avait beaucoup marqué, ce qui expliquait chez Georges Frêche ce goût pour la chose militaire admirant Sun Tzu et « *L'art de la guerre* », et faisant sienne la maxime Clausewitz : « La victoire réside dans le mouvement ». Peut-être que le seul regret de Georges Frêche a été de ne jamais être officier. Sa mère, directrice d'école, était une femme forte et il lui vouait une très grande affection. Diplômé d'HEC et agrégé d'histoire du Droit romain (aidé en cela par une mémoire étonnante), il choisit notre ville pour y enseigner et se lancer en politique. Il disait lui-même avoir fait un mariage d'amour avec cette ville du Bas-Languedoc.

Ancien maoïste (il se disait plutôt adepte de Liu Shao Shi), il était cependant surtout animé par la pensée social-démocrate ce qui a fait de lui dès 1977 (il avait 38 ans) un Maire à la fois attentif aux problèmes sociaux et un gestionnaire soucieux d'avoir de bonnes relations avec le monde économique, toujours motivé par l'intérêt général de cette ville, assuré de l'amour de ses habitants, avec une haute opinion de la destinée de notre cité, qu'il appelait « le bateau amiral ». Il était l'homme des situations politiques, des engagements, et pour beaucoup d'entre nous un formateur à cette politique qui exige une volonté infailible. Il a éduqué de nombreux élus, montré la voie des convictions et le chemin de la réussite à d'autres.

Demain, les sentiers de la politique régionale seront différents et marqués par la mouvance et la présence de l'homme et de l' élu qu'il fut.

Mais les temps changent, la société se transforme. Les hommes évoluent dans la connaissance et le respect. La dernière fois que je l'ai vu, c'était au « Mas Saint Gabriel », pour la photo annuelle de l'équipe de foot autour de Louis Nicollin. Il a évoqué le voyage qu'ils allaient faire ensemble. Je peux témoigner de sa joie à l'idée de faire ces 20 jours qui allaient lui permettre de retrouver sa 5^{ème} fille à Pékin. Il a vécu pleinement sa vie jusqu'à la fin. C'est ce qu'il a toujours souhaité.

C'est pourquoi dans ce droit fil, je propose ce soir que l'on réfléchisse à l'idée de donner le nom de Georges Frêche à un lieu important de notre Ville. Beaucoup d'idées à ce jour : La symbolique est forte dans de nombreux cas, le parvis du nouvel Hôtel de Ville, le nouveau pont qui enjambrera le lez et que nous pensions appeler « pont de la république »... L'avenue de l'aéroport, la principale place d'Odysseum et enfin accoler le nom de Georges Frêche à la place

de la Comédie. Prenons le temps de la réflexion. Le débat est ouvert. Je souhaite lancer une grande consultation auprès des montpelliéraines et des montpelliérains par le biais du Montpellier Notre Ville pour qu'ils se déterminent et affirment le lieu de leur choix.

Ce soir chacun d'entre nous salue la famille de Georges Frêche et s'associe à sa peine. Ce soir chacun d'entre nous salue celui qui fut Maire de 1977 à 2004. Nous sommes conscients qu'en lui rendant hommage nous rendons hommage à l'histoire de notre Ville. Ce soir c'est l'hommage à une page de l'histoire de notre maison commune qui se tourne. Celle écrite pendant 27 ans.

Vous savez combien Georges Frêche aimait les citations répétant à l'envi : « Quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. » Je voudrais y ajouter une autre citation, de Sénèque qui doit nous guider en mémoire de ce que Georges Frêche était et en accord avec ce que nous souhaitons être : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on n'ose pas, c'est parce qu'on n'ose pas que les choses sont difficiles ». Voilà ce que je souhaitais vous dire ce soir. Je vous remercie de votre attention et, pour rendre hommage à Georges Frêche, je vous demande d'observer maintenant une minute de silence.

Minute de silence

Interruption de séance

Election du Secrétaire de séance :

Mlle Laure FARGIER est élue Secrétaire de séance.

Présents : Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ - CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales: Mustapha MAJDOUL

Absents: Arnaud JULIEN

Adoption de l'Ordre du Jour qui comporte 68 affaires : 3 affaires retirées : n° 5, 18 et 68.

Pour : 60
Adopté à l'unanimité

Approbation du procès-verbal du lundi 04 octobre 2010 :

Pour : 60

Adopté à l'unanimité

Installation d'une nouvelle Conseillère municipale : Mme Audrey DE LA GRANGE

Mme le MAIRE : Mes chers collègues, ce soir l'actualité fait que nous allons accueillir une nouvelle conseillère municipale qui aurait souhaité nous rejoindre dans d'autres circonstances. Je sais cependant qu'elle est très fière de nous retrouver. Je dis souvent que ceux qui sont sur les listes en position intermédiaire voire non éligibles ont souvent dans le fond plus de courage que ceux qui sont dans les dix premières positions, qui sont quasiment assurés d'être élus. Ceux qui font campagne en n'étant absolument pas certains d'être élus sont là grâce à leurs convictions et à leurs valeurs. Voilà pourquoi je me félicite toujours quand quelqu'un présent sur la liste en position non éligible peut nous rejoindre. Audrey De La Grange est âgée de 34 ans, mère de deux petits garçons, philosophe de formation et exerce le métier de psychologue. Audrey, je peux te dire que tu auras peut-être du travail à l'intérieur même de la maison. Audrey s'est engagée très tôt en politique, à l'âge de 21 ans, puisqu'elle était dans les Jeunesses socialistes. Elle a adhéré très tôt au syndicalisme étudiant, à l'UNEF, et s'occupe d'une association d'écoute et de soutien psychologique auprès d'adolescents.

Audrey, je souhaite te dire que c'est avec beaucoup de plaisir que je t'accueille au nom de tous les collègues qui sont ici. Je te passe la parole. Bienvenue chez nous.

Mme DE LA GRANGE : Madame le maire, mesdames et messieurs les élus, je ne peux commencer cette prise de fonction au sein du Conseil municipal sans rendre hommage à l'homme qui, par la force des choses, me cède sa place aujourd'hui. Je souhaite tout d'abord adresser mes sincères pensées à sa famille, et tout particulièrement à ses filles. Je connais la douleur que déclenche la perte soudaine d'un père. Je connais cet inimaginable qu'il faut pourtant finir par se représenter, puis par accepter. Alors si je peux me permettre, ce soir j'ai une sincère pensée pour cette famille en deuil que je salue de tout cœur. Aujourd'hui je me trouve dans cette situation paradoxale d'être intégrée au sein du Conseil municipal du fait de la disparition de Georges Frêche. Je ne m'en réjouis que difficilement. Je ne suis que trop consciente de la place que prend cette absence. Par le fait mécanique des attributions de places dans la liste constituée alors on m'attribue sa place. Lourde charge. Bien évidemment je ne prends pas sa place et resterai bel et bien à ma place, au côté de cette absence avec laquelle il faudra bien que tout un chacun nous apprenions à vivre le plus sereinement possible. De cette place, je tâcherai d'apporter ma pierre à cette immense entreprise démarrée il y a plus de trente ans par Frêche lui-même, et poursuivie aujourd'hui par l'équipe d'Hélène Mandroux, que les montpelliérains ont choisie en 2008. En 2008 justement, Hélène m'a donné sa confiance en m'intégrant sur sa liste, et je la remercie. Cette confiance se concrétise ce jour dans ces circonstances particulières. Je n'ai aucune illusion sur la difficulté de la période qui s'ouvre aujourd'hui. Mais sache, Hélène, que je poursuivrai mon engagement du mieux que je le pourrai, auprès de toi, et pour la ville de Montpellier. Je vous remercie.

Mme le MAIRE : Tu vas rentrer dans le vif du sujet tout de suite, puisque la première affaire est le débat d'orientation budgétaire pour l'année 2011. Avant de passer la parole à Max Lévi, j'aimerais rappeler comme tous les ans les difficultés dans lesquelles nous nous trouvons. Cette année, il existe une difficulté supplémentaire, puisque vous le savez, on nous a annoncé les gels des dotations de l'Etat de 2011 jusqu'en 2013. Cela signifie pour une ville comme la nôtre, qui

connaît un taux de croissance important, des ressources en moins. Le contexte sur le plan des ressources s'avère donc plus difficile que l'année dernière. Les choix que nous effectuons sont toujours les mêmes puisque nous faisons partie des collectivités qui investissent 70% de l'investissement public. Nous avons décidé que l'investissement était notre façon de maintenir l'emploi et de lutter contre le chômage. Certains se posent parfois la question de savoir si l'afflux de population est une richesse ou au contraire un élément générateur de pauvreté. Je vais vous dire clairement que nous avons la chance d'avoir une population en croissance. Du reste, une étude récente de l'INSEE montre que l'afflux d'une population active est plutôt générateur de richesses et d'emplois. Pour nous ce sont évidemment des investissements supplémentaires mais globalement cet apport de population est source de richesse et créateur d'emplois. Cela reste le plus important.

Vous allez donc voir que notre priorité est de maintenir cet investissement. Nous avons fait le choix d'une fiscalité constante. Vu le contexte économique auquel nous sommes confrontés, ce n'est pas le moment d'en rajouter. Je remercie le directeur général des services et Max Lévitá de l'effort produit pour maîtriser les dépenses de fonctionnement, ce qui n'est pas si simple. Je félicite aussi M. Fleurence d'avoir pu déprécier notamment les agents de la ville de Montpellier.

En troisième priorité, nous ferons face à un investissement et nous appellerons à une ressource supplémentaire qu'est l'emprunt. Cet emprunt sera bien évidemment parfaitement maîtrisé, non seulement par ce que nous n'aurons pas d'emprunts toxiques mais aussi parce qu'il assurera toujours à la ville un auto investissement suffisant pour maintenir l'investissement. Vous savez aussi que nous sommes contraints au niveau des dépenses de fonctionnement, puisque les tarifs du gaz ou de l'eau augmentent. Le seul secteur de l'énergie va augmenter au niveau de son fonctionnement de 9%. Nous sommes contraints face à ces hausses de tarifs. Voilà globalement comment va se poser ce débat d'orientation budgétaire.

1 - Débat d'orientation budgétaire 2011

Conformément aux dispositions de l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal est appelé à débattre sur les orientations à définir dans le Budget Primitif 2011. La tenue de ce débat a été précédée de l'envoi aux membres de l'assemblée délibérante d'une note explicative de synthèse en application de l'article L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

Ce débat a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux pour le prochain exercice avant l'adoption du Budget Primitif. La note explicative de synthèse est annexée à la présente délibération.

Max LEVITA : Chers collègues, un budget se présente dans un environnement économique et social précis. Nous sommes en France, la France est dans le monde et nous sommes en novembre 2010. Je survolerai rapidement, mais nous ne pouvons pas dire que la crise économique est terminée. Le monde entier est dans une situation d'incertitude préoccupante. Si nous regardons les Etats-Unis, ils connaissent une situation difficile. Leur croissance économique est molle, l'emploi continue à se détériorer. Par rapport à nous, ils ont un privilège extraordinaire, celui de pouvoir créer ex nihilo de la monnaie. Ils s'apprêtent donc à créer 600 milliards de dollars qui s'ajoutent aux 1700 milliards qui ont été créés au cours des deux dernières années pour faire suite aux événements que vous connaissez. Cette création de monnaie va faire baisser la valeur du dollar par rapport à l'euro. Cela va nous poser fatalement

des problèmes.

L'Europe connaît une situation chaotique. D'une part nous avons certains pays comme l'Allemagne avec une situation assez bonne pour l'instant. Pour l'avenir, leur situation se révèle beaucoup moins évidente. Tout le monde craint la baisse de démographie qu'ils vont inmanquablement connaître. D'autres pays sont dans une situation extrêmement difficile : l'Irlande, l'Espagne, le Portugal, la Grèce. Au risque de me tromper, je dirai que la France se situe entre les deux. Elle peut tomber du côté allemand comme de l'autre côté. Personnellement je pense qu'il existe une plus forte probabilité pour qu'elle tombe du côté des pays en situation compliquée. Comme vous le savez le gouvernement est en train de faire voter la loi de Finances 2011. Cette loi montre à l'évidence les craintes du gouvernement, les contraintes dans lesquelles il se débat, les choix qu'il fait. A mon sens, mais cela est bien sûr discutable, il n'a pas encore tiré les leçons de la situation actuelle et peut donc être contraint de durcir encore ses décisions dans tous les domaines, en particulier dans le domaine des relations avec les collectivités locales. Cela nous oblige à être très prudents. A ce moment-là de mon exposé je suis obligé de citer la petite puce qui est apparue dans le Midi Libre dimanche indiquant que les finances de la ville seraient au plus mal malgré la politique fiscale volontariste. Le cabinet d'expertise est venu présenter une situation des plus alarmantes. On utilise bien sûr le conditionnel. Je proteste. Tout ceci est bien sûr complètement faux. Nous avons fait effectivement appel à un cabinet d'experts pour qu'il nous donne son avis extérieur, qui montre que notre situation en ce moment est saine mais que bien sûr l'horizon est sombre. Il y a donc lieu de prendre des précautions. Nous allons essayer d'en tenir compte dans notre débat d'orientation budgétaire.

Le Débat d'Orientation Budgétaire est l'occasion pour le Conseil Municipal d'examiner les tendances du budget communal, en recettes et en dépenses, en investissement et en fonctionnement, et de débattre de la politique d'équipement de la ville et de sa stratégie financière et fiscale.

Le débat illustrera notre volonté de faire du Budget Primitif 2011 un budget réfléchi, équilibré mais surtout porteur d'avenir.

Suite à un contexte de crise économique et sociale avérée, l'Etat a pour objectif une réduction historique du déficit budgétaire pour 2011. Ce déficit devra passer de 152 milliards d'euros en 2010 à 92 milliards d'euros en 2011 soit une réduction attendue de 6 %.

Comme nous le verrons ultérieurement les dotations de l'Etat aux collectivités locales en seront une nouvelle fois fortement impactées. En mai dernier, le Chef de l'Etat a décrété le gel des dotations aux collectivités locales sur la période 2011-2013, le Projet de Loi de Finances a été élaboré sur cette doctrine. Le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) et les amendes de police n'étant plus comptabilisées dans l'enveloppe normée des dotations de l'Etat à compter de 2011, la Dotation Globale de Fonctionnement au niveau national ne devrait augmenter que de +0,2 %, les autres dotations servant de variables d'ajustement. Cela est loin de l'inflation que nous avons connue et que nous prévoyons.

La Ville souhaite maintenir un niveau d'investissement important, la commande publique étant un des facteurs de sauvegarde de l'emploi dans le tissu économique local et national. Plus que jamais nous devons être aux cotés de ceux qui subissent les conséquences de la crise. La dépense publique qui génère de l'emploi doit être un élément primordial de ce budget à venir. L'équilibre doit se faire sur des dépenses compressibles dont l'impact sur les entreprises locales s'avérera moindre

Ainsi ce contexte de crise et de réfaction de la ressource (baisse des subventions, gel des dotations de l'Etat) ce budget s'appuiera sur trois choix fondamentaux :

- Une **fiscalité constante** accompagnée de la poursuite du bouclier social
- Une **maîtrise de l'évolution des charges** de fonctionnement
- Un **recours à l'emprunt respectant les fondamentaux** financiers de notre collectivité

Les choix qui vous seront proposés visent à garder la dynamique vertueuse du budget de notre Ville depuis 30 ans qui a permis par une gestion rigoureuse des deniers publics la vitalité de Montpellier et de son Agglomération.

Permettez-moi à présent, chers collègues, de vous présenter les orientations budgétaires de ce budget 2011.

I – Les ressources du Budget Primitif 2011 : un contexte contraint

➤ Dotations et Compensations : Montpellier touchée par le gel des compensations de l'Etat

Le cadre général de l'évolution des dotations et compensations versées par l'Etat aux collectivités locales a été modifié de façon importante en 2010. En effet, le maintien de l'indexation sur les prix prévu en 2009 pour les concours financiers aux collectivités locales est abandonné en 2010 : l'enveloppe normée qui rassemble les concours aux collectivités évoluera de 0,02 % en 2011.

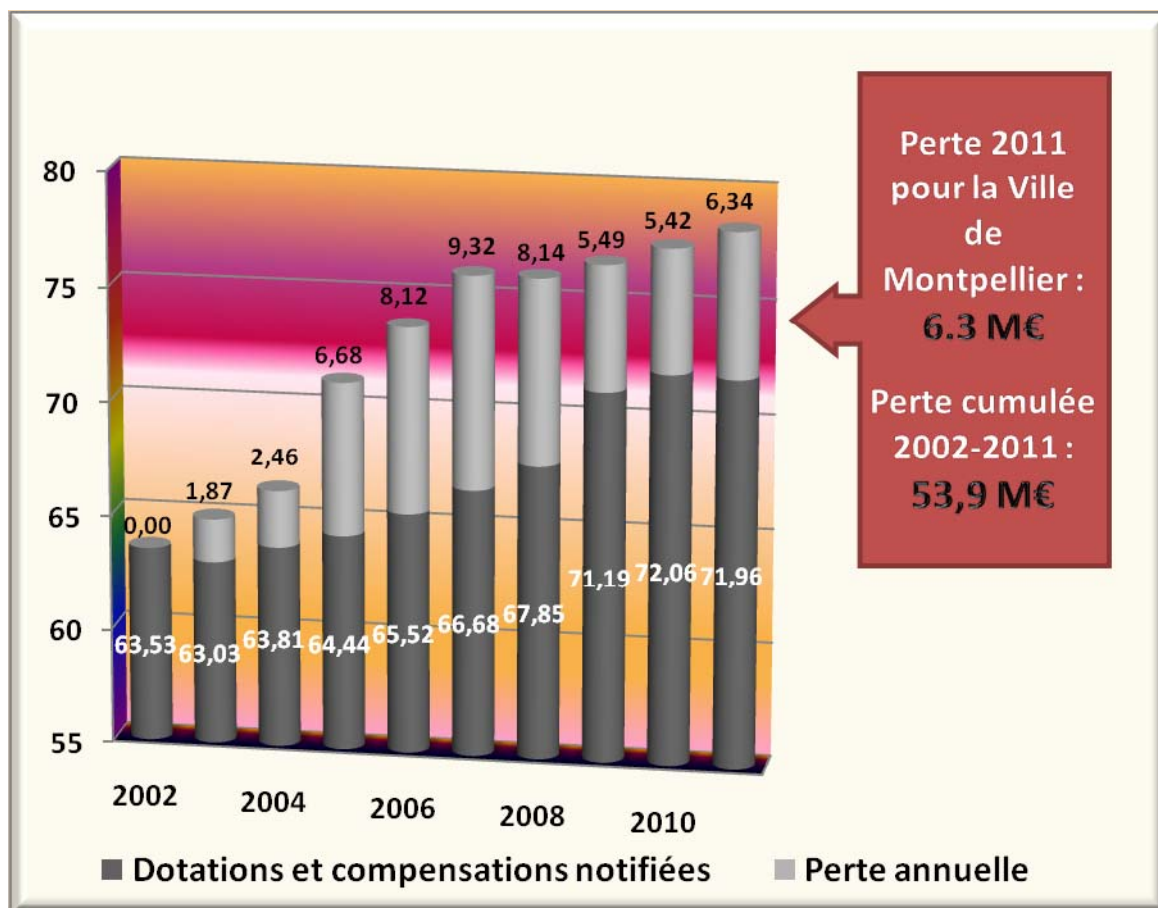
A la péréquation verticale, instaurée et abondée par l'Etat pour réduire les inégalités entre territoires, se substitue la péréquation horizontale, abondée par les collectivités territoriales entre elles.

En résumé et à l'exception notable du Fonds de Compensation pour la TVA, l'Etat figeant l'enveloppe allouée aux collectivités, les gains des uns seront financés par les pertes des autres. Du fait de l'évolution de sa population : les dotations à Montpellier devraient être stables en valeur absolue donc en baisse, inflation comprise de 1,5 %.

A ce jour, la prévision du montant de Dotation Global de Fonctionnement pour 2011 à Montpellier s'élève à 51,2 M€ soit une évolution de 0% par rapport à 2010.

Comme chaque année depuis 2002 l'adjoint aux finances calcule la part de compensation qui ne nous est pas versée. Nous estimons que la dotation de fonctionnement devrait suivre l'évolution de la population, ce que l'Etat ne fait pas. Elle devrait également suivre l'évolution de l'inflation, ce que l'Etat ne fait pas non plus. Si ces dernières avaient vu leur évolution indexées sur l'évolution de la population et de l'inflation depuis 2002, la perte de dotations et compensations versées par l'Etat en 2011 à la Ville de Montpellier est estimée à 6,3 M€. Depuis 2002, la perte totale cumulée concernant les dotations s'élève à 53,9 M€.

Evolution des Dotations de l'Etat de 2002 à 2011 (en M€)



Concernant l'évolution de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), le montant prévu au niveau national augmente de 77 M€ en 2011 soit +6,2%. Le dispositif exceptionnel mis en place en 2009 est encore prolongé d'une année : les 250 communes les plus défavorisées, définies en fonction de critères de la commune (nombre de logements sociaux, revenu par habitant, nombre de ménages bénéficiant des Allocations de Logement Personnalisé et au potentiel financier) se partagent l'essentiel de cette augmentation.

Aussi, pour 2011, le montant prévu pour Montpellier est de 9,2 M€ soit +0% par rapport à 2010. En effet, Montpellier ne fait plus partie des 250 communes les plus défavorisée depuis 2010 et à ce titre ne bénéficiera pas de l'augmentation de DSU prévue dans le Projet de Loi de Finances pour 2011.

Ce point est important : pour l'Etat Montpellier ne rentre pas dans les villes Françaises qui doivent bénéficier d'une solidarité urbaine.

➤ **Le Fonds de Compensation pour Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)**

Le montant du FCTVA prévu au futur budget 2011 est estimé à 12,5 M€, cette somme porte sur les investissements 2010.

Il est à noter que ce fonds n'est pas une dotation de l'Etat mais un reversement d'un montant dû par l'Etat aux collectivités locales.

➤ **La Fiscalité : + 0% en 2011**

Equilibrer un budget dans ce contexte de refaçon des ressources nécessite d'utiliser le levier de la recette (à la hausse) ou, le levier de la dépense (à la baisse) ou les deux conjointement.

Notre position est claire malgré le fait que l'Etat rogne sur nos budgets, nous ne toucherons pas directement ou indirectement au levier fiscal pour 2011.

Ceci est un engagement clair auprès des Montpelliérains : notre démarche se fera sans pénaliser leur pouvoir d'achat.

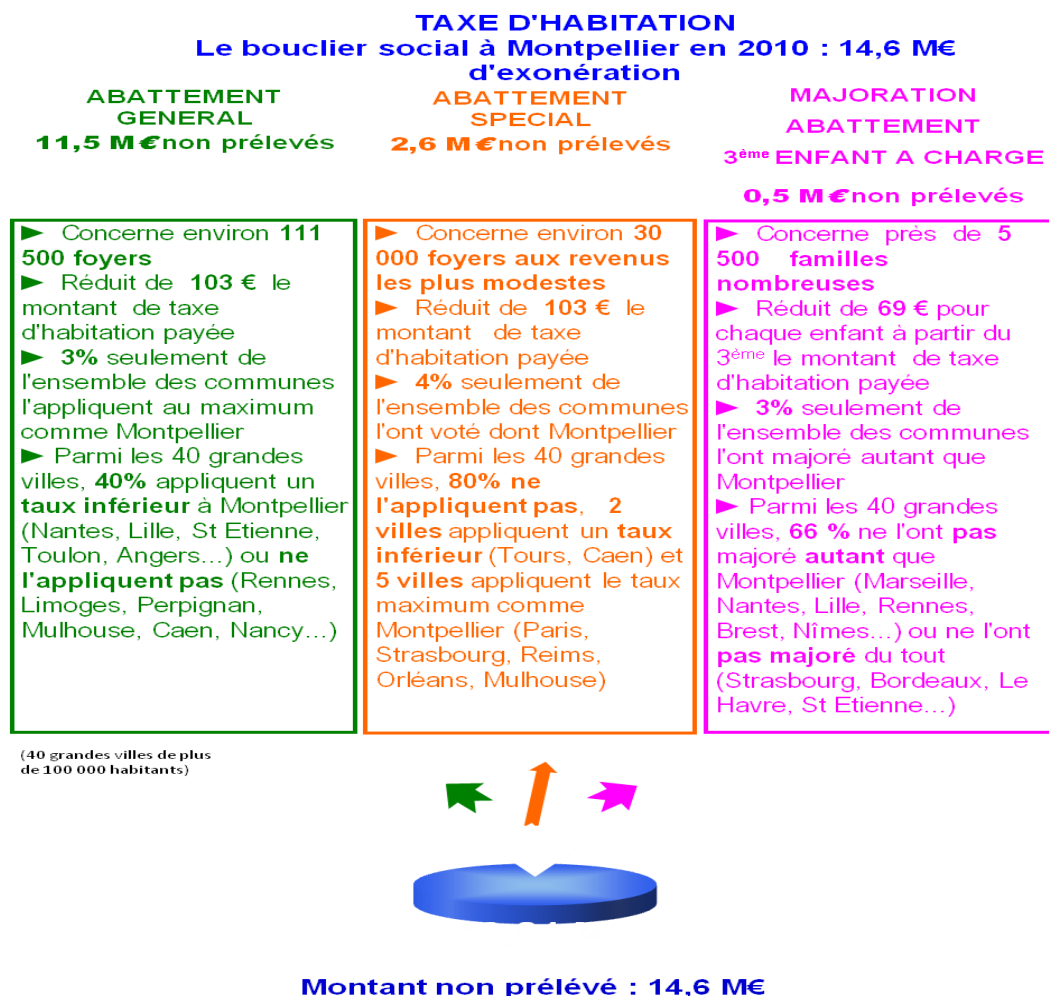
Le budget 2011 est donc construit sur **UN CHOIX CLAIR : 0% D'AUGMENTATION DES TAUX D'IMPOSITION**. Le produit fiscal 2011 s'établira ainsi à 164,8 M€

Nous confirmons en 2011 notre politique de bouclier social dans le domaine de la fiscalité : ainsi, le total des exonérations bénéficiant aux catégories les plus modestes de la population s'établira à 14,6 M€.

Nous devons ici encore rappeler que ce choix de bouclier social serait, selon la sémantique gouvernementale, une niche fiscale. Parlons clair : toucher une niche fiscale qui concerne les catégories les plus modestes (c'est le cas ici), c'est augmenter la fiscalité.

En 2011, nous maintiendrons ces exonérations fiscales qui sont confirmées au maximum légal.

Le graphique ci-après détaille le bouclier social.



Le taux de la taxe d'habitation de la Ville de Montpellier est de 22,49 %.

Les 14,6 M€ ne sont donc pas prélevés : notre taux réel d'imposition appliqué aux contribuables est donc de 18,49 %.

Ce montant est à comparer au taux moyen de notre strat démographique soit 20,75 %.

➤ Un recours à l'emprunt modéré

Nous proposons dans le cadre du Débat d'Orientation Budgétaire de **plafonner le recours à l'emprunt** pour l'année 2011 à **60 % des dépenses d'équipement**, ce qui permettra de préserver notre capacité d'investissement pour les années à venir.

Permettez-moi de signaler quelques chiffres : Le montant moyen de notre emprunt pour 2010 s'est élevé à 2,83%. L'Etat français à l'heure actuelle emprunte aux environs de 2,80%. Je voulais vous indiquer que l'Espagne à l'heure actuelle emprunte à 4,32%. Le Portugal est à 6,15%, l'Irlande à 7,22% et la Grèce à 10,8%. Ces chiffres ont augmenté très rapidement et montrent que nous avons des précautions à prendre. Elles sont prises.

➤ Les produits des services : faciliter l'accès des usagers aux Services Publics

Les produits des services apparaissent comme une ressource indispensable au bon fonctionnement de la collectivité. Les tarifs fixés par les collectivités territoriales sont variés en raison de diversité de leurs sources d'une part, et de leur nature d'autre part. Alors que certains tarifs sont imposés par des textes, d'autres sont laissés à la discrétion de la collectivité.

L'essentiel des tarifs de la Ville est voté chaque année en fin d'exercice en vue d'être appliqué dès le premier janvier de l'année suivante.

La Ville entame cet exercice 2011 avec la volonté de caler ses tarifs, lorsque cela est possible, sur le coût des services sans toutefois prendre le risque d'exclure quiconque des services publics.

Un effort particulier sera mené en adaptant les tarifs des services municipaux aux ressources des familles avec notamment :

- **Cantines Scolaires** : diminution de 2 % sur les trois premières tranches des revenus les plus faibles, aucune évolution pour les trois tranches médianes et en fin augmentation de 1 % pour la dernière tranche, du tarif des repas délivrés dans les écoles par les Restaurants Scolaires en 2011, même si une hausse du coût des denrées et matières premières de 3 % est envisagée.

Nous faisons donc ici acte de justice sociale sans augmenter le niveau de recettes lié aux tarifs des restaurants scolaires qui resteront stables en 2011 par rapport à 2010.

Maintien des tarifs pour :

- **Jardins Familiaux** : ces terrains mis à la disposition des Montpelliérains sont de véritables lieux de rencontres, de vies et d'échanges intergénérationnels.
- **Carte Eté Jeunes** : elle sera proposée en 2011. Cette carte permet aux jeunes Montpelliérains d'accéder à une trentaine d'activités culturelles, sportives ou de loisirs à pratiquer dans la Ville.
- **Carte Montpellier Sports** : elle permet aux jeunes Montpelliérains d'accéder aux activités encadrées par les éducateurs sportifs de la Ville, tout au long de l'année, dans plus de 50 disciplines.
- **Carte Pass Agglo à la Serre Amazonienne** : une **diminution d'environ 8 %** du tarif plein adulte pour les titulaires de cette carte est envisagée en 2011. La Serre est un espace pédagogique qui a pour but de sensibiliser les visiteurs à l'écosystème amazonien et à sa préservation.

A compter du 3 janvier 2011, les moyens de paiement mis à disposition des usagers de la Ville de Montpellier connaîtront une avancée significative. La possibilité de payer en ligne et par serveur vocal les dépenses concernant les restaurants scolaires et la petite enfance leur sera

proposée.

II- Les dépenses du Budget Primitif 2011 : priorité aux dépenses directement créatrices d'emplois

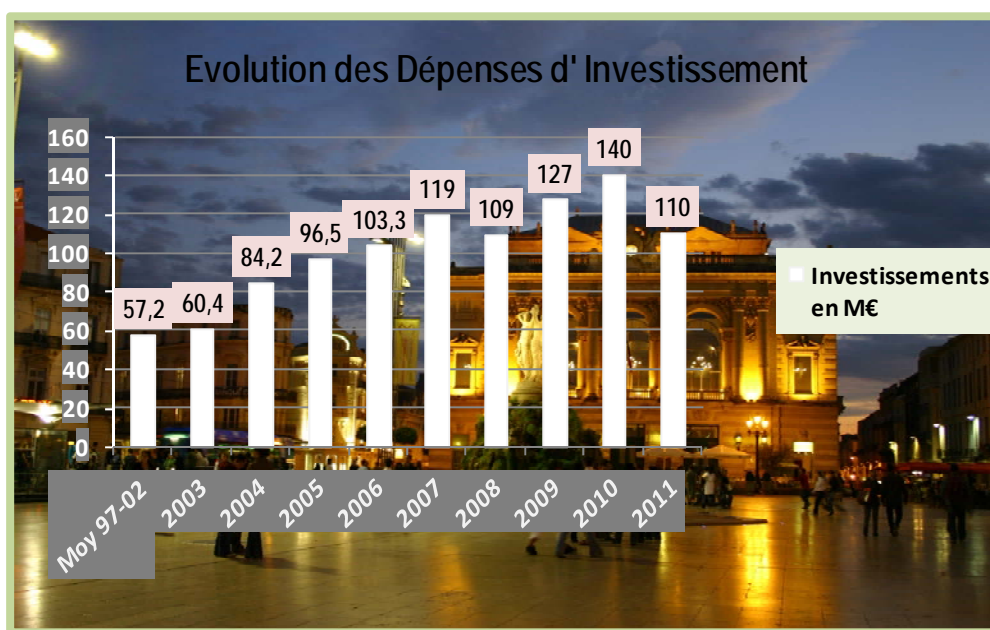
En 2011, le Conseil Municipal souhaite maintenir un effort d'investissement soutenu afin de répondre au défi démographiques, environnementaux et sociaux de notre Ville. Parallèlement, nous faisons le choix de maîtriser nos dépenses de fonctionnement, tout en ayant pour objectif de maintenir le service public et le soutien au secteur associatif.

a) L'investissement

Le budget d'investissement respectera notre double engagement : maîtriser la charge de la dette et préserver un niveau élevé des dépenses d'équipement.

Maintenir un niveau élevé des investissements traduit notre volonté de préserver et soutenir l'activité économique locale dans notre Ville et de faire face aux besoins des quartiers de notre ville ainsi qu'aux nouveaux besoins d'infrastructures liés à l'expansion démographique de Montpellier.

Ainsi, le budget des dépenses d'équipement de la Ville de Montpellier pour 2011 est estimé à 110 M€.



L'année 2011 sera une année charnière pour nos projets d'investissement. En effet, l'année 2011 verra s'achever le financement de la Mairie de Montpellier, dont les citoyens prendront possession en septembre 2011. Ce qui permettra de concrétiser et d'envisager de nouvelles idées, toujours dans l'objectif de promouvoir le bien-vivre ensemble à Montpellier.

Les principaux travaux lancés et poursuivis en 2011 sont :

Aménagement urbain

- Poursuite du **Programme de Requalification Urbaine (PRU)**. Les objectifs de la Ville sont l'amélioration des conditions de logement, l'embellissement des quartiers, la mixité sociale, ouverture de ces lieux de vie sur le reste de la Ville et favoriser la création d'emploi. La ville poursuivra en 2011 notamment la rénovation des quartiers **Sud Ecusson/Gare/Laissac et Gambetta/Figuerolles/Nord Ecusson**

- **Extension de la ZAC Consuls de Mer.** Ce quartier s'étend de l'autre côté du Pont Zuccarelli, avec le futur Hôtel de Ville.
- Aménagements de l'**Avenue Raymond Dugrand**, axe majeur de développement vers la mer. Cette avenue fait partie des 13 projets *labélisés éco-cités* par le ministère de l'Ecologie lors de la première conférence de la *Ville durable*.
- Poursuite de la **ZAC du Nouveau Saint Roch**. Elle constitue la plus importante opération d'aménagement lancée en centre-ville depuis la réalisation d'Antigone, dans les années 1980.
- Divers travaux de voirie sur les carrefours notamment **Fontcouverte/Chasseurs et Vannières/Pagnol**.
- Achèvement des travaux de la **Mairie de Montpellier**. En 2011, les Montpelliérains découvriront leur nouvelle mairie, accueillante ouverte, privilégiant la qualité thermique du bâtiment et le recours aux énergies renouvelables s'insérant dans un parc paysager de 4 hectares.
- Réalisation du premier tronçon de l'**Avenue Nina Simone** entre la place Pablo Picasso et la Lironde afin de desservir les premières opérations de Parc Marianne Sud.
- **Modernisation du système d'alerte crue** pour être à la pointe de la lutte contre les inondations.
- Réalisation du **Pont de la République** pour le franchissement du Lez dans le prolongement de la rue des Acconiers et de la future avenue Theroigne de Méricourt quartier du futur Hôtel de Ville. Ce pont permettra l'amélioration de l'accès au quartier et ses liaisons avec les grandes voies de circulation Montpelliéraines.

Equipements pour tous

- Création d'une **crèche** sur la **ZAC Consul de Mer**.
- Poursuite des travaux sur la **crèche Joséphine Baker** dans le nouveau quartier d'Ovalie.
- Construction d'une école maternelle ainsi qu'une école primaire dans la **ZAC Les Grisettes Groupe scolaire Ecole Beethoven**.
- Création de jardins familiaux et aménagement des espaces verts dans le **Parc Malbosc**.
- Construction d'un deuxième **Groupe scolaire** école maternelle et école primaire dans le **Quartier Malbosc**.
- Création d'une Ecole élémentaire ESOPE dans le **Quartier d'Ovalie**.
- Construction d'une école maternelle ainsi qu'une école primaire dans le **Quartier de la République**.
- Intégration dans notre patrimoine du **parking** de la **Mairie de Montpellier** dédié d'une part pour les usagers de la Mairie et d'autre part pour les habitants du quartier.
- Nouvelle tranche **d'enterrement des conteneurs**.
- **Mise en sécurité des abords des écoles**, en installant des éléments de voirie permettant de réduire la vitesse des véhicules à proximité des écoles pour la sécurité de nos enfants.
- Création de **cheminement piéton** entre le rond point de la Lyre et la Lironde, à l'Aqueduc St Clément, Berges et Parc du Rieucoulon.
- Réalisation de **14 jardins familiaux** à Rieucoulon.
- Poursuite des aménagements connexes au lancement de la **troisième ligne de tramway**, qui permettront de conforter le maillage des moyens de déplacements durables au sein de la Ville. La troisième ligne de tramway verra le jour en 2012.

Culture, Sciences et Recherche

- Poursuite du projet **CAMPUS** qui vise à lancer un grand programme de rénovation et de construction immobilières destiné à moderniser l'université montpelliéraine et à

renforcer les pôles d'excellence existants mais aussi à conforter l'animation culturelle et la vie étudiante sur le campus.

- Etudes de développement sur la **Cité Hippocrate** qui sera située sur le Parc Georges Charpak
- Poursuite des aménagements de **La Panacée**, nouveau lieu d'échange culturel en plein cœur de Ville.
- Réalisation, dans le cadre de l'acquisition de la salle de concert « le **Rockstore** », des travaux dans le domaine de l'acoustique.

b) Le Fonctionnement

La volonté de la ville est d'intensifier son plan d'économie et de rationalisation de ses dépenses de structure, afin que chaque euro dépensé soit un euro utile.

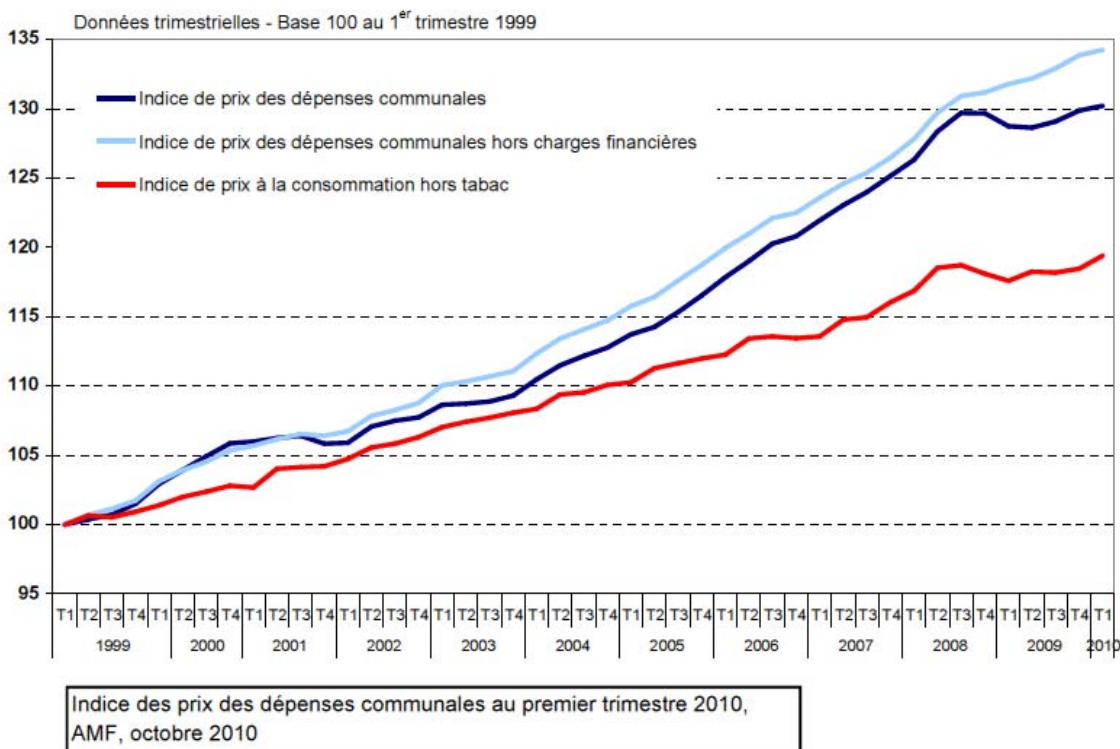
Rappelons au passage nos résultats dans ce domaine : nos dépenses de fonctionnement par habitant de 846 € sont largement inférieures à la moyenne nationale qui s'élève à 1 180 €. (Source Direction Générale des Collectivités Locales au Budget Primitif 2010)

➤ Les Charges d'Administration Générale

L'objectif de ce budget est de plafonner les charges d'administration générale à 1,5 %. Rappelons que l'inflation constatée pour les collectivités locales est supérieure à celle subie par les ménages. Le « panier du Maire » est un indice national, mis à jour par l'Association des Maires de France.

Cela permet de nous montrer que, depuis 2001, l'inflation subie par les communes est supérieure à l'inflation générale.

Indice de prix des dépenses communales



➤ **Les Dépenses de personnel**

En 2011, l'effectif municipal sera maintenu à un niveau constant sans aucun recrutement supplémentaire.

L'implication des agents municipaux dans diverses actions de modernisation (projet quali ville, dématérialisation, modernisation des moyens de paiement) permet de tenir cet objectif.

L'évolution des dépenses de personnel pour l'exercice 2011 sera plafonnée à 2 %. Cette évolution retrace l'évolution naturelle de la masse salariale, dans laquelle a été intégré sur 2010 le personnel de dé-précarisé lancé en 2009 par l'équipe municipale et qui concerne à ce jour 507 agents (agents d'entretien et animateurs vacataires).

➤ **Les Subventions aux Associations et Partenaires**

Nous souhaitons maintenir pour 2011 l'effort de soutien aux associations et partenaires de la Ville qui sont une richesse pour notre collectivité et représentent un vecteur majeur du lien social.

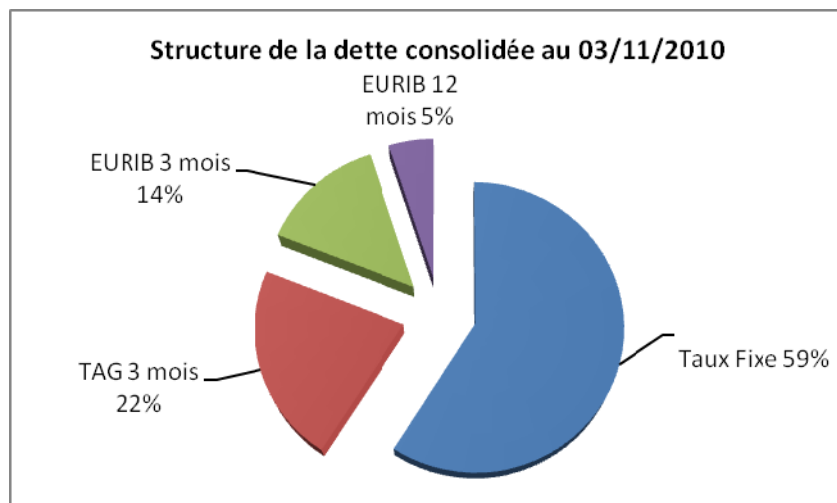
Ce soutien sera mis en place dans une logique de partenariat, cela se traduit en particulier par un soutien effectif :

- **Aux Associations** venues en nombre pendant la campagne de subvention 2011 dans le Hall de l'Hôtel de Ville entre le 1^{er} et le 22 octobre 2010.
- **Au Centre Communal d'Actions Sociales** qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Il intervient pour les personnes âgées, les personnes en situation précaire et les personnes handicapées.
- **A l'Office du Tourisme** permettant à cet organisme de développer ses missions d'accueil, d'information et de promotion du tourisme sur le territoire Montpelliérain. Leurs actions pour 2011 sont d'accompagner le développement touristique de la Ville de Montpellier à travers la création d'un poste d'infographiste et la réalisation d'un audio guide concernant l'architecture contemporaine en accompagnement sur l'architecture du livre édité par la Ville.

➤ **Les Charges Financières**

Les charges financières seront ajustées selon les besoins de fin d'exercice. L'évolution des intérêts de la dette ne devraient qu'être faiblement impactée par la situation financière dans la mesure où notre encours est constitué à 59 % de taux fixe et ne comprend aucun produits structurés, dits dettes « toxiques ».

Le taux moyen de la dette au 1^{er} janvier 2011 s'élève à 2.81 %.



Rappelons qu'aucun produit structuré n'émarge dans l'encours de la dette de la Ville de Montpellier, conformément au règlement intérieur adopté en 2009 qui accroît le droit à l'information des Conseillers Municipaux sur les risques liés à la contraction de ce type d'emprunt et selon lequel le recours de la Ville de Montpellier à de tels produits est limité dans le temps et en volume.

➤ **L'Attribution de Compensation**

L'attribution de compensation, qui retrace le montant reversé par la Ville à la Communauté d'Agglomération pour compenser le transfert de certaines charges, sera établi en 2011 à un **niveau constant par rapport à 2010**.

Représentant 62 % des habitants de l'Agglomération, la Ville de Montpellier contribue à hauteur de 60,5 % de la Cotisation Economique Territoriale (CET) perçue par la Communauté d'Agglomération soit 75 M€ perçus sur le territoire de Montpellier. Ainsi, elle participe à la dynamique de cette aire urbaine en collaboration avec l'ensemble des communes membres.

Pour conclure permettez-moi de remercier le directeur général des services et le directeur des finances de m'avoir aidé à construire ce budget.

En 2011, les fondamentaux financiers de la Ville de Montpellier seront préservés. L'objectif est de dégager une capacité d'épargne suffisante pour la réinjecter dans des actions pour, par, et avec les Montpelliérains. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Mme le MAIRE : Je remercie M. Lévit. Quels sont celles ou ceux qui souhaitent prendre la parole ? M. Domergue.

M. DOMERGUE : Madame le Maire, mes chers collègues, le débat d'orientation budgétaire, comme l'a dit M. Lévit, est un moment fort de la vie démocratique de la cité. Il a pour objectif de fixer les grands principes qui vont prévaloir pour l'année à venir et surtout de définir les orientations budgétaires. Vous avez bien fait de rappeler la situation particulière dans laquelle se trouve le pays, voire la planète. Notre objectif aujourd'hui était d'entendre de manière plus précise quels allaient être les axes sur lesquels des modifications allaient être apportés. Or si je me réfère à ce que vous avez dit il ne semble pas y avoir d'inflexions majeures dans la politique que vous souhaitez mener. Mais à l'instant où je vous parle, et vous y avez fait allusion, nous nous trouvons tout de même dans un certain embarras. Notre groupe, comme d'autres je suppose, a appris par la presse ce week-end que lors d'un séminaire confidentiel réservé à la

majorité municipale vous auriez fait état d'un rapport commandé par les services sur la situation financière de la ville et sur les perspectives qui vont s'ouvrir dans les années à venir. Si j'en crois ce qui a été publié dans la presse, même si vous me direz que cela est peut-être excessif, les perspectives seraient catastrophiques. Le mot me semble démesuré alors que vous nous annoncez toujours un équilibre financier et un taux d'investissement auquel nous ne pouvons répondre. On lit même dans l'un des deux articles que la ville pourrait être mise sous tutelle. Je crois qu'il existe de quoi s'inquiéter.

Alors, puisque aujourd'hui nous nous trouvons dans une phase de prospection, il aurait été intéressant que tous les groupes de cette assemblée puissent avoir connaissance de ce rapport. Vous semblez en faire une analyse critique. Je pense qu'il est indispensable qu'il soit communiqué, soit à la presse, soit aux différents groupes, pour que chacun puisse se faire une idée de manière plus objective. Il est évident qu'une équipe municipale possède un part de subjectivité dans l'analyse des faits. Il est indispensable que nous soyons avertis, ne serait-ce que pour fournir un œil extérieur. Il y aura, à mon avis, des conséquences à tirer.

Alors nous pouvons nous étonner que ce rapport n'ait été donné qu'aux membres de la majorité. S'il ne nous était pas transmis nous serons obligés de saisir les commissions ad hoc pour obtenir les renseignements, non pas dans un but critique mais simplement pour obtenir l'information qui nous permettrait de mieux juger qu'aujourd'hui.

Dans la note de synthèse de deux pages que vous nous avez gracieusement fourni afin de préparer ce Conseil Municipal, non seulement nous ne voyons aucune référence au rapport mais nous avons du mal à nous faire une idée précise. Honnêtement, ce document n'est pas digne de la huitième ville de France. Nous pouvons tous contribuer, à chacun de nos niveaux, à participer à un redressement si celui-ci doit être engagé, ou à un état des lieux pour savoir exactement où nous allons. Malheureusement les événements récents nous confortent dans l'idée qu'il va y avoir des inflexions. Vous avez tous loué le caractère visionnaire de Georges Frêche, j'espère que ceux qui vont lui succéder auront cette vision, mais rien n'est garanti là-dessus.

J'aimerais faire quelques rappels. Vous êtes toujours en train de taper sur l'Etat. Comme vous criez au loup depuis plusieurs années nous vous avons dit que les moments difficiles n'étaient pas encore là. Aujourd'hui, je vous le confirme, ils sont là, et vous vous en rendez d'ailleurs compte. L'Etat va verser aux collectivités une dotation de fonctionnement de 41,265MM d'euros, qui certes n'augmentera que de 0,2% en 2011. En plus des impôts locaux prélevés sur les contribuables (je rappelle d'ailleurs que Montpellier a été classée encore une fois comme une des villes où le taux de fiscalité est le plus élevé en France), l'ensemble des collectivités vont percevoir de l'Etat l'équivalent de 80% de l'impôt sur le revenu. Cela n'est pas dérisoire. Quand nous savons que, parallèlement à cela, l'Etat va verser 3,8MM d'euros aux collectivités et au titre des exonérations, des crédits supplémentaires vont être apportés. Quand vous évoquez ces exonérations que vous accordez gracieusement à la ville, il existe une compensation de la part de l'Etat. Il faut tout de même le mentionner.

Alors comme toujours vous regrettez qu'on ne vous donne pas plus. Mais M. Lévi, je pense qu'au contraire vous devriez dire : « Enfin, la ville de Montpellier est considérée comme une ville non défavorisée. » Cela devrait être un cri de joie. Montpellier est enfin sortie de cette aide permanente de l'Etat. Peut-être pourriez-vous glorifier votre gestion, si le rapport en fait état. Quand au fonds de compensation du FCTVA, vous savez que l'Etat a voulu en début de crise compenser une perte de recettes pour les communes en remboursant par anticipation une année de FCTVA, ce qui vous a habitué, peut-être à tort, à toucher plus que ce que vous auriez du toucher. Maintenant vous revenez au remboursement du FCTVA légal et justifié qui sera à hauteur de ce qu'il doit être. Le père Noël ne passe pas tous les ans.

Alors M. Lévi si les parts de dotation de l'Etat diminuent dans le budget de la ville ce n'est pas que son montant diminue, mais c'est aussi que les autres ressources, et notamment l'impôt, augmentent. Il existe bien évidemment un phénomène de compensation.

Vous mettez souvent en parallèle les dépenses d'investissement de l'Etat et de la ville de Montpellier. Je n'ai pas vu dans ce que vous avez dit d'inflexion notable. Il faut rendre hommage, à la sortie de cette situation de précarité, à certains agents qui retiennent sur la masse financière et sur le budget de fonctionnement. Mais la question se pose aujourd'hui : Ne fallait-il pas d'autres mesures pour compenser ces dépenses supplémentaires ? Il ne s'agit pas forcément d'alourdir la charge de la ville. Vous dites que vous n'allez pas augmenter les impôts. Mais vous l'avez déjà fait ! Il est certain que vous ne pouvez pas encore alourdir. Nous avons entendu, mais peut-être cela va-t-il changer demain, que la ville de Montpellier se préparait encore à alourdir la fiscalité par ce qu'ils appellent la taxe additionnelle. Il faut repositionner tout ceci dans son contexte.

Je ne vais pas revenir sur la nouvelle mairie. A chaque nouveau budget s'ajoutent des dépenses supplémentaires. Peut-être que ce rapport, si vous me permettez d'essayer d'imaginer ce qui s'y trouve, fait état de cet investissement colossal, disproportionné et, disons-le, malchanceux. Car investir autant pour un investissement improductif qui, certes, sera sûrement luxueux. Aujourd'hui cela tombe mal, car au moment où il faut faire des efforts, nous pouvons regretter certains investissements. Madame le Maire, vous avez pris le train en route et peut-être est-il impossible de faire marche arrière. Mais aujourd'hui, il va falloir le payer. Ces malchances, lorsqu'elles se répètent, laissent supposer parfois un manque de caractère d'anticipation. Je suis d'accord avec vous sur le fait que la crise est loin d'être terminée et que nous pouvons être confrontés demain à de nouvelles difficultés.

Voilà les remarques que je souhaitais émettre sans rentrer dans les détails. Je voulais vous dire que nous ne voyons pas dans la politique que vous voulez mener pour 2011 des inflexions notables qui vont nous permettre soit de rétablir des équilibres en difficulté comme le dit ce fameux rapport, soit au contraire d'améliorer certains fonctionnements en responsabilisant différents acteurs. Je vous ai dit ce que je pensais sur le problème de la police municipale qu'il faut renforcer, non pas en embauchant du personnel en plus mais avec des reconversions. Certaines inflexions n'apparaissent pas aujourd'hui de manière très nette. Nous pouvons au minimum le regretter. Si nous nous trouvons réellement en difficulté, je le regrette car les montpelliérains ont droit à une bonne gestion. Cette bonne gestion, ce n'est pas dire en permanence qu'il faut investir. L'investissement pour maintenir l'emploi est un faux problème. Ce n'est pas l'emploi public qui fait vivre un pays, mais l'emploi privé. L'emploi public est fait pour répondre aux besoins d'une population. Investir pour créer de l'emploi est aujourd'hui une fausse bonne idée. Il faut revenir à la réalité. Quand une entreprise est en difficulté, soit elle revoit ses investissements à la baisse soit elle réorganise son personnel. Cela n'apparaît pas dans votre politique budgétaire pour 2011.

Mme le MAIRE : Avant de donner la parole à M. Roumégas, je voulais vous dire qu'effectivement la ville, comme beaucoup d'autres villes, a fait un audit auprès du cabinet KOPFLER. Je vous rassure tout de suite, la ville est parfaitement bien gérée. Nous avons demandé cet audit en tant qu'instrument de travail. Nous voulions savoir, en fonction du désengagement de l'Etat, comment nous pouvions faire nos choix et nos orientations. Il n'a jamais été question de mettre la ville sous tutelle. Elle est parfaitement bien gérée.

M. ROUMEGAS : D'abord je partage avec vous la condamnation de la politique de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales. J'insisterai sur l'imprévoyance de l'Etat depuis l'élection de Nicolas Sarkozy qui, croyant sans doute à une relance de l'économie, a multiplié les cadeaux fiscaux, dont notamment le bouclier fiscal qui est aujourd'hui critiqué par des membres de la

majorité. Mais évidemment la question de son réexamen est renvoyée aux calendes grecques. Les cadeaux fiscaux, l'imprévoyance, les faveurs accordées aux plus grandes fortunes et entreprises (et non aux petites entreprises) sont autant de choix hasardeux. L'Etat a aujourd'hui décidé de les faire payer aux particuliers soumis à l'impôt, aux salariés dont les salaires sont gelés, notamment dans la fonction publique, et aux collectivités locales. C'est d'autant plus injuste que les collectivités locales ne sont pas responsables de ce déficit public. Elles ne sont pas elles autorisées par la loi à avoir des déficits liés au fonctionnement. Elles peuvent emprunter, mais uniquement pour investir, et ces investissements préparent généralement l'avenir. Seul l'Etat peut se permettre de tels déficits liés à son fonctionnement même. Cette façon de faire payer aujourd'hui aux collectivités est doublement injuste.

Je note avec satisfaction que vous envisagez une évolution neutre de la fiscalité. Nous avons dit notre désaccord lorsque vous aviez augmenté les impôts locaux dans le budget précédent. Nous comprenions peut-être votre situation difficile mais nous pensions qu'il ne fallait pas faire payer aux contribuables montpelliérains. Je note donc avec satisfaction que vous n'augmentez pas les impôts locaux pour 2011, mais quid de la fiscalité de l'agglomération ? Je souhaite que les conseillers d'agglomération issus du conseil municipal sachent revenir sur cette idée de créer une taxe additionnelle à l'agglomération. Je le dis d'autant plus aisément que nous ne sommes pas par principe des ennemis de l'impôt. Il existe cependant des impôts justes et des impôts injustes. Nous savons que les impôts locaux ne sont pas progressifs et pèsent donc sur les ménages modestes. Nous sommes de plus dans une situation particulière qui fait qu'il est difficile de demander des efforts supplémentaires.

Maintenant que faire de ce budget que vous voulez constant ? Bien sûr, nous devons nous féliciter lorsqu'il y a une maîtrise des dépenses de fonctionnement, y compris des dépenses de personnel. Mais attention à ne pas en faire une religion. Ne tombons pas dans la politique de Nicolas Sarkozy qui fait d'un but en soi la diminution du nombre de fonctionnaires. Il existe une évolution démographique, il faut accompagner l'augmentation de la population et de ses besoins. Je pense notamment aux besoins en structure sociale comme les crèches, les écoles ou les maisons de retraite. Nous ne pouvons pas là se donner comme objectif un gel des personnels. Nous devons accompagner les besoins et les évolutions de personnels nécessaires. Nous pouvons faire montre de maîtrise tout en reconnaissant les besoins indispensables, notamment en cette période de difficulté sociale.

Sinon, que faire de cet investissement encore important pour la ville de Montpellier ? Nous sommes d'accord bien sûr avec l'amélioration des espaces publics mais souhaitons d'abord un rééquilibrage. Que l'investissement n'aille plus seulement vers les nouveaux quartiers. Nous souhaitons qu'un effort plus important soit effectué sur les quartiers existants où il faut rénover l'espace public.

Je ferai la même remarque en matière de logement. Bien sûr, l'effort doit être poursuivi, mais encore une fois pas seulement dans les nouveaux quartiers. Un rééquilibrage est là aussi nécessaire entre la création de nouveaux logements et la rénovation d'anciens. L'amélioration de l'habitat existant n'apparaît pas dans vos priorités d'investissement. Je pense notamment à l'habitat social, en terme de confort et d'isolation thermique. Ce chantier énorme obéit à la fois à des impératifs écologiques (diminuer la facture énergétique) et à des impératifs sociaux (diminuer les charges de chauffage de familles modestes).

Mme PETITOUT: 2011. Les années se suivent et se ressemblent, et pourtant rien ne sera comme avant. « Un seul être vous manque et tout est dépeuplé ! » Nous sommes toujours dans un contexte de crise financière économique et sociale, mais Madame le Maire vous ne pouvez plus prétendre prendre des décisions sous la tutelle de Georges Frêche. Ce budget est donc entièrement sous votre responsabilité. C'est avec satisfaction que j'ai pris connaissance dans la

presse de votre décision de ne pas augmenter le taux des impôts montpelliérains, et aussi votre opposition à un nouvel impôt, la taxe additionnelle sur les ménages, par la communauté d'agglomérations de Montpellier pour financer tous les grands travaux, et notamment le tramway. Cela est inquiétant et prouve bien que les caisses de l'agglo sont vides. Je rappelle que le début de votre dernier mandat, sur les conseils de Georges Frêche, a été marqué par une forte augmentation de la fiscalité, plus de 10% d'augmentation. Malgré toutes les critiques que vous formulez à son égard, lorsque cela vous arrange vous suivez ses directives. Il ne suffit pas de bloquer les taux cette année, il faut aussi limiter l'emprunt, car les dettes de l'agglo et de la ville s'envolent, et la dette représente l'impôt de demain pour les générations futures. Les impôts locaux sont parmi les plus élevés de France alors que *salairemoyen.com* classe Montpellier au 31 131^{ème} rang sur 36 717 communes pour un revenu mensuel moyen de 1774 euros par ménage, soit 922 euros par habitant. 48% des ménages montpelliérains ne sont pas imposables. Des impôts les plus élevés pour des revenus parmi les plus faibles : un paradoxe que nous devons à Georges Frêche et à vous, Madame le Maire, qui avez gravement contribué à paupériser notre ville et à faire fuir les classes moyennes. Je m'interroge sur les critères nécessaires pour bénéficier de l'augmentation de DSU. Tout le monde parle de restriction budgétaire sauf vous. Prenez exemple sur le gouvernement qui comprime les budgets de fonctionnement en ne remplaçant qu'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux et en éradiquant les gaspillages. Le gouvernement soutient tout de même l'investissement pour maintenir l'emploi. Rappelons que l'investissement des collectivités territoriales représente 73% de l'investissement public national, mais cet investissement doit être productif, c'est-à-dire utile à la population, ce qui n'est pas toujours le cas. Je pense notamment à la nouvelle mairie, bâtiment trop prestigieux pour présenter un intérêt pour les montpelliérains et qui a tout de même déclenché la dernière hausse de fiscalité. Nous ne pouvons pas dire que ce genre d'investissement améliore le taux de chômage montpelliérain lorsque l'on sait que les entreprises de BTP emploient très fréquemment une aide low cost, étrangère de surcroît, et même selon quelques contrôles, sans papiers.

Madame le Maire, certains projets ont été évoqués : une grande mosquée annoncée, la cité Hippocrate... Tant que la crise perdure les projets doivent être différés et la ville de Montpellier doit se contenter d'achever les chantiers et d'entretenir le patrimoine existant qui fait le charme de notre ville. Nous n'avons pas les moyens de vos ambitions.

Voici mes propositions pour ce budget. En fonctionnement je constate que les taux ne devraient pas être réévalués, toutefois les bases augmenteront à cause de l'inflation, ainsi donc que nos impôts. Montpellier est 60% plus cher que la moyenne. Nombreux sont les montpelliérains qui se plaignent et envisagent de quitter notre ville. Les recettes fiscales passeront de 159,2M d'euros à 164,8M, soit 5,6M d'euros en plus, soit une progression de 3,5% par rapport à l'année dernière. L'inflation devrait être inférieure à 1%. On peut donc en conclure que le dynamisme des bases est soutenu grâce à l'activité de promotion immobilière. Cette situation devrait permettre une économie d'échelle, mais force est de constater que cela n'est pas votre objectif.

L'Etat, c'est-à-dire nous tous, est le plus gros contributeur des collectivités territoriales par le biais des compensations pour exonération et aussi des dotations de fonctionnement et des subventions. Il n'est pas sérieux de toujours se plaindre du désengagement de l'Etat sans manifester la moindre intention de faire des efforts de gestion. Il est temps aujourd'hui de suivre les recommandations de l'Etat et plus largement de l'Europe pour maîtriser la dépense publique, ce qui ne ressort pas des chiffres donnés pour notre débat.

En ce qui concerne les dépenses, et notamment les frais de personnel, il s'agit du poste le plus important, en hausse permanente. Pour une fois je vous engage à suivre les conseils de feu votre mentor, qui estimait qu'il y a trop de fonctionnaires à la mairie et vous suggérait de ne pas remplacer les 500 prochains départs à la retraite, dont il faudra tout de même payer les retraites.

Il est très facile de faire des économies au niveau des frais de personnel, car les principales compétences ont été transférées à l'agglo. Le taux d'absentéisme de 22% permet d'optimiser la gestion du personnel. C'est une question de volonté politique. Je ne voudrais pas que vous continuiez à embaucher pour occuper les bureaux vides du nouvel hôtel de ville. Vous pouvez, sans amoindrir le service public, diminuer le budget frais de personnel de 5%, notamment en diminuant l'effectif pléthorique de votre cabinet. Il faut dire aussi que les emplois de la mairie ne profitent pas aux montpelliérains, ou très peu.

En ce qui concerne les frais généraux, nous découvrons toujours plus de frais pour mener grand train de vie avec votre cour. Il est temps de montrer l'exemple et d'éviter les dépenses superflues avec des déplacements abusifs dans le monde entier. La mairie n'est pas une agence de voyage. Nous en avons eu quelques échos dans la presse, avec évidemment ce qui est arrivé à Georges Frêche et les conditions dans lesquelles cela lui est arrivé. Dans le même temps nous avons été prévenu que Madame le Maire était au Japon. Je pense qu'il y a mieux à faire que de se perdre dans le monde. Il y a sur place Montpellier dont il faut s'occuper.

En ce qui concerne les subventions, compte tenu du fort besoin en crèches, il conviendrait d'augmenter les crédits du CCAS pour ces postes, tout en diminuant pour grand nombre d'associations les subventions de complaisance qui n'apportent rien à notre ville.

Pour l'investissement, l'équipement est prévu à 110M d'euros. Vous prévoyez un emprunt de 66M d'euros, qui viendra s'ajouter à la dette en progression constante depuis que vous êtes maire. La dette s'envole vers 250M d'euros. Je rappelle que Georges Frêche vous a laissé un endettement zéro lorsqu'il vous a confié la mairie. L'endettement d'aujourd'hui est l'impôt de demain. Je suggère pour l'investissement de faire du qualitatif, et non du quantitatif. Il y a assez de béton dans la ville. Achéons les bâtiments en cours de chantier et entretenons notre patrimoine, chose vraiment essentielle pour une ville qui se dit touristique. De nombreux montpelliérains constatent régulièrement que malgré des budgets importants la gestion de la ville est toujours aussi chaotique. Dans le même budget, la propreté de la ville, le bruit, l'insécurité, les embouteillages monstres sont aussi des sujets à améliorer. En ce qui concerne les déplacements je souligne qu'il est particulièrement difficile de se déplacer dans la ville pour les personnes âgées et les poussettes, et pas seulement à cause des travaux du tramway. Il faudrait faire un effort.

En guise de propositions budgétaires je suggère de baisser les charges de personnels de 5%, ce qui produirait une économie qui permettrait de baisser les taux des différents impôts locaux d'environ 4%. Je limiterai les dépenses d'équipement à 90M d'euros au lieu de 110M. De ce fait, le recours à l'emprunt pour combler le budget d'investissement serait de 46M d'euros au lieu de 66. Voilà un budget plus responsable et prudent, qui correspondrait à vos craintes. En adoptant mon budget allégé vous n'aurez peut-être pas votre statut Place des Grands Hommes, mais les contribuables montpelliérains seraient très touchés qu'on les considère enfin, surtout si en plus vous faites en sorte que la taxe additionnelle sur les ménages ne soit pas votée. Je vous en remercie.

Mme le MAIRE : Je vous remercie. Cela fait un moment que nous ne vous avons pas entendu. Je note en tous les cas que le discours n'a pas vraiment changé depuis le débat de l'année dernière. Vous êtes toujours dans la même orientation. Le problème est que l'environnement change et que l'orientation devrait donc évoluer.

M. VIGUIE : M. Lévy a eu absolument raison de débiter sa présentation sur la question de la crise, qui est évidemment le sujet majeur aujourd'hui. Nous avons une crise du système capitaliste qui continue. Si nous regardons autour de nous dans les autres pays européens, ce sont des politiques catastrophiques qui sont en train de s'appliquer. Je veux bien que nous

considérons qu'on va éviter l'orage, mais avec le gouvernement que nous avons, je pense que les craintes les plus fortes peuvent avoir lieu. Des politiques d'austérité s'appliquent dès à présent. Nous venons de voir une séquence avec la question des retraites. Pour moi, il n'existe aucune différence entre la question des retraites, la question des dotations budgétaires, la question de la réforme territoriale ou les projets sur les questions de sécurité sociale et de santé ou même le rapport Attali et sa logique affreuse. De ce point de vue, il est évident que pour une municipalité de gauche l'enjeu aujourd'hui est de tisser des liens avec les organisations syndicales, les associations, les salariés, puisque évidemment ce sont toutes les questions des conditions de vie des habitants de la ville qui sont en jeu. Tout le monde a pu le constater, l'objectif de ce gouvernement est tout de même de détruire tous les acquis sociaux, en particulier ceux de la libération. Nous ne nous trouvons pas dans une petite période secondaire mais dans une période majeure où des questions de société et de civilisation se posent en tant que tel. Dans ce que nous pouvons dire sur les dotations budgétaires il existe un lien direct avec la question de savoir qui paie la crise dans ce pays et qui ce gouvernement attaque pour faire payer une crise dont les populations et les salariés ne sont en rien responsables. Le fond de l'affaire est là : le problème majeur est bien celui de la répartition des richesses dans ce pays, sachant qu'aujourd'hui, tout le monde a pu le constater, plus de dix points ont été volés à la masse salariale. Les salaires sont aujourd'hui bloqués et assez bas.

Je voudrais dire quelque chose à l'UMP et à Mme Petitout aussi. Au lieu de nous dire simplement qu'il faut supprimer des emplois, dites-nous directement quels services vous voulez privatiser. Dans la logique générale, cela fait bien de dire qu'il faut supprimer 500 ou 1000 emplois. Il est mieux de dire où les supprimer. Sans quoi ces propos sont agitateurs. Nous voyons bien que dans une ville où la population augmente, les besoins sociaux augmentent évidemment aussi. Cela a été pointé sur les écoles et les crèches.

Il est important de voir dans quelle situation nous sommes aujourd'hui et quelles sont les menaces pour les populations.

De plus, des notions sont souvent évoquées telles que le développement durable ou la démocratie participative. Il serait bien, à un moment donné, de mettre les choses en pratique. Je suis désolé de l'élaboration budgétaire telle qu'elle est faite. Quelle part peut-on réserver à la population ? D'autres villes le font. Vous êtes socialistes, vous voulez changer le monde. Cela ne se fera pas tout seul, vous voyez bien que cela ne fonctionne pas. Il faut donc rompre avec ce système et trouver une autre démarche. La question de l'élaboration n'est pas une question secondaire. Les priorités sont en lien avec cette période où les licenciements continuent, où la question de l'emploi reste majeure et où les salaires sont bas. La question majeure est de savoir comment étendre ce que vous appelez le bouclier social et reprendre un certain nombre de choses en régie qui nous permettraient des bénéfices supplémentaires et des moyens supplémentaires. Je suis pour le retour en régie de l'eau ou des parkings. Cela permettrait des moyens nouveaux pour la ville. Il faut réfléchir en terme de priorité sociale aux blocages des loyers, il faut envisager un arrêté anti-expulsions. Nous pouvons envisager la réquisition des logements vides car je vous rappelle tout de même que plus de 4000 personnes attendent un logement social. Il faut aller vers les transports gratuits. Il faut arrêter un certain nombre de dépenses de prestige. Notre démarche est de savoir comment, dans des situations très difficiles, nous travaillons pour un bouclier social fort en lien avec une mobilisation puisqu'en face de nous il y a des gens très décidés qui vont continuer à taper fort.

M. PASSET : Tout d'abord, ce n'est pas dans mon habitude, mais je crois que nous ne pouvons pas tout demander au gouvernement. L'année dernière, en quelques heures le gouvernement a rétabli de façon très avantageuse l'équilibre financier des banques. En six mois il a permis que dans ce pays les entreprises et le CAC 40 aient des profits extraordinaires qu'on n'a jamais connu. Ce n'est pas que Sarkozy se trompe, c'est qu'il agit bien pour ceux de sa classe. Il ne

tâtonne pas mais avance, et met en place sa politique, une politique parmi les plus réactionnaires depuis ces dernières années. C'est tout simple, et je reviendrai sur ce qu'il faut opposer à cette politique dans les choix budgétaires.

Ensuite, je voulais faire remarquer que je reste beaucoup moins pessimiste que certains propos ici. On ne nous parle que du négatif au niveau de la réflexion et de la prévision. Vous avez parlé, mon cher collègue, de la soupe qu'a servie Attali au gouvernement. Dans la même période, 28 économistes de réputation mondiale et de tous bords politiques ont sorti un rapport fort intéressant. En gros ils disent que nous ne pouvons plus continuer comme cela. Ils évoquent un certain nombre de pistes de recherche et de travaux qu'ils souhaiteraient entreprendre. J'aimerais qu'en tant qu'élus lorsque ces sages montrent la lune nous ne regardions pas leurs doigts. Nous devons nous battre et ne pas rester dans une machine de consensus où chaque année nous effectuons les mêmes choses et le même constat : désengagement de l'Etat, etc.

Pour ma part, au point où nous en sommes, je ferai confiance à la révolte des gens plutôt qu'au gouvernement et au rapport Attali. Peut-être devrions-nous, dans ce cadre là, prendre à témoin les montpelliérains des mauvais coups qu'ils subissent, des responsables qui la font subir et comment il existe des possibilités de changer les choses parce cela est nécessaire ?

M. Domergue, vous êtes vraiment dans la politique du gouvernement : non seulement vous dites n'importe quoi mais en plus vous vous bouchez les oreilles. C'est dommage, vous devriez écouter certaines choses. Des amis de chez vous commencent à le faire, cela est intéressant. Méfiez-vous, vous allez être dépassé.

Mon deuxième point concerne l'orientation budgétaire. Vous avez, Monsieur l'adjoint aux finances, annoncé l'aide maximum que l'on peut faire par rapport aux plus défavorisés. Nous nous en félicitons évidemment. C'est là une marque déterminante pour une municipalité de gauche. Nous espérons que ces orientations se traduiront dans le budget. Ensuite nous vous demandons de prêter attention de façon plus forte à ce qui concerne l'ensemble du secteur réussite éducative, petite enfance, jeunesse, etc. Cela n'est pas seulement quantitatif. Vous avez annoncé la nécessité au niveau des crèches ou des écoles de budgets importants. Dans ce domaine, si nous n'investissons pas à temps nous mettons en cause l'avenir, non seulement économique, mais aussi culturel et social. Nous avons trop souvent restreint les efforts portés en cette direction. Nous avons vu dans certaines villes les catastrophes auxquelles cela conduit. Il ne s'agit pas de diminuer la réflexion que nous devons avoir. Nous avons là un problème de société qui nous est posé, et nous devons y répondre afin que cette jeunesse ne se sente pas exclue de la ville. Cette question demande des investissements, du lien social, du sport, de la culture.

De plus, il me semble que ce budget est un budget de résistance, d'abord par rapport au service public. Mme Petitout nous éclaire sur une ligne vraiment réactionnaire du gouvernement : elle veut casser le service public. Nous voulons résister et avoir un véritable service public. Nous voulons maintenir et développer le service public. Cela passe par des actions du service public et du personnel compétent, qualifié et qui soit en mesure dans ses conditions de travail d'assurer le service public nécessaire aux populations. Nous ne sommes pas France Telecom. Cette démarche que nous avons, avec les difficultés que nous rencontrons, avec les progrès qui ont été effectués sur la précarité, nous devons la maintenir. Cela aussi est une position d'une municipalité de gauche.

Je suis vraiment ébahi sur la question des investissements. Comment peut-on dire que dans une période de crise on devrait réduire les investissements ? Comment peut-on dire, alors que tous les chiffres montrent le contraire, que ce ne sont pas les collectivités locales qui par leurs investissements créent des emplois ? M. Domergue, je suis en total désaccord avec vous et tous

les chiffres le démontrent. Si nous comptons seulement sur les entreprises privées pour développer l'emploi et pour investir dans la période actuelle, le nombre de chômeurs serait multiplié par quatre. Il existe un devoir des collectivités territoriales pour la réponse aux besoins des populations. Nous pouvons discuter des choix d'investissement effectués. Je pense qu'il faudra prêter une grande attention à l'urbanisme dans ce que j'appelle la deuxième couronne de Montpellier. C'est en train de se faire dans certains quartiers, il ne faut pas faiblir sur cet effort. L'investissement regroupe la question de l'emploi et la question d'orienter la municipalité pour le présent et l'avenir dans sa conception de la vie dans la cité. Une municipalité qui n'investit pas disparaît.

Voilà les quelques remarques que je voulais faire sur le débat d'orientation budgétaire. En dehors des points sur lesquels nous demandons une attention soutenue, nous partageons la présentation faite par M. Lévi.

M. TOUCHON : Malgré la stratégie de destruction insidieuse, progressive, que dessine le gouvernement, dont le désengagement par rapport aux collectivités est le témoin le plus apparent actuellement, la majorité municipale propose une orientation budgétaire dont je voudrais souligner quelques points qui paraissent importants.

Je pense que la poursuite de l'investissement est tout à fait fondamentale si nous voulons protéger l'emploi. Je voudrais aussi souligner ce qui va nous permettre de maintenir ce en quoi nous croyons. Investir dans la formation est fondamental car cela représente Montpellier de demain. Cela permet aux jeunes montpelliérains de penser que l'ascenseur républicain existe encore. Le soutien aux subventions des associations est aussi le garant de la solidité de notre tissu social, d'une vie ensemble. Toutes ces mesures vont permettre à notre ville de rester un lieu où le vivre ensemble a un sens, plutôt que d'être un lieu de craintes, d'exclusions et de violences.

M. DUFOUR : Je regrette que le député Domergue soit parti, j'aurais aimé le rassurer. Il était très inquiet à la lecture de la presse sur l'état des finances de la ville. La même presse nous annonçait le même jour sa décision éventuelle d'arrêter la politique, ce qui assurément nous navrerait tous. Je voulais donc le rassurer et lui conseiller d'autres lectures.

J'aimerais également dire deux mots sur ce budget et vous remercier, Madame le Maire, car je pense qu'il s'agit d'un budget courageux et volontariste. Dans un budget, il existe le volet des recettes et celui des dépenses. A partir du moment où l'Etat gèle ses dotations, où notre volonté est de ne pas accroître la difficulté des montpelliérains et où vous souhaitez maintenir le bouclier fiscal qui protège les plus démunis, nous n'avons donc aucun paramètre d'évolution des recettes alors que nous subissons l'évolution des coûts. Nous sommes donc obligés de faire de la productivité. Ce budget met en œuvre de la productivité car la ville continue à grandir. Il faut continuer à fournir des crèches, des écoles, le personnel d'exploitation et tous les services pour une population qui ne cesse de croître. Nous le faisons dans le cadre d'un budget contraint, avec la volonté de ne pas alourdir les coûts pour les montpelliérains. Lors de l'exercice écoulé, nous avons respecté l'engagement de ne pas précariser des employés municipaux. Je crois qu'aujourd'hui l'effort de formation envisagé montre bien le souhait que nous avons d'aller dans cette optique de productivité. Le soutien à l'investissement me paraît aussi essentiel parce que non seulement vous soutenez l'économie mais vous défendez les emplois de notre région.

Je pense qu'il faudrait peut-être envisager une mutualisation d'un certain nombre de coûts avec d'autres collectivités comme l'agglomération de Montpellier. Nous y sommes favorables. Cet exercice budgétaire est extrêmement brillant dans le contexte dans lequel notre pays se trouve.

M. LEVITA : Je suis d'accord avec ce qu'a dit M. Viguié. Il est vrai que ce gouvernement

remet systématiquement en cause tout le programme du Conseil National de la Résistance. Nous le savons. Le problème est que nous sommes dans une mairie. Pour le moment, nous avons un budget à préparer. Nous n'avons pas de révolution à faire. La révolution, c'est à un autre endroit, et nous le ferons dans d'autres élections. Pour l'instant nous préparons un budget dans un contexte compliqué.

J'ai lu le manifeste des économistes atterrés. Je suis d'accord avec ce qu'ils écrivent, à un epsilon près. Ils indiquent qu'il est nécessaire d'avoir une politique commune avec l'Allemagne. Dites-moi comment cela est possible, et alors je signe ce manifeste. Je voudrais vous rappeler que nous avons résolu nos problèmes depuis 1945 soit par l'inflation, soit par la dette. Maintenant, c'est terminé. Quand les allemands ont créé la deutschemark, les français ont exigé qu'il soit égal au franc. Dans une première analyse, nous avons fini à 1 deutschemark = 3,6 francs. Sauf que nous avons fait le nouveau franc. Nous avons résolu par l'inflation, avec l'euro l'inflation est terminée. Nous avons donc changé de système.

Je suis d'accord avec vous, il s'agit d'un budget de résistance. Nous faisons le mieux que nous pouvons dans le domaine d'aujourd'hui.

M. Domergue, vous dites qu'il n'y a pas d'inflexion majeure. A votre place, j'aurais protesté, j'aurais hurlé face au fait que nous baissions l'investissement de 22% pour une ville qui se développe. Voilà l'occasion pour moi de rendre hommage à tous mes collègues qui ont accepté d'accompagner, car cela est compliqué de passer de 140 à 110. Tous mes collègues ont des projets intelligents, porteurs d'avenir, qu'il faudrait pouvoir financer. Nous ne le pouvons pas. Ils ont accepté cette contrainte car nous nous trouvons dans des temps nouveaux. Entre vous et nous, j'adore vous entendre car je sais que je suis de gauche. Pour nous, il existe un jeu de l'investissement public. C'est d'ailleurs bien pour cela que l'Etat nous l'a retransmis. Je vous ai donné la liste des investissements. Vous avez trouvé la nouvelle mairie. Nous avons toujours été pour cette nouvelle mairie car il s'agit d'un indicateur de notre volonté de développer la ville. Cette ville va se développer, elle a un projet campus. Nous allons continuer dans la limite des moyens que nous avons. Nous allons mieux les utiliser.

Vous évoquez la rationalisation des dépenses de structure. Croyez-vous qu'on change une gestion par des déclarations de l'adjoint aux finances ? Nous obtiendrons cela grâce au travail de mon collègue Fleurence, avec le directeur général des services, avec tous les services. Il s'agit d'un message qu'il faut faire passer à tous les acteurs de la mairie, tous les fonctionnaires et tous les citoyens. Avec ces moyens-là, nous y arriverons. Je vous remercie.

Mme le MAIRE : Je vous remercie. Vous l'aurez compris, sur ce débat budgétaire les contraintes sont présentes, mais la volonté et le dynamisme de l'équipe sont toujours là. Il est vrai que beaucoup d'efforts ont été demandés. Maintenir un investissement vues les contraintes que nous avons, je peux vous dire que cela n'est pas facile. Je remercie donc les services financiers. Heureusement qu'ils ont pris conscience de la volonté politique que nous avons.

Je passe maintenant à l'affaire numéro 2 et donne la parole à Mme Danan.

Le Conseil municipal prend acte

2 - Capital santé des séniors et lien intergénérationnel - Convention de partenariat Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale - Université Montpellier 1 - Faculté de Pharmacie - Sanofi Aventis

Perla DANAN : Selon les premières estimations de l'INSEE, en Languedoc-Roussillon, près de 20% de la population était âgée au 1^{er} janvier 2007 de 65 ans ou plus, 10% avait plus de 75 ans. A l'horizon 2030, si les tendances se confirment, les plus de 65 ans représenteront 25% de la population régionale. Ce vieillissement est lié à l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom à des âges avancés et à l'augmentation de l'espérance de vie.

La grande fréquence des maladies chroniques, générant des situations polypathologiques accompagnant ou à l'origine de nombreuses incapacités (locomotrices, visuelles, auditives, cognitives, ...) constitue l'une des caractéristiques principales de la pathologie des personnes âgées. Les effets indésirables des médicaments sont par ailleurs deux fois plus fréquents en moyenne après 65 ans. Ces différents facteurs de risque nous amènent aujourd'hui à poser le problème de l'observance chez la personne âgée.

La notion d'observance (ou adhérence au traitement) se définit par le fait qu'un patient donné respecte la prescription établie par le médecin. Les facteurs de non adhésion au traitement sont multiples. Certains sont liés au patient (erreurs de prise, automédication, perte des capacités physiques ou cognitives, ...), d'autres à la maladie et au traitement (maladie chronique, arrêt des traitements en dehors des crises, durée, routine, ...). Une mauvaise observance constitue un problème majeur de santé publique ainsi qu'un problème de coûts supplémentaires pour les pouvoirs publics. A l'inverse, une bonne observance permet de garantir une meilleure qualité de vie aux patients.

Soucieuse de développer les liens intergénérationnels et de favoriser la qualité de vie de la population sénior, la ville de Montpellier, au travers du Conseil des Cages, instance consultative créée par délibération en date du 05/10/2009, souhaite créer des synergies entre les acteurs capables d'agir sur ces enjeux : le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, l'Université Montpellier 1, par le biais de la Faculté de pharmacie et Sanofi Aventis.

Il est proposé de développer ensemble une action visant à favoriser le capital santé des séniors par une meilleure connaissance de leurs déterminants de santé.

Cette action, mise en œuvre à travers la convention de partenariat jointe en annexe, vise à mettre en relation des séniors avec des étudiants en pharmacie dans le cadre d'une enquête observationnelle qui fournira des données scientifiques permettant de faire évoluer la compréhension de la problématique de l'observance.

Le projet s'appuie sur la création d'une unité d'enseignement Santé Publique et éducation à la santé, pour des étudiants de 3^{ème} et 4^{ème} année de pharmacie. Après formation théorique, les étudiants participeront à une enquête comportementale chez les personnes âgées. Cette enquête permettra de caractériser les déterminants de l'observance et de l'état de santé (hygiène de vie, alimentation, déficits sensoriels), d'évaluer la représentation du traitement médicamenteux et la perception du rôle du pharmacien. Ce sera pour les étudiants une expérience et un contact direct avec la vie réelle des personnes âgées et les conditions de prise des traitements. Outre le recueil des données sur les seniors, le lien social ainsi créé apportera un plus aux participants à l'étude.

Les données collectées par les étudiants dans le respect de l'anonymat, suivant les préconisations de la CNIL seront ensuite traitées par les différents partenaires.

Ce projet se mettra en place dans le respect du rôle du médecin dans la prescription et de celui du pharmacien dans l'observance. Les représentants des professionnels de santé seront informés avant toute mise en œuvre sur le terrain.

Un collège du Conseil des Sages sera constitué pour assurer le suivi et proposer des ajustements si nécessaire. Il associera les différents partenaires de l'action. Il se réunira tous les trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le développement de l'ensemble des actions visant à favoriser le capital santé des seniors, les liens intergénérationnels ;
- D'autoriser la signature de la convention s'y rapportant ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 58

Contre : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à la majorité

M. ASLANIAN, Mme MIRAOUI sortent de la séance

3 - Dénomination du parc du quartier Port-Marianne Parc Georges CHARPAK

Serge FLEURENCE : Afin de rendre hommage à Georges CHARPAK, grand physicien, décédé le 29 septembre 2010 à l'âge de 86 ans, la Ville propose de dénommer le parc, situé dans le quartier « Port Marianne » :

Parc Georges CHARPAK

Après avoir effectué une partie de ses études au lycée Joffre de Montpellier, il est diplômé Ingénieur de l'Ecole des Mines de Paris et s'oriente très tôt vers la recherche en entrant dès 1948 au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) puis il rejoint l'Organisation Européenne pour la Recherche Nucléaire (CERN) à Genève.

Né en Pologne en 1924 d'une famille juive, il émigre en France à l'âge de 7 ans avec ses parents. En juillet 1942, muni de faux papiers au nom de Jacques CHARPENTIER, il échappe à la grande rafle, passe en zone libre et entre dans la résistance à Montpellier. Domicilié au faubourg Figuerolles, c'est en tant que militant des jeunesses communistes qu'il est arrêté et emprisonné à Montpellier puis déporté à Dachau en 1943. Sa pratique de plusieurs langues lui vaut sa sortie. En 1946, il devient citoyen français.

C'est au CERN à Genève qu'il met au point l'invention du détecteur de particules qui a permis de révolutionner la radiographie, la biologie et la médecine et qui lui a valu le Prix Nobel de Physique en 1992.

Il a également été membre de l'Académie des Sciences en 1985.

En conséquence, nous vous proposons :

- de valider cette dénomination
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

Mme QVISTGAARD sort de la séance

4 - Aide financière à l'obtention du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes Montpelliérains de 18 à 29 ans - Condition et mise en œuvre du dispositif - Création de la Commission d'attribution des aides au financement du permis de conduire de catégorie B

Michel PASSET : La Ville de Montpellier continue à impulser des actions qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Service Jeunesse et Sports de la Ville propose le nouveau dispositif d'aide au permis de conduire qui est une condition d'intégration des jeunes en difficulté financière dans la vie professionnelle et sociale.

Bénéficiaires :

Sont concernés les Montpelliérains âgés de 18 à 29 ans, résidant depuis plus d'un an à Montpellier en situation précaire, et dont un véhicule est nécessaire dans le cadre d'une insertion sociale ou professionnelle (de part la nature de l'emploi, livreur, garagiste ou si le lieu de son domicile le nécessite).

Chaque jeune ne pourra bénéficier qu'une seule fois de ce dispositif et ne doit pas avoir fait l'objet d'un retrait du permis de conduire.

Il sera tenu de s'inscrire à l'auto école prestataire sous un délai maximum de 6 mois après la lettre de notification l'informant de l'accord d'aide financière de la Ville; passé ce délai, il perdra cette aide.

Méthodologie :

Un dossier devra être déposé à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Il devra comporter : Le formulaire de demande d'aide financière avec les copies des pièces justificatives nécessaires pour l'étude du dossier et l'acceptation du règlement.

Commission d'attribution des aides au financement du permis de conduire de catégorie B:

La Commission d'attribution sera présidée par l'Adjoint au Maire délégué à la Jeunesse et à la Ville Etudiante.

Elle comprendra :

Les membres de la Commission Municipale « Jeunesse, Ville Etudiante »

- Michel Passet Vice Président
- Arnaud Julien
- Philippe Thinès

- Perla Danan
- Brahim Abbou
- Nancy Canaud

Deux membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse, et à titre consultatif, des agents territoriaux et des techniciens du monde institutionnel (CCAS, Conseil Général, Mission Locale des Jeunes de l'agglomération de Montpellier...) et associatif œuvrant dans les quartiers.

Elle se réunira trois fois par an.

La ville notifiera à chaque demandeur l'avis qu'aura donné la commission sur son dossier.

Auto Ecole:

Le choix de l'auto école fera l'objet d'une mise concurrence. Outre l'agrément préfectoral qu'elle devra justifier, l'auto-école sera sélectionnée sur la base des critères suivants :

1. Qualités (de formation, d'information)
2. Prix proposés
3. Formation complémentaire à la sécurité routière (des cours théoriques exposant les grands thèmes de celle-ci (prévention des risques liés à l'alcool et aux produits stupéfiants, à la vitesse etc.) devront être dispensés par l'auto école retenue).

Financement :

Pour chaque jeune l'aide financière s'élèvera à 200€, sans contre partie. Elle sera directement versée à l'auto école prestataire.

A cette aide pourra s'ajouter d'autres dispositifs : FAJ (Fond d'aide aux Jeunes), CIVIS (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale) ...

Une estimation annuelle prévoit le financement de cinquante permis.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, un budget de **10 000€** a été voté au B.P. 2010.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'accepter la mise en œuvre de ce dispositif,
- d'accepter les termes du règlement,
- d'autoriser la création d'une Commission d'attribution,
- d'approuver tous les membres de la Commission d'attribution,
- d'accepter que cette somme soit prélevée sur les crédits inscrits au budget du Service Jeunesse, ligne de crédit n°13512,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

M. DOMERGUE : Je voulais vous dire qu'il existe déjà un dispositif d'État pour aider à l'acquisition du permis de conduire. Si j'ai bien compris, cela va concerner 50 jeunes. Ce n'est pas beaucoup sur une ville comme Montpellier. Comment cela va-t-il s'articuler par rapport au dispositif du permis à 1 euro ? Vous savez que Pôle Emploi permet aux demandeurs d'emploi jeunes d'obtenir un permis par un prêt sans intérêt.

Michel PASSET : Nous avons effectivement examiné l'aide de l'Etat. Il n'y aura pas cumul. Nous nous adressons à d'autres catégories de jeunes.

M. DOMERGUE : Passer le permis coûte à peu près 1500 euros. 200 euros, c'est mieux que rien. C'est bien que cela soit versé à une auto-école comme cela l'argent ne sera pas détourné vers autre chose. Croyez-vous que cela va régler le problème des 1300 euros manquants ?

Michel PASSET : Il existe d'autres organismes qui aident. Effectivement, vous avez raison, cela ne couvre pas la totalité du coût du permis. Les jeunes demandent une insertion à deux volets : à la fois une aide financière et un suivi au niveau de la commission afin qu'ils aillent jusqu'au bout de leur démarche pour obtenir ce permis de conduire.

M. DOMERGUE : Excusez-moi, mais allez-vous vous assurer qu'ils auront le complément d'argent pour s'inscrire ?

Michel PASSET : L'obtention des 200 euros est conditionnée à l'inscription.

M. MORALES : Je voulais confirmer ce que disait M. Passet. J'ai pour mission de présider la commission locale d'insertion de Montpellier au titre du conseil général. Nous apportons pour les RSA et RMI des aides conséquentes pour l'obtention du permis de conduire. Nous allons jusqu'à 900 euros d'aide plafonnée. Nous avons des dispositifs complémentaires qui peuvent être abondés par plusieurs sources. Voilà en tous les cas une initiative intéressante pour une population qu'on ne touche pas avec le RSA, car trop jeune et non éligible. Il s'agit d'un complément intéressant.

Michel PASSET : Nous avons d'ailleurs consulté des représentants du CCAS, du Conseil général et de la mission locale des jeunes de l'agglomération de Montpellier afin de mettre en cohérence les efforts que chacun fait.

Pour : 56
Adopté à l'unanimité

5 - AFFAIRE retirée

6 - Mise en place d'un BUREAU D'ACCUEIL DE TOURNAGES à Montpellier - Exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public pour les tournages

Michaël DELAFOSSE : La Ville de Montpellier délivre ponctuellement des autorisations de tournage dans l'espace public à des réalisateurs ou des sociétés de production. Ces dernières années ces demandes se multiplient notamment du fait que la Région Languedoc Roussillon soutient depuis 2004 les productions de longs métrages, courts métrages, téléfilms et documentaires par deux leviers : un Fonds d'Aide à la Création et une Commission du Film, cellule portée par l'association Languedoc Roussillon Cinéma, dont le rôle est d'inciter le tournage de films en région (promotion de sites et décors, valorisation de techniciens et comédiens régionaux).

L'accueil de tournage dans une ville, d'autant plus dans un contexte de crise, génère de nombreuses retombées :

- **Soutien à l'emploi** : emploi de techniciens intermittents, de figurants, débouchés professionnels aux jeunes des écoles,
 - **retombées économiques** : prestataires de services, nuitées d'hôtel, restauration (entre 50 et 150 000 euros de dépenses par semaine).
 - **retombées touristiques** : valorisation de site, attractivité, visite de fans, ...
- retombées culturelles** : mise en valeur des talents et artistes locaux, accueil de réalisateurs et

d'acteurs célèbres, actions culturelles et éducation à l'image, casting, lien social ...
retombées en terme d'image et de médiatisation d'un territoire

Etant donnés les enjeux économiques, culturels et d'image d'une telle dynamique, la Ville peut créer une synergie autour de l'accueil de films et faire ainsi les premiers pas vers **la mise en place d'un bureau d'accueil de tournages, afin de valoriser l'implication de la Ville** (*voir en annexe le bilan des tournages 2010*).

Il s'agit de faire évoluer le fonctionnement administratif d'autorisation de tournage en un bureau du cinéma accueillant les productions sur la ville et de poser les jalons d'un **politique attractive vers les productions** :

démarches administratives simplifiées grâce à la mise en place d'un **dossier unique de demande d'autorisation de tournage** (*joint en annexe*)

accompagnement des repérages et aide à l'organisation des castings

interlocuteur unique pour les préparations techniques et pendant les tournages

mise en place d'une **convention entre les productions et la ville** (*jointe en annexe*) pour la valorisation des services rendus par la ville (visite de tournage, mention au générique, avant-première....)

De par sa qualité architecturale et environnementale, Montpellier possède de nombreux atouts. Néanmoins, 95% de l'industrie audiovisuelle est concentrée en Ile de France ; venir tourner à Montpellier coûte cher en défraiement, hébergement, transport. La gratuité des lieux de tournage améliorerait l'attractivité de la ville. En effet, il est important de souligner que les droits de voirie sont dissuasifs pour les productions nationales et que toutes les grandes villes de France pratiquent une exonération totale des frais, taxes et redevances, à l'exception de Paris (qui accueille en moyenne 10 tournages quotidiens).

La gratuité des droits de voirie et du patrimoine municipal pour les tournages sera conditionnée et valorisée, par une convention, car il ne s'agit pas de déprécier la valeur du service public, au contraire, mais d'estimer et valoriser celle-ci par des compensations demandées aux productions (avant première, apparition sur le dossier de presse, les affiches ...). Par ailleurs, les productions prendront à leur charge les dépenses d'interventions des différents services communaux (voirie, espace vert, eaux ...).

Etant donné que ces facturations peuvent demeurer un frein à des productions plus modestes (courts métrages, clip, documentaires), la commission Culture Scientifique et Technique sera chargée d'examiner ces cas spécifiques afin de leur octroyer des réductions de facturations.

Une information annuelle sera donnée au Conseil municipal, présentant le bilan des tournages et les éventuelles exonérations accordées par la Commission Culture Scientifique et Technique ;

En conséquence, il est proposé au conseil municipal d'autoriser :

- la mise en place d'un Bureau d'accueil de tournages ;
- l'exonération conditionnelle de la redevance d'occupation du domaine public et du patrimoine municipal pour les tournages, sauf avis contraire de la Commission Culture Scientifique et Technique ;
- Mme le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

7 - Cinéma NESTOR BURMA - Autorisation de signer l'avenant n°2 au marché de travaux (lot 1: démolition-gros œuvre)

Michaël DELAFOSSE : Par délibération en date du 24/04/2008, la Ville a approuvé les travaux d'aménagement du cinéma de Celleneuve, dénommé Nestor Burma.

Par délibération en date du 22 juin 2009, la ville a attribué le lot 1 (démolition/gros œuvre) à l'entreprise Eiffage construction, 34060 Montpellier cedex 2, pour un montant de 42 729.08 € H.T.

Par délibération en date du 14 juin 2010, la Ville a approuvé l'avenant n°1 à ce marché, pour un montant de 3 380,00 € H.T., soit une augmentation de 7.91%.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

- Pour des raisons d'accessibilité des personnes en fauteuil, une reprise du dallage est nécessaire
- Pour l'installation du nouveau matériel de projection, il convient de procéder au déplacement des lucarnes

Pour ce lot n°1, dont le pourcentage d'augmentation du marché initial est supérieur à 5%, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 19 octobre 2010 a émis un avis favorable.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le nouveau montant du marché s'élève à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché H.T.	Montant avenant n°1	Montant avenant n°2	Nouveau montant H.T. du marché	Pourcentage : Montant avenant/montant marché
1	Eiffage construction 34060 Montpellier cedex 2	42 729.08€	3 380.00 €	1 248.00€	47 357.08 €	10.83%

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 19 octobre 2010 ;
- D'approuver l'avenant n°2 au marché de travaux ci-dessus défini pour un montant de 1 248.00 € H.T. ;
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

8 - Centre d'art contemporain La Panacée-Cité des Artistes - Prolongation des délais de travaux de trois mois - Autorisation de signer les avenants aux marchés de travaux

Michaël DELAFOSSE : Par délibération en date du 25 juillet 2006, le Conseil Municipal

approuvait le programme des travaux en co-maîtrise d'ouvrage avec le CROUS consistant en la restructuration de l'ancien Laboratoire de la Santé, situé 14 rue de l'Ecole de pharmacie, en centre d'art contemporain associé à des Résidences, des ateliers d'artistes et des logements étudiants réservés aux étudiants en Arts.

- **Par délibération en date du 30 mars 2009, la Ville a attribué les lots suivants aux entreprises :**
 - Lot 2 : gros œuvre-charpente : Cari Simba, pour un montant de 2 080 470.00 € H.T. (part Ville : 1 867 816.85 € H.T.)
 - Lot 4 : couverture : Structure Bois, pour un montant de 152 180.00 € H.T. (part Ville : 87 120.20 € H.T.)
 - Lot 9A : cloisons-doublages-faux plafonds : Midi Plafond, pour un montant de 265 614.84 € H.T.
 - Lot 11A : peinture-signalétique : Sud Aménagement, pour un montant de 142 854.00 € H.T.
 - Lot 17A : Electricité courants forts courants faibles : Rodier, pour un montant de 471 922.30 € H.T.
- **Par délibération en date du 4 mai 2009, la ville a attribué le lot suivant à l'entreprise:**
 - Lot 8 : serrurerie : HELIX, pour un montant de 127 000.00 € H.T. (part Ville : 104 095.18 € H.T.)
- **Par délibération en date du 5 octobre 2009, la ville a attribué les lots suivants aux entreprises :**
 - Lot 3 : bardage-menuiseries aluminium : ERI, pour un montant de 661 251.00 € H.T. (part Ville : 497 010.80 € H.T.)
 - Lot 18 : ascenseurs : Kone, pour un montant de 197 300.00 € H.T. (part Ville : 168 300.00 € H.T.)
- **Par délibération en date du 14 décembre 2009, la Ville a autorisé la signature de l'avenant n°1 au lot 2 Gros œuvre-charpente**, pour un montant de 72 493.89 € H.T. (part Ville : 58 486.54 € HT), soit une augmentation de 3.48 % par rapport au marché initial
- **Par délibération en date du 29 mars 2010, la Ville a autorisé la signature des avenants pour les lots suivants :**
 - Lot 2 Gros œuvre charpente, avenant n°2, pour un montant de -13 824.92 € H.T, soit une moins-value de 0.64% du montant initial. Le montant cumulé des avenants 1 et 2 représente une évolution de 2.82% par rapport au marché initial
 - Lot 17A Electricité, avenant n°1 pour un montant de 3 140.00 € H.T., soit une plus-value de 0.67% par rapport au marché initial.

L'avancement du chantier fait apparaître la nécessité de certaines modifications :

1/ PROLONGATION DES DELAIS DE TRAVAUX DE 3 MOIS :

La défaillance de l'entreprise Sud Energie Thermi, titulaire des lots 14 (chauffage, ventilation, climatisation) et 15 (plomberie) a eu pour conséquence de désorganiser le chantier et d'augmenter les délais de toutes les entreprises, à l'exception du lot n°13 Revêtement de sols durs (entreprise PROSOL) La date contractuelle d'achèvement des travaux était fixée au 7 octobre 2010, la nouvelle date est portée au 7 janvier 2011 pour les entreprises CARI, ERI,

Structure Bois Couverture, AMAR, SBPR, Pistre et Fils, Helix, Midi Plafonds, Avarez, Sud Aménagement, Red Concept, Rodier, Koné et Pousse Clanet.

2/ AVENANTS AUX MARCHES DE TRAVAUX

- Marché 8F97 :
 - **Lot 2, entreprise CARI SIMBA** : travaux de démolition et divers travaux de gros œuvre pour l'aménagement de bureaux en R-1 sur la rue du Calvaire (devis n° 017, 4 740.59 € H.T.), travaux suite à la démolition de l'escalier n°2 (devis n°24, 5 788.86 € H.T.), réalisation chevêtre support du plancher haut du rez de chaussée sur gaine extraction cuisine (devis n°26A, 2 854.86 € H.T.), modification charpente métallique côté rue Ecole de pharmacie (devis n°28, 10 774.40 € H.T.), modification RDC : SO complémentaire zone D et démolition allège zone C (devis n° 29, 3 484.96 € H.T.), caniveaux périphériques cour intérieure (devis n°33A, 5 000 € H.T), démolitions éléments non structuraux zone F niveau R-1 (devis n° 34, 7 380 € H.T.).
 - **Lot 4, entreprise SBC** : fermeture provisoire de souches en toiture (devis n°05, 3 240 € H.T.), dépose d'anciennes tourelles d'extraction (devis n°03, 2 340 € H.T.)
 - **Lot 8, entreprise HELIX** : création d'une plateforme provisoire pour l'accès au bâtiment (devis n°GCB270710A, 4 685 € H.T.)
 - **Lot 9A, entreprise MIDI PLAFOND** : plafond plâtre entrée (devis n°10-087, 3 001.60 € H.T.), corniche en staff (devis n°10-088, 1 360 € H.T.), gaine de désenfumage-finitions (devis n°10-103, 8 102.40 € H.T.)
 - **Lot 11A, entreprise SUD AMENAGEMENT** : aménagement de bureaux (devis du 19/05/2010, 6 063.50 € H.T.)
 - **Lot 17A, entreprise RODIER** : aménagement de bureaux (devis n°2009-D2251, 5 010.12 € H.T.), raccordement provisoire des cages d'escalier (devis n°2010-D2374, 10 314 € H.T.)
 - **Lot 18, entreprise KONE** : modification de l'emplacement des portes de l'ascenseur (devis n°1803201001, 1 890 € H.T.)
- Marché 9M190 :
 - **Lot 3, entreprise ERI** : modification de la façade patio côté rue Ecole de pharmacie (devis n°3663C.Rev1, 8 954 € H.T.), fermeture provisoire de l'entrée du Centre d'Art (devis n°3663.OB/F, 1 930 € H.T.)

Compte tenu des éléments ci-dessus, les nouveaux montant H.T., en €, des marchés s'élèvent à :

Lot	Entreprise	Montant initial du marché	Montant avenant n°1	Montant avenant n°2	Montant avenant n°3	Nouveau montant du marché	Pourcentage Montant avenant/montant marché
2	CARI	2 080 470	72 493.89	-13824.92	40 023.67	2 179 162.64	4.74 %
3	E.R.I	661 251	10 884			672 135	1.65%
4	Structures Bois couverture	152 180	5 580			157 760	3.67%
8	Helix	127 000	4 685			131 685	3.69%

9A	Midi plafonds	265 614.84	12 464			278 078.84	4.69%
11A	Sud Aménagement	142 854	6 063.50			148 917.50	4.24%
17A	Rodier	471 922.30	3 140	15 324.12		490 386.42	3.91%
18	Kone	197 300	1 890			199 190	0.96 %

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la prolongation des délais de travaux de 3 mois pour les entreprises CARI, ERI, Structure Bois Couverture, AMAR, SBPR, Pistre et Fils, Helix, Midi Plafonds, Avarez, Sud Aménagement, Red Concept, Rodier, Koné et Pousse Clanet.
- D'approuver les avenants aux marchés de travaux ci-dessus définis pour un montant global de 96 914.29 € H.T.
- De prélever la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 56
Adopté à l'unanimité

M. ASLANIAN revient en séance. Mme AUGÉ-CAUMON quitte définitivement la séance.

9 - Agora des Savoirs - Agora des Savoirs Junior - Cycle de conférences 2010 - 2011 - Partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier et avec Divergence.FM - Interventions des conférenciers dans des écoles élémentaires

Michaël DELAFOSSE : Par délibération du 5 octobre 2009, le Conseil Municipal a validé le principe de l'Agora des savoirs. Cette manifestation a pour ambition de promouvoir et de favoriser la diffusion des connaissances sous la forme de conférences ouvertes à tous, confiées à des universitaires en dialogue avec leurs collègues montpelliérains. Pour cette deuxième saison, la Ville de Montpellier souhaite aller plus loin dans son projet et étendre le principe de la diffusion des connaissances aux élèves des écoles élémentaires. Concrètement il s'agit de permettre à des conférenciers qui l'ont souhaité, le lendemain de leur conférence grand public, d'intervenir sur un mode pédagogique auprès d'élèves des écoles élémentaires. A la suite de réflexions menées avec l'Inspection d'Académie un certain nombre d'écoles ont souhaité participer à ce dispositif d'Agora des Savoirs Juniors.

Le programme de cette deuxième saison 2010 - 2011 de l'Agora des Savoirs a été élaboré en lien avec le Comité scientifique composé d'enseignants représentant les trois universités de Montpellier, de chercheurs rattachés aux différents laboratoires de la Ville, de personnalités extérieures et d'élus chargés d'accompagner la Ville dans la mise en place de sa nouvelle politique en matière de culture scientifique et technique. Ces conférences se déroulent au Centre Rabelais les mercredis en soirée, sous forme de trois cycles trimestriels entrecoupés, cette année, de deux intermèdes.

I - L'Agora des Savoirs 2010 - 2011

Le thème exploré cette année portera sur : « *Les valeurs, les sciences et les savoirs* » et fera l'objet de trente conférences réparties sur trois cycles :

- 1^{er} cycle, du 10 novembre au 12 janvier: «*les idéaux de la connaissance : en quoi les savants croient-ils ?*»
 - Petit intermède historique, les 19 et 26 janvier: «Quand deux systèmes de valeurs se heurtent »
- 2^{ème} cycle, du 2 février au 23 mars : «*Nous et les autres : relativité, universalité des valeurs ?*»
 - Second intermède : «Petit détour au pays des arts», les 30 mars et 6 avril.
- 3^{ème} cycle, du 13 avril au 1^{er} juin : «*Préserver ou réinventer les valeurs : huit défis contemporains*»

Une séance inaugurale intitulée «*L'inestimable*», a été donnée le mercredi 3 novembre par Sylviane Agacinski. Une conférence de clôture intitulée «*Les valeurs de l'humanisme*» sera prononcée par Marc Fumaroli, le mercredi 8 juin.

La Ville prendra en charge les prestations des 30 conférenciers, leurs droits d'auteurs ainsi que leurs frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour un montant maximum de 1 000 euros chacun.

Il convient donc d'établir pour chacun des intervenants une convention. Les 30 conférenciers sont les suivants : Sylviane AGACINSKI, Dominique LECOURT, Marylène PATOU-MATHIS, Roger POL-DROIT, Thierry LAVABRE-BERTRAND, Ahmed DJEBBAR, Stephen BAGHDIGUIAN, Jean-Robert PITTE, Benoît PRÉVOST, Jean-Marc LÉVY-LEBLOND, Nicolas LE ROUX, François HARTOG, Françoise HÉRITIER, Philippe DESCOLA, René OTAYEK, Julien LOISEAU, Jean Pierre VERDET, Gérard NOIRIEL, Olivier TINLAND, François JULIEN, Dominique MULLIEZ, Jean Michel BESNIER, Pascal NOUVEL, Jean-Michel SALLES, Henri REY-FLAUD, Henri ATLAN, Carole CROZET, Georges CHAPOUTIER, Bernadette BENSAUDE-VINCENT, Marc FUMAROLI.

Afin de permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'ensemble des 30 conférences il est prévu de les diffuser, d'une part sous la forme de vidéos conférences filmées, d'autre part sous la forme d'un programme radiophonique en direct.

À cet effet un partenariat de co-production est envisagé avec :

- La Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier (MSH – M), groupement d'intérêt scientifique dont la gestion est confiée à l'Université Montpellier 3, qui procédera à la captation des 30 conférences filmées qui se dérouleront au Centre Rabelais. Elles seront visibles sur le site de la Ville comme sur le site web de «Parole de chercheurs» hébergé par la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier.
- Divergence.FM, juridiquement constitué en association loi de 1901, radio montpelliéraine, qui procédera quant à elle, à la diffusion en direct des conférences sur ses ondes.

II – Agora des Savoirs Juniors

Cinq écoles se sont portées candidates pour une intervention d'un conférencier dans des classes élémentaires. Cinq conférenciers interviendront donc en 2010 et 2011 auprès de neuf classes. Les interventions seront les suivantes :

- Madame PATOU-MATHIS qui interviendra auprès des élèves de CE2-CM1 de l'école Blaise Pascal, le jeudi 18 novembre, sur le thème de « L'homme de Néanderthal ».
- Monsieur Ahmed DJEBBAR qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Lamartine,

le jeudi 9 décembre, sur le thème de « l'âge d'or des sciences arabes ».

- Monsieur Jean-Robert PITTE qui interviendra auprès des élèves de CM2 de l'école Lamartine et des élèves de CE1-CE2 de l'école Ronsard, le jeudi 6 janvier 2011, sur le thème de « la géographie ».

- Monsieur Jean-Marc LÉVY-LEBLOND qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Daviler et de l'école Spinoza, le jeudi 20 janvier, sur le thème de « Galilée ».

- Monsieur Georges CHAPOUTIER qui interviendra auprès des élèves de CM1 de l'école Spinoza, le jeudi 26 mai, sur le thème de « l'homme et l'animal ».

Il convient donc d'établir une convention Agora des Savoirs Junior pour ces cinq intervenants.

La Ville prendra en charge les prestations des cinq conférenciers pour un montant TTC de 200 € chacun, ainsi que les frais de restauration pour un montant maximum total de 100 € TTC chacun. Les frais de déplacement et d'hébergement sont inclus dans leur intervention grand public de l'Agora des Savoirs du mercredi.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature des conventions avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 30 000 € TTC ;

- D'approuver les partenariats avec la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier pour un montant de 19 012,75 € (dix-neuf mille douze euros et 75 cts) TTC et avec Divergence.FM pour un montant de 17 625 € (dix-sept mille six cent vingt-cinq euros) TTC ;

- D'autoriser la signature des conventions Agora des Savoirs Juniors avec les conférencier(ère)s pour un montant total de 1 500 € TTC ;

- De prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Mme Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. VIGUIE : J'ai pu constater l'existence d'un partenariat avec la librairie Sauramps. Je souhaitais savoir si c'était quelque chose de définitif ou si d'autres librairies de Montpellier (et je ne pense pas à la FNAC mais plus à des librairies comme La Comédie du Livre) pouvaient aussi avoir leurs places.

M. DELAFOSSE : Votre question est totalement fondée. Il existe effectivement un partenariat avec la librairie Sauramps qui possède le rayon le plus fourni en sciences et sciences humaines. Ils peuvent donc répondre aux besoins du public. Effectivement, la ville de Montpellier a depuis longtemps une politique volontariste de soutien aux libraires, dont La Comédie du Livre est évidemment emblématique. Au premier trimestre 2011 nous aurons l'occasion de vous proposer d'autres dispositifs culturels qui seront en partenariat avec d'autres librairies. Il ne s'agit pas d'être dans une situation exclusive. On peut d'ailleurs se féliciter qu'une nouvelle librairie ait ouvert dans le quartier des beaux-Arts tant ce métier est difficile aujourd'hui puisque trop de personnes préfèrent acheter sur Internet. Il n'y a donc pas de partenariat exclusif entre la ville et une librairie mais une volonté de soutenir les libraires dans leur métier de médiation vers le livre. Dans le cas présent, Sauramps répondait au mieux, mais à chaque manifestation il y aura la volonté de travailler avec un libraire. C'est ce que nous vous présenterons en novembre 2011.

Pour : 56

Adopté à l'unanimité

Mme MIRAOUI revient en séance.

10 - Culture et Patrimoine - Attributions à diverses associations culturelles, techniques et scientifiques

Michaël DELAFOSSE :

1 – Association Centre de Recherche sur les Pays Méditerranéens au Moyen-Âge

Au sein de l'Université Paul-Valéry Montpellier III, le Centre de Recherches sur les Pays méditerranéens au Moyen âge (C.R.E.P.M.A.), constitue une équipe de recherche à vocation scientifique centrée sur l'étude de la Méditerranée médiévale et plus particulièrement sur le Languedoc médiéval. A ce titre, il coordonne des projets scientifiques dans le domaine de l'histoire et de l'histoire de l'art et organise colloques, séminaires et journées d'études.

Le C.R.E.P.M.A. propose l'étude scientifique - historique, philologique et juridique - et la réalisation de l'édition électronique d'un manuscrit essentiel pour la compréhension du Montpellier médiéval, intitulé *Petit Thalamus* et conservé aux Archives municipales. Exécuté sur l'ordre des consuls à partir des années 1250-1280 et poursuivi jusqu'à la fin du XIV^e siècle, ce document contient les chartes des libertés urbaines, les ordonnances législatives prises par les consuls dans les domaines les plus divers ainsi qu'une chronique rédigée en langue vernaculaire (occitan) décrivant les événements politiques, religieux ou climatiques les plus marquants de l'année en cours.

La numérisation intégrale du document – préalable indispensable à la mise en ligne - a été prise en charge sur les crédits des Archives municipales.

Grâce à l'utilisation d'une technologie de pointe américaine, le balisage électronique du texte (Encoding Text Initiative), l'édition électronique permettra de rendre accessible au plus grand nombre la traduction et l'appareil critique en naviguant dans les folios du *Petit Thalamus*.

Ce projet, techniquement innovant, s'inscrit pleinement dans la politique de protection et de valorisation du patrimoine ainsi que dans celle de diffusion des savoirs et de partage des connaissances conduites par la Ville de Montpellier.

Dans ces conditions, il est proposé d'accorder à l'Université Paul Valéry Montpellier III, Centre de recherches sur les pays méditerranéens au Moyen âge (C.R.E.P.M.A.) une subvention d'un montant de 5 000 €.

2 - Association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon

L'association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon (M'aLR) a pour objet de favoriser la diffusion et la promotion de la culture architecturale et l'émergence de projets de qualité liés au cadre de vie. Elle est également un lien de sensibilisation, d'information, de formation d'échanges et de réflexion dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage et de l'environnement.

Depuis plus d'un an, elle anime un groupe de recherches pour faire connaître et valoriser l'œuvre de trois architectes montpelliérains Léopold (1839-1922), Louis (1872-1955) et René Carlier (1899-1985), actifs aux XIX^e et XX^e siècles. Ces architectes, qui ont construit à Montpellier des bâtiments tels que *Les Nouvelles Galeries* (actuel cinéma Gaumont Comédie), *Le Cercle des étudiants* (actuel Pavillon populaire), *l'Hôtel du Midi*, *le Crédit lyonnais*, *la Banque Dupuy-de Parseval*, *la poste Rondelet* ont également beaucoup travaillé dans l'Hérault et le Languedoc pour une clientèle tant publique que privée. Les archives municipales sont associées à ce projet, notamment dans la recherche des fonds documentaires nécessaires pour l'établissement d'un catalogue raisonné et exhaustif de cette œuvre, qui doit aboutir à une publication assortie d'une exposition. Toutes les informations récoltées à ce jour sont consignées sur des fiches d'inventaire transposables dans une base de données. Parallèlement, les documents sont systématiquement photographiés. Pour faciliter l'échange d'information, il apparaît maintenant nécessaire, de créer et développer une base de données dont l'accès sera dans un premier temps limité aux seuls chercheurs. A terme, elle sera à terme mise en ligne sur le site de la Ville et donc accessible à tous.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la politique de valorisation du patrimoine et de diffusion connaissances menée par la Ville de Montpellier.

Dans ces conditions il est proposé d'accorder à l'association Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon (M'aLR) une subvention d'un montant de 2 500 €.

3 - Association Académie Internationale de Musique de Montpellier

L'association Académie Internationale de Musique de Montpellier après la belle réussite de la manifestation « Stradivarius-Montpellier 2008 » entend continuer la mise en avant de l'image de Montpellier, ville de culture autour de son importante activité de lutherie en plein essor. Ainsi elle prépare l'organisation d'une manifestation d'ampleur européenne, la « **1^{ère} fête des Luthiers** », du 25 avril au 30 avril 2011 à travers de nombreux lieux de la Ville. L'objectif poursuivi est de provoquer la rencontre entre les facteurs d'instruments, les musiciens qui jouent avec leurs instruments et les mélomanes. Elle s'adressera à tous les montpelliérains. Au programme : - trente concerts disséminés dans la ville pendant trois jours – des joutes sonores salle Pasteur – une exposition de lutherie contemporaine nationale avec des ateliers – des conférences non seulement pour les luthiers mais aussi pour les musiciens et les amateurs de musique – des masters-classes publiques à l'attention des jeunes musiciens du Conservatoire – des visites guidées chez les luthiers de Montpellier.

D'autre part, le concours international de violon « Vibrate » profitera de la « *1^{ère} fête des luthiers* » pour organiser, la même semaine, sa propre manifestation de renommée internationale - elle concerne 72 pays - qui sera suivie par une équipe de tournage de France 2.

Destinée à devenir pérenne cette manifestation des luthiers de Montpellier est un atout majeur pour la réputation d'excellence culturelle de notre Ville et en particulier pour le développement de ses activités de lutherie. Il convient d'aider dès à présent l'association à l'organisation de cette importante manifestation. Aussi il est proposé d'accorder à l'association Académie Internationale de Musique de Montpellier une subvention d'un montant de 40 000 €.

4 – Association Opéra National et Orchestre National de Montpellier

L'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier procède à la captation et à la diffusion de représentations lyriques à partir de l'Opéra Comédie au travers du réseau « Pégase », réseau municipal très haut débit en fibre optique. Ainsi la Ville peut retransmettre en direct des concerts dans les chambres du CHU ainsi que dans quatre établissements pour personnes âgées : La Cariera, Montpellieret, Belorgeot et Demangel. Outre les retransmissions depuis l'Opéra Berlioz du Corum, la Ville retransmet également les concerts depuis l'Opéra Comédie. L'ensemble de ce dispositif crée du lien culturel avec les patients des hôpitaux et les personnes âgées en maison de retraite et permet ainsi de lutter contre l'isolement. Afin de poursuivre cette opération qui nécessite la mise en œuvre de moyens importants – prise de son, captation vidéo - la Ville propose d'accorder à l'association Opéra National et Orchestre National de Montpellier une subvention d'un montant de 30 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants de subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au BP 2010 de la Ville, chapitre 923, nature 6574,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à ces affaires.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

11 - Proposition de dénomination des allées du parc zoologique de Montpellier

Michaël DELAFOSSE : Dans le cadre du développement pédagogique du parc zoologique et du projet “Darwin” qui s’inscrit dans le plan « Sciences pour tous », il est proposé de contribuer à l’amélioration de l’accueil du public par un repérage des allées du parc en utilisant des grands noms de scientifiques naturalistes, zoologistes ou botanistes.

Cet outil d’orientation pédagogique permettra au visiteur de découvrir ces grands personnages qui ont pour la plupart contribué à l’émergence de notre vision actuelle du monde vivant. Certains ont joué un rôle local important notamment chez les botanistes.

En hommage à ces personnalités et dans le but de faire connaître le rôle historique de notre Ville dans l’évolution de l’histoire naturelle, il est proposé de retenir les noms suivants :

- Henri de Lunaret, donateur du domaine de La Valette à la Ville qui, bien que non scientifique, paraît mériter de figurer en première place,
- Carl von Linné, inventeur de la classification binomiale,
- Charles Darwin, théoricien de l’évolution,
- Jean Rostand, biologiste généticien,
- Augustin Pyrame de Candolle, botaniste,
- Henri Fabre, entomologiste,
- Bernard de Jussieu, botaniste,
- Georges-Louis Leclerc de Buffon, naturaliste biologiste,
- Georges Cuvier, anatomiste,
- Jean-Baptiste de Lamarck, naturaliste,
- Pierre Richer de Belleval, botaniste,
- Josias Braun-Blanquet, ethnobotaniste,
- Théodore Monod, naturaliste,
- Gregor Mendel, biologiste,
- Dian Fossey, éthologue,
- Helen Gaige, zoologiste,
- Thomas Risley Odhiambo, entomologiste,
- Stephen Jay Gould, paléontologue, biologiste évolutionniste,
- Charles Flahault, botaniste,
- Francis Hallé, botaniste.

En conséquence, nous vous proposons :

- d’adopter ces dénominations pour les allées du parc zoologique,
- d’autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l’Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

M. Jacques MARTIN : J’aimerais dire quelque chose relatif à la dénomination des allées. Je me demandais si cela n’était pas l’occasion de déposer la plaque destinée à honorer la contribution de la communauté harkie à la réalisation de ce zoo.

Mme le MAIRE : Nous sommes d’accord. Cela sera fait en même temps.

Pour : 57

Adopté à l’unanimité

Mme QVISTGAARD revient en séance.

12 - PROJET URBAIN – Organisation et lancement du concours d’urbanisme – Election des membres du jury

Philippe SAUREL : Par délibération du 8 février 2010, le conseil municipal de la Ville de Montpellier approuvait le lancement d'une longue démarche d'élaboration du projet urbain, vaste réflexion au caractère participatif affirmé dont l'ambition est de dessiner les grandes lignes de la stratégie urbaine qui présidera à l'évolution de la ville pour les 20 prochaines années.

En effet, le développement exceptionnellement dynamique de la Ville de Montpellier, passant du 22^{ème} au 8^{ème} rang des villes françaises lors de ces 50 dernières années, a reposé sur une vision urbaine projetant l'extension de son centre historique vers le Lez d'abord, vers la Méditerranée ensuite. De grands projets d'aménagement urbain et paysager, accompagnés par des équipements publics emblématiques remarquables par leur architecture ont été la marque de cette croissance soutenue, donnant à la ville une nouvelle image ancrée dans la modernité et un statut incontestable de métropole.

Aujourd'hui, la Ville de Montpellier s'inscrit dans la continuité des actions engagées et des grands projets en cours, et se pose trois questions fondamentales engageant les élus de Montpellier à vouloir aller plus loin en reposant la question des fondements du projet urbain.

D'abord, le projet urbain doit répondre à une pression démographique qui ne se dément pas, qui est une chance pour la ville et son agglomération et qui doit permettre l'accueil dans les meilleures conditions de populations nouvelles, d'entreprises et d'emplois, tout en maintenant et en améliorant la qualité de vie de ceux qui y sont déjà installés, en particulier de ceux qui sont aujourd'hui les plus exposés à la crise économique et sociale que connaît notre pays.

Ensuite, le projet urbain de demain doit s'imprégner des mutations récentes et à venir de la société européenne, intégrant à la fois le paradigme du développement durable, la finitude des ressources de la planète, les nouveaux modes de gouvernance fondés sur la participation citoyenne, les révolutions engendrées dans nos pratiques quotidiennes par les innovations techniques, etc.

Enfin, le projet urbain doit confirmer le tournant déjà engagé depuis quelques années et donnant la priorité à la reconstruction de la ville sur la ville tout en achevant les grands projets de développement, dans l'est comme dans l'ouest de la ville et en intégrant les grands desseins stratégiques comme le projet Campus.

Afin de mener à bien cette démarche prospective et partagée, la Ville souhaite lancer une consultation d'équipes de concepteurs pluridisciplinaires regroupant des compétences variées, ayant pour mission de donner forme à ce projet urbain sur la base :

- du travail de préparation mené par les services de la Ville,
- des diagnostics finalisés par le bureau d'étude Algoé consultants désigné par la délibération mentionnée ci-dessus,
- des études complémentaires et parallèles sur le paysage, les services, l'économie et la culture actuellement en cours de désignation ou de lancement
- d'un ambitieux processus de concertation avec la population montpelliéraine et les foyers de notre ville

Cette consultation sera lancée dans un premier temps par un concours d'urbanisme, objet de cette délibération, par application des règles définies par l'article 38 du code des marchés publics et se prolongera, dans un deuxième temps, par une procédure négociée avec l'ensemble des lauréats visant à attribuer un marché à un ou plusieurs lauréats selon les dispositions de l'article 35 du

code des marchés publics.

Après appel public à candidature, une sélection de cinq candidats sera faite pour participer au concours. L'indemnité maximale versée à chacun d'eux sera de 30 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver le lancement d'un concours d'urbanisme pour le projet urbain,
- de dire que les sommes nécessaires au financement du concours sont et seront inscrites au budget de la ville (CRB 83300)
- de décider que les candidats admis à concourir après sélection recevront une indemnité maximale de 30 000 € HT par équipe,
- de décider de créer un jury, conformément aux articles 24 et 22 du code des marchés publics : Mme le Maire ou son représentant, président, et cinq membres élus au sein du conseil municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Ont été élus :
Mme le Maire, Présidente du jury ou son représentant M.SAUREL.
Titulaires : -M.PASSET
 -M.TOUCHON
 -M.DUFOUR
 -M.ROUMEGAS
 -M.DOMERGUE
Suppléants : -Mme COUVERT
 - M.SUDRES
 - Mme DANAN
 - M.TSITSONIS
 - M.DUMONT
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Mme le MAIRE : Si vous êtes d'accord avec la composition du jury nous pouvons voter sur cette liste à main levée, sinon le vote sera fait à bulletins secrets avec deux scrutateurs.

M. ROUMEGAS : Je voulais vous remercier ainsi que M. Saurel d'avoir accepté notre proposition d'avoir une liste où tous les groupes sont représentés. Pour un tel sujet je pense que cela est effectivement nécessaire. C'est le gage d'un vrai débat sur un projet qui nous entraînerait sur les cinquante ans à venir. Nous sommes favorables à un vote de la liste telle qu'elle est proposée.

Je le dis avec d'autant plus d'entrain que les orientations affichées vont effectivement dans un sens que je demande depuis un certain temps : à la fois la question de l'arrêt de l'étalement urbain et la priorité donnée à la reconstruction de la ville sur elle-même. Je crois qu'il s'agit de la question clé du projet urbain qui doit être aujourd'hui discuté, non seulement parce qu'il faut préserver des espaces mais aussi parce qu'il y a urgence à travailler sur l'amélioration des quartiers existants. Je suis évidemment ravi que cette orientation soit d'emblée affichée.

Le second aspect est le développement durable. Il faudra voir comment, au-delà de la construction et de la reconstruction, nous modifions l'habitat lui-même pour aller vers un habitat de meilleure qualité au point de vue environnemental ou thermique.

Au-delà des concours auprès des cabinets d'urbanisme il faut aussi que nous ayons le souci de la concertation et du travail avec les habitants de la ville. Des expériences dans les villes d'Europe du nord notamment ont produit de très bons résultats en allant chercher des idées chez les habitants eux-mêmes. J'insisterai donc sur cet aspect de participation citoyenne dans la conception du projet de ville.

M. VIGUIE : Je ne reprendrai pas ce qui a été dit mais insisterai moi aussi sur le grand absent, ce côté de participation citoyenne. Je suis intervenu souvent sur cette question. Là en plus

l'enjeu est réel. Le débat porte sur la ville dans les trente ans qui viennent. Comment la population de Montpellier peut maîtriser ce débat, avoir les éléments et exprimer leurs idées ? Autant d'un côté il serait absurde de penser que tout se fait simplement par une concertation et l'avis des populations, mais il est tout de même nécessaire de restituer cet enjeu, au moins d'en situer les priorités. On peut voir, et je l'ai d'ailleurs vu dans mon quartier à l'occasion du PLU, quand le PLU est fait sans concertation avec les populations, il existe de nombreuses réactions chez l'habitant. Mais par la discussion ou autre on peut arriver à avancer. Il est donc nécessaire d'avoir clairement une articulation entre participation citoyenne et maîtrise de ce débat. Cela me semble un jeu majeur sur les années qui viennent, même si je considère comme positif le fait que le jury soit représentatif des différentes sensibilités du Conseil municipal.

Mme le MAIRE : M. Viguié, si vous avez vraiment lu le projet de délibération vous verrez qu'il est fortement précisé que nous souhaitons une démarche à la fois prospective et partagée. Cela fait bien évidemment partie de notre souci, et je peux vous dire que cela est affiché de façon très claire dans le projet de délibération que vous avez sous les yeux.

M. SAUREL : J'entends ce que dit M. Viguié et voulais préalablement faire une petite précision sur les termes utilisés par M. Roumegas concernant l'étalement urbain. L'étalement urbain, ce ne sont pas les ZAC. Les ZAC sont denses. Nous pourrions densifier plus mais nous avons fait le choix de conserver à la non construction un certain nombre de m2 pour y installer les équipements publics et surtout les parcs qui ornent chacune de ces ZAC. L'étalement urbain, ce n'est pas cela. Ce sont les parcelles de 5000 m2 avec une seule villa au centre. Vous savez qu'à Montpellier ce genre de conformation urbaine est assez rare, sauf dans des quartiers des années 60 ou 70 qui ont déjà vécu. Nous avons remanié par nos études de nos PLU qui nous permettent aujourd'hui de diviser les parcelles pour pouvoir y installer un peu plus de densité. L'étalement urbain ne se produit donc pas sur la ville de Montpellier, sauf à dire qu'elle n'est pas assez dense. Si tel était le cas nous pourrions densifier un peu plus les ZAC. Le choix a été fait d'une qualité de vie quotidienne qui propose des quartiers mixtes et équilibrés. En revanche, l'étalement urbain se produit dans les couronnes périphériques et même au-delà de l'agglomération de Montpellier, et c'est peut-être là-dessus qu'il faudrait travailler dans les années à venir. C'est la raison pour laquelle j'évoquais tout à l'heure le STRAT, le schéma régional d'aménagement du territoire et les inter-Scot qui sont théoriquement là pour mettre des gardes fous à l'étalement urbain.

M. DOMERGUE : Je pense tout de même que la densification de la ville dans certains quartiers est intense. Je sais que M. Roumegas prône les grandes tours, comme à Shanghai, où l'on fait tout dans l'immeuble. Je suis allé à Shanghai. Ces tours sont peut-être pratiques pour y travailler mais pas pour y vivre. Je pense que la densification est assez importante à Montpellier. Il faudrait que la ville respire, et qu'il y ait des lieux dimensionnés pour une ville que l'on veut devenir une grande métropole régionale. Aujourd'hui, sur ce plan-là, nous sommes en retrait de nos ambitions.

Ensuite, j'espère que ce travail coopératif, auquel je suis heureux de participer, débouchera sur quelque chose qui sera suivi. Si nous voyons ce qui a été plus ou moins initié dans le secteur de l'EAI, nous nous rendons compte que vous avez déjà un peu changé d'orientation. Vous aviez prévu la cité Hippocrate à l'EAI, elle est maintenant placée ailleurs. Nous attendons toujours les premières esquisses des projets. Je pense qu'il faut qu'il y ait une logique. Si toutes les sensibilités sont représentées, il faudra qu'on ait une sorte de consensus sur les grandes orientations de la ville. Quelles que soient les forces au pouvoir demain, des objectifs restent à maintenir, tels que la qualité de vie, l'attractivité des zones d'entreprise. Tout cela doit être développé car, M. Lévi, nous ne pouvons pas vivre que des emplois publics. Il faut donc être capable d'attirer des entreprises sans pour autant mettre des cheminées ou du nucléaire. Il doit sûrement exister des possibilités pour faire en sorte que les montpelliérains ne soient pas

obligés de s'expatrier dès qu'ils ont un certain niveau parce qu'ils ne trouvent pas de solution sur place. Voilà à mon sens les grands enjeux pour les années à venir. Sur certains points nous sommes largement en avance, mais sur d'autres largement en retard.

M. PASSET : Pour être maître de ce qui se passe dans ma ville aujourd'hui, pour comprendre et pouvoir intervenir, encore faut-il que je sache ce qu'elle deviendra dans trente ans, quelle orientation elle prend. Or, je considère qu'il nous faut produire un effort supplémentaire qui ferait en sorte que les montpelliérains comprendraient peut-être mieux les actions qui se déroulent aujourd'hui au niveau de l'urbanisme parce qu'ils seront où va aller leur ville dans les vingt ans qui viennent. Je me félicite de cette démarche car je crois que c'est aussi rendre les gens maîtres et intelligents du devenir de leur ville.

Pour : 57

Abstention : 1 (M. ASLANIAN)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

L'ensemble des Conseillers présents étant favorable à un vote à main levée, il est procédé à l'élection des membres du jury de concours. Une seule liste en présence, présentée par Mme le Maire :

Ont été élus par 57 voix et 1 abstention (M. ASLANIAN) :

Mme le Maire, Présidente du Jury ou son représentant M. SAUREL,

Titulaires :

- M. PASSET
- M. DUFOUR
- M. TOUCHON
- M. DOMERGUE
- M. ROUMEGAS

Suppléants :

- Mme COUVERT
- M. SUDRES
- Mme DANAN
- M. TSITSONIS
- M. DUMONT

MM. Hervé MARTIN et SUDRES sortent de la séance.
Mme GAUTIER-MEDEIROS quitte définitivement la séance.

13 - Projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch - Prise en compte du bilan de la concertation menée par la SNCF, maître d'ouvrage du projet

Philippe SAUREL : La gare de Montpellier Saint Roch est desservie par le réseau de lignes à grande vitesse depuis 2001 et bénéficie d'une desserte ferroviaire, régionale et longue distance de plus en plus dense.

Par ailleurs, la reconquête des terrains ferroviaires disponibles et proches de la gare, constitue un potentiel de renouvellement urbain unique, permettant à la fois, la construction du quartier Nouveau Saint Roch et le renforcement du positionnement de la gare en cœur de ville.

Avec le développement du trafic ferroviaire, les deux premières lignes de tramway, la troisième en construction, le futur parking Nouveau Saint Roch et ses stationnements vélos, la gare Saint Roch constituera un pôle d'échange multimodal (PEM) majeur pour la ville de Montpellier et son agglomération.

Dans ce contexte, un partenariat a été établi entre, la Ville, l'Etat, la SNCF, RFF, la Région et l'Agglomération pour élaborer un projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch. Correspondant à un investissement de 54 millions d'Euros, l'objectif de cette opération est d'assurer, au delà de l'amélioration des services aux voyageurs et de la mise en œuvre d'un projet architectural de qualité, une meilleure intégration de la gare dans son environnement en améliorant son accessibilité et en privilégiant la complémentarité des modes de déplacement.

Ce projet a été acté dans le cadre d'un protocole d'accord avec l'ensemble des partenaires et approuvé par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2009. Ce protocole définit les modalités de la gouvernance, la répartition du financement entre les partenaires, ainsi que les principes architecturaux et urbains du projet.

La gouvernance du PEM Saint Roch est composée de représentants de chacun des partenaires signataires du protocole. Elle aura notamment pour objectif d'assurer la bonne réalisation du PEM et sa gestion optimale durant toute la durée des travaux.

Il est convenu que les travaux débiteront en 2011 pour se terminer au quatrième trimestre 2013.

Le projet prévoit également la réalisation d'aménagements urbains sous maîtrise d'ouvrage de la Ville, permettant ainsi à la gare de s'intégrer parfaitement au quartier.

Ce projet visant une extension fonctionnelle de l'emprise de la gare et une modernisation des ses installations, il doit faire l'objet d'une concertation préalable au titre des articles L.300-2 et R.300-1 du code de l'urbanisme auprès des habitants, des associations locales et autres personnes concernées. Dans ce cadre et en vue de la mise en œuvre de ce projet, la SNCF Gares & Connexions, maître d'ouvrage, avait sollicité la Ville en vue de définir les modalités de la concertation avec le public.

Par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par la SNCF.

Cette concertation s'est tenue entre le lundi 13 septembre 2010 et le mardi 12 octobre 2010. Son bilan nous a été transmis par la SNCF et est annexé à cette présente délibération.

Durant cette période une exposition permanente s'est tenue en Gare et a permis de présenter les principaux enjeux du projet et ses caractéristiques essentielles. Localisée dans le hall supérieur de la gare, elle était composée de panneaux, de plans et de perspectives du projet avec des plaquettes d'information. Deux registres ont été laissés à la disposition du public, dans la Gare elle-même et à la Direction Régionale de la SNCF permettant à chacun de consigner ses observations sur le projet.

Par ailleurs, deux réunions publiques se sont tenues les mardi 21 et 28 septembre 2010, en présence de représentants de la Ville et des autres partenaires.

Cette concertation a été annoncée par un communiqué de la SNCF diffusé notamment par voie de presse, par affichage en gare, dans les commerces à proximité de la gare, ainsi que par une insertion sur le site internet officiel de la Ville. Par ailleurs, des invitations non nominatives ont été distribuées dans les boîtes aux lettres des habitants du quartier. Ces mesures ont permis une large information du public sur le projet de la Gare.

Le bilan de la concertation mentionne qu'aucune opposition n'a été exprimée, ce qui témoigne de l'adhésion du public au projet.

En conclusion, la SNCF nous indique que cette concertation s'est déroulée conformément aux modalités préalablement définies et nous demande d'en prendre acte.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte que la concertation décrite dans le bilan communiqué par la SNCF Gares & Connexions, maître d'ouvrage du projet d'extension et de modernisation de la Gare Saint Roch, s'est déroulée conformément aux modalités prévues par la SNCF et auxquelles la Ville avait donné un avis favorable par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. DOMERGUE : Ce projet me paraît très harmonieux et me rappelle un peu ce que l'on peut voir dans la ville de Valence dessiné par Calatrava. La seule remarque que je ferai sur ce projet concerne la dépose minute. Si j'ai bien compris, la dépose minute va se faire sur le pont de Sète.

M. SAUREL : Il existe deux déposes minute.

M. DOMERGUE : Aujourd'hui, ce que l'on voit est que la dépose minute entraîne des bouchons sur le boulevard de Strasbourg phénoménaux. Si nous ne faisons pas en sorte que, même avec deux déposes minutes, la zone soit plus élargie, nous aurons les mêmes difficultés. Je pense qu'il vaut mieux le prévoir plutôt que d'avoir à affronter cette difficulté ultérieurement.

M. SAUREL : Vous avez raison. Nous avons prévu avec les architectes la capacité d'élargir les voies au dessus du pont de Sète et de ménager les espaces pour pouvoir faire cette dépose minute, et afin qu'elle soit efficace. Dans le même temps nous avons prévu une autre dépose minute qui sera située dans le parking de 1200 places qui se trouvera à l'emplacement actuel du dépôt de la SERNAM. Tout ceci a d'ailleurs été expliqué lors de la conférence que nous avons donnée devant l'ensemble des services d'urbanisme de la région, de la ville, de l'agglomération et des organismes compétents en architecture et urbanisme de la région.

M. MORALES : Je voulais rassurer M. Domergue. Ce n'est pas du tout du CALATRAVA, l'architecte qui a construit le fameux pont de l'exposition universelle. Ce n'est pas du béton, c'est un plastique qui permet d'être très aérien et d'avoir une très bonne luminosité. La seule chose que nous reprenons est l'architecture des nefs comme celle des cathédrales.

M. SAUREL : Là, c'est du téflon, en l'occurrence.

Pour : 54

Abstention : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

14 - ZAC des Grisettes (2ème tranche) - Agrément de candidature A. C. M (lot 2e)

Philippe SAUREL : La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha

environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et le futur agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1 500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'A.C.M en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation de logements collectifs sociaux.

Dénomination du candidat :

A.C.M
407 avenue du Professeur Antonelli
CS 15590
34074 Montpellier cedex 3

Localisation :

ZAC des Grisettes (2^{ème} tranche)
Lot 2e

Parcelle cadastrée : Section EK n°277p et section DZ n°124p

Surface du lot : 2 747 m²

Nature du projet : 68 logements collectifs sociaux

SHON envisagée : 5 140 m²

SHON maximale autorisée : 5 395 m²

La SERM précise que la candidature d'A.C.M prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature d'A.C.M pour la réalisation de 68 logements collectifs sociaux sur le lot 2e de la 2^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes.
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

15 - ZAC OVALIE - Demande d'agrément de candidature - Tranche 3 - Lot 12A "CORIM Promotion"

Philippe SAUREL : Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la

deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003, de lancer la procédure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ovalie.

Cette zone d'aménagement concerté, située à proximité du quartier de Bagatelle et du stade de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Elle est bordée par l'avenue Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest.

Par délibération du 3 juin 2004, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie. Le projet de réalisation de la ZAC a été arrêté par le Conseil municipal en date du 29 juillet 2004.

Ce nouveau quartier a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier.

Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 2000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Le plan de composition du quartier prévoit la création de deux espaces publics qui seront bordés de commerces ou d'équipements publics permettant d'assurer une animation de ces lieux, fédérateurs d'échanges et de convivialité.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement de la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de la société « CORIM Promotion ».

Maître d'ouvrage : CORIM Promotion
Immeuble « Le Cristal »
1475, avenue Albert Einstein
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n°171, 184 et 189p

Surface du lot : 1.577 m²

Nature du projet : 25 logements collectifs

SHON envisagée : 1.900 m² SHON
dont 760 m² SHON en accession à la propriété aidée
1.995 m² SHON maximale autorisée

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'agréer la candidature de la société « CORIM Promotion »
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55
Adopté à l'unanimité

16 - MONTPELLIER GRAND COEUR - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions

Philippe SAUREL : Au nom de la Commission, Philippe SAUREL rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Coeur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009 et du 22 juin 2009.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, les subventions suivantes sont attribuables :

Immobilière DEJEAN syndic, 17 et 19 rue Ferdinand Fabre (50 % de la subvention)	15.667,94 €
M. ou Mme LAFABRIER René, 19 rue Cité Benoit	5.216,53 €
M. MALATERRE Guy, 5 rue de la Raffinerie (50 % de la subvention plafonnée)	5.260,00 €
SARL Alain POUX syndic, 4 rue d'Alsace	3.330,53 €
RAYNAUD Immobilier, 20 rue Leenhardt (50 % de la subvention)	6.720,88 €
Ocimmo compte copropriété (syndic URBANIA), 7 rue Marceau	7.961,21 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 55
Adopté à l'unanimité

17 - Foncier - Avenue du Maréchal Leclerc - Acquisition d'une emprise de 30 m²

Philippe SAUREL : Afin de pouvoir réaliser deux places de stationnement devant les commerces situés avenue du Maréchal Leclerc, il a été négocié avec les propriétaires de la parcelle cadastrée DV 84, l'acquisition d'une emprise de 30 m² appartenant à l'indivision Cros. Ces deux places de stationnement seront ensuite incorporées au domaine public communal.

Cette négociation intervient sur l'avenue du Maréchal Leclerc dans le cadre des travaux d'élargissement de la voie, qui est une voie faisant l'objet d'un projet d'élargissement annexé au PLU (plan local d'urbanisme) pour une largeur de 12m.

L'indivision Cros accepte de céder le terrain à la Ville en compensation des travaux d'aménagement réalisés devant leurs commerces, la Ville prenant à sa charge tous les frais liés

à cette transaction.

Les propriétaires ont accepté de signer une prise de jouissance anticipée en date du 17 septembre 2010, pour permettre à la Ville d'engager les travaux dans les meilleurs délais.

L'étude de Maîtres Salles, Soulas-Bertrand, a en charge les intérêts de l'indivision Cros, elle sera chargée de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

Après étude de cette affaire, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'acquérir une emprise de 30 m² à extraire de la parcelle DV 84 située avenue du Maréchal Leclerc, en compensation des travaux réalisés par la Ville au droit de la propriété de l'indivision Cros,
- d'incorporer au domaine public communal ce terrain, qui sera aménagé en places de stationnement public,
- de saisir l'étude de Maître Salles Soulas-Bertrand, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

18 - AFFAIRE retirée

19 - Foncier - Rue de la Croix de Lavit - Vente d'une parcelle supportant un transformateur

Philippe SAUREL : Dans le cadre d'un programme immobilier situé rue de la Croix de Lavit, la société Pragma a sollicité de la Ville la vente de la parcelle cadastre TC 58 de 21 m² sur laquelle est implanté un transformateur EDF.

En effet, ce transformateur, qui dessert tout le secteur, a été aménagé sur une parcelle appartenant à la Ville.

Si la transaction est acceptée, la société Pragma a déjà signé une convention avec EDF dans laquelle elle s'engage à réimplanter le transformateur en retrait, sur l'emprise de son opération immobilière, située à l'arrière. La société Pragma réalisera le déplacement du transformateur à ses frais. Pour information, le coût de ce déplacement s'élève à 101 725.77 euros TTC.

Compte tenu de l'occupation de cette parcelle par un transformateur encore en activité, et le fait que le promoteur a signé un engagement avec EDF pour reconstituer cet équipement en retrait, sur son terrain privatif, et à ses frais, les services fiscaux ont estimé la transaction de cette parcelle de 21 m² à l'euro symbolique.

Le notaire désigné par le promoteur est Maître Caulier de l'office notarial de Baillargues.

Après étude de cette affaire, nous vous proposons :

- la vente à la société Pragma de la parcelle TC 58 de 21 m² à l'euro symbolique compte tenu de son affectation actuelle, à savoir un transformateur,

- la saisine de Me Caulier, notaire à Baillargues, pour rédiger l'acte constatant le transfert de propriété, aux frais de la société Pragma, acquéreur,
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

20 - Foncier - Rue Du Guesclin - Vente de la parcelle HM 501 à la SERM

Philippe SAUREL : La Ville de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée HM 501 (58 m²) située entre la rue Du Guesclin et l'avenue Frenay, le long de la ligne 1 du tramway, arrêt Hôtel de Ville.

Cet espace désaffecté est constitué d'un escalier qui est fermé au public depuis plusieurs années, car il présente un réel danger. En effet, avec le temps, l'ouvrage se désolidarise de la plate forme du tramway. La Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM), propriétaire à l'origine, a désaffecté ce bien et l'a déclassé de son domaine public avant de le vendre à la Ville à l'euro symbolique.

Dans le cadre du projet Espace Du Guesclin, il est proposé de vendre cette parcelle HM 501 à la SERM.

La cession à la SERM aura lieu à titre gratuit compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir un ancien escalier public désaffecté, qui serait reconstitué, si un projet immobilier devait être réalisé à cet endroit. Les services fiscaux ont confirmé la possibilité d'une transaction à titre gratuit compte tenu de ces éléments.

Le notaire, qui a déjà travaillé sur ce secteur, est l'étude notariale de Baillargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de vendre la parcelle HM 501 de 58 m², à titre gratuit, à la SERM,
- de faire constater le transfert de propriété par acte authentique aux frais de la SERM, par l'étude notariale de Baillargues,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

21 - PAE Multisites Marqueroze - Rue Gaston Bachelard - Cession Société Equity Partners Les Grisettes / Ville de Montpellier Parcelle EK 279

Philippe SAUREL : Dans le cadre du projet d'élargissement de la rue Gaston Bachelard (opération C 59 du PLU), qui s'inscrit dans le périmètre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Multisites Marqueroze, la Société Equity Partners Les Grisettes a obtenu un

permis de construire n° 34.172.08.V0.161 pour la création d'un bâtiment destiné à la restauration rapide « KFC ».

Au titre de ce permis de construire et de la convention de participation au PAE Multisites Marquerose, cette société doit céder à la Ville de Montpellier la parcelle nouvellement cadastrée EK 279 d'une superficie de 23 m², pour permettre d'élargir la rue Bachelard, au titre de l'opération C 59 du PLU, voie très étroite à cet endroit.

Cette transaction aura lieu au titre des participations dues dans le cadre du PAE Multisites Marquerose suite au permis de construire n° 34.172.08.V0.161, sur la base de l'estimation des services fiscaux applicable à l'ensemble du PAE, soit 60 €/m², ou 1 380 € pour une surface totale de 23 m².

Le notaire chargé de cette transaction est Maître Andrieu à Montpellier, il rédigera l'acte notarié aux frais de la Ville en collaboration avec le notaire du vendeur, Maître Jullien Thierry à Lyon.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de procéder à l'acquisition de la parcelle nouvellement cadastrée EK 279 d'une superficie de 23 m², appartenant à la Société Equity Partners Les Grisettes, pour permettre les travaux d'élargissement de la rue Bachelard, conformément aux participations dues au titre du PAE Marquerose Multisites,
- de confier la rédaction de l'acte à Maître Andrieu, notaire à Montpellier, aux frais de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

22 - Acquisition d'un terrain propriété à M. Xavier ROUSSET - Parcelle cadastrée RK 14 Grammont

Philippe SAUREL : Monsieur Xavier ROUSSET est propriétaire d'un terrain cadastré RK 14 d'une superficie de 2350 m² en zone N-2 du PLU situé dans le secteur de Grammont. Ce terrain, situé à proximité immédiate du cimetière de Grammont, intéresse la Ville à titre de réserve foncière. En effet, il est contigu au terrain d'une superficie de 9642 m² acquis par la Ville en 2006 à titre de réserve foncière pour une éventuelle extension du complexe funéraire.

Le 1^{er} octobre 2010, le propriétaire a signé une promesse unilatérale de vente à la Ville de son terrain pour un montant de 8 €/m², soit 18.800 €.

Monsieur ROUSSET avait installé sur ce terrain un bungalow d'environ 30 m². Les propriétaires et occupants de la parcelle voisine cadastrée RK 15 se sont installés de manière illicite sur cette parcelle et dans ce bungalow. La Ville devra, une fois devenue propriétaire, demander à ces occupants sans titre de libérer les lieux.

En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition du terrain cadastré RK 14 d'une superficie de 2350 m² situé dans le secteur de Grammont appartenant à Monsieur Xavier ROUSSET, pour un

- montant de 18.800 euros,
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville,
- de dire que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

23 - Foncier - ZAD des BOUISSES - Acquisition propriété ALBA Lieudit les Traverses - Convention de servitudes avec Electricité Réseau Distribution France

Philippe SAUREL : Par arrêté préfectoral du 8 mars 2007, la Zone d'Aménagement Différé des BOUISSES a été créée et la Ville de Montpellier désignée comme titulaire du droit de préemption.

Cette Z.A.D doit permettre à la Ville de s'assurer la maîtrise foncière des terrains de cette zone afin de répondre aux besoins futurs d'urbanisation tout en protégeant les espaces naturels remarquables, en offrant à terme un habitat favorisant la mixité sociale par la réalisation de constructions en collectif et en protégeant la vallée de la Mosson et le bois de Bionne.

La Ville a déjà réalisé plusieurs acquisitions foncières dans la Z.A.D des BOUISSES.

Les Consorts ALBA sont propriétaires, dans cette zone, d'une terre agricole en friche, sise lieudit les Traverses et cadastrée section PW n° 23 d'une contenance cadastrale de 2.355 m2.

Les Consorts ALBA ont proposé à la Ville l'acquisition de ce bien. Après négociations, ils ont accepté de le céder à la Commune pour un montant de 58.875 €. Cette somme est compatible avec l'évaluation des Services Fiscaux.

Afin de poursuivre la politique municipale de constitution de réserves foncières en Z.A.D, il convient de décider l'acquisition de la propriété ALBA, cadastrée section PW n° 23, au prix de 58.875 €.

Il est à noter, sur ce terrain, l'existence d'un poteau soutenant une ligne haute tension 20 KV aérienne existante alimentant le secteur. La Société Languedocienne d'Aménagements, qui effectue les travaux concernant les réseaux électriques pour le compte d'Electricité Réseau Distribution France (ERDF), sollicite l'autorisation de poser un poteau béton supportant un poste de transformation H 61 en reprise du réseau BTA/A existant (basse tension), pour le renforcement des réseaux ERDF « Château Bon ». ERDF a transmis en conséquence à la Ville une convention de servitudes, que la Ville pourrait accepter, à titre gratuit, compte tenu de son objet.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider l'acquisition de la propriété des Consorts ALBA, sise lieudit les Traverses, cadastrée section PW n° 23, au prix de 58.875 €, montant compatible avec l'estimation des Services Fiscaux,

- de dire que le montant de cette acquisition sera prélevé sur les crédits inscrits au budget 2010, programme individualisé "Action foncière" ligne de crédit 17459 "Acquisitions terrains",
- de dire que Maître VIALA, notaire des Consorts ALBA, sera chargé de la rédaction de l'acte authentique de vente,
- d'autoriser Madame le Maire à déposer toutes demandes de permis de construire ou de permis de démolir nécessaires,
- d'autoriser la Ville à signer une convention de servitudes à titre gratuit avec E.R.D.F pour le renforcement des réseaux « Château Bon », les formalités d'enregistrement ou de publication de ce document étant à la charge d'ERDF.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

24 - Propriété des Consorts GRANDON - 320 avenue du Petit Train – Acquisition

Philippe SAUREL : Les Consorts GRANDON sont propriétaires d'une parcelle bâtie de 575 m², située 320 avenue du Petit Train, et cadastrée EY 156.

Ils ont proposé à la Ville, par l'intermédiaire de l'agence GRH Conseil (M. VIN) d'acquérir ce bien.

Cette propriété est comprise dans l'extension de la ZAC Consuls de Mer, hors périmètre de concession à la SERM.

Elle est très bien située, en pointe d'ilot, dans un secteur où la Ville a acquis récemment deux propriétés cadastrées EZ 152 et 154, afin de constituer une réserve foncière dans la perspective d'un aménagement ultérieur dans le cadre de la ZAC.

Le terrain est occupé par une maison en R+1 comportant deux appartements, actuellement loués.

Les propriétaires acceptent de vendre cette propriété à la Ville au prix de 245 000 €, avec honoraires de négociation en sus du prix de vente d'un montant de 10 000 € HT.

Dans ces conditions, il paraît opportun de réaliser cette acquisition à titre de réserve foncière, aux conditions acceptées par les propriétaires, en accord avec l'évaluation des services fiscaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter d'acquérir la propriété des Consorts GRANDON située 320 avenue du Petit Train et cadastrée EY 156 au prix de 245 000 €, conforme à l'évaluation des services fiscaux,
- d'accepter de verser des honoraires de 10 000 € HT en sus du prix d'acquisition, à GRH Immobilier (M. VIN),
- de confier la rédaction de l'acte au notaire des vendeurs, l'étude de Maître VIDAL, notaire à Montpellier,
- de prélever les sommes nécessaires à l'acquisition sur le budget 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

25 - Régularisation cadastrale concernant la propriété de la parcelle IS 351 - Avenue de la Recambale et acquisition par la Ville

Philippe SAUREL : La parcelle cadastrée IS 351 située le long de l'avenue de la Recambale est aménagée et entretenue depuis de nombreuses années en espace vert par les services techniques de la Ville qui ont toujours considéré qu'il s'agissait d'un terrain faisant parti du domaine public de la Ville.

Or, récemment, la famille Rémy de Campeau constatant la réalisation par les services de la Ville d'un réseau d'éclairage public le long de l'allée de la Martelle, a revendiqué auprès du service foncier la propriété de cette parcelle.

Après recherches avec l'appui d'un géomètre, il s'avère que des erreurs cadastrales survenues à l'occasion de la révision du cadastre en 1990 ont conduit à cette situation confuse. Il ressort en effet de ces recherches que :

- la parcelle IS 351 est effectivement attribuée en propriété par le cadastre à la famille Rémy de Campeau, pour une superficie de 1020 m² alors que sa contenance réelle est de 2360 m²,
- ainsi, une partie de cette parcelle, soit 1020 m², appartient bien à la famille Rémy de Campeau (il s'agit du solde de la parcelle qu'ils ont cédé à la Ville en 1975 dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique pour la construction de la rocade Nord-Ouest avenue de la Recambale). L'allée de la Martelle réalisée par la Ville dans les années 1980 a d'ailleurs été réalisée sur une partie de cette parcelle en méconnaissance de ce problème de propriété
- en revanche, le reste de la parcelle IS 351, soit 1340 m², appartient bien à la Ville de Montpellier.

La famille Rémy de Campeau propose, pour régulariser cette situation, de vendre à la Ville les 1020 m² dont ils sont propriétaires à un prix de 50.000 €, soit environ 49 €/m².

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'autoriser l'acquisition du terrain situé allée de la Martelle d'une superficie de 1020 m² issue de la parcelle IS 351, propriété de l'indivision REMY DE CAMPEAU, au prix de 50.000 € conformément à l'estimation des services fiscaux,
- de demander à Maître CABANES-GELLY, notaire à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la cession et de rédiger, si nécessaire, une attestation de propriété de la Ville sur une partie de la parcelle IS 351 aux frais de la Ville,
- de mandater un cabinet de géomètre pour établir un bornage contradictoire à frais partagés entre la Ville et la famille Rémy de Campeau,
- de dire que les dépenses seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

26 – Vente d'un terrain à la société Pierres Occitanes - Rue Croix de Lavit - Parcelle cadastrée TC 146

Philippe SAUREL : La Ville est propriétaire d'un terrain d'une superficie de 619 m² situé rue Croix de Lavit anciennement espace public voirie et nouvellement cadastré TC 146.

En effet, suite au reprofilage de la rue Croix de Lavit à son intersection avec la rue Puech de Villa, afin de régler des problèmes de sécurité routière, cet espace public devenu inutile pour la Ville a été déclassé du domaine public communal par délibération du 8 février 2010, dans la perspective de le céder à la société Pierres Occitanes qui développe sur la parcelle voisine un programme immobilier de 123 logements suite à un permis de construire délivré le 4 février 2010.

Bien que cette parcelle ne soit pas utile à l'opération projetée en terme de droits à construire, il est apparu souhaitable sur le plan de la cohérence urbaine qu'elle soit réaménagée en espace vert privatif dans le cadre de cette opération.

Par conséquent, la Ville a proposé à la société Pierres Occitanes de l'acquérir. Cette vente sera néanmoins assortie d'une servitude au bénéfice de la Ville liée à la présence de nombreux réseaux publics dans le sous-sol de la parcelle (servitude d'inconstructibilité et servitude de passage pour l'entretien ou la réparation de cas échéant des réseaux).

Conformément à l'estimation des services fiscaux, cette parcelle sera cédée à la société Pierres Occitanes pour un montant de 11.142 €.

En conséquence, au vu de l'estimation des services fiscaux, il est demandé au Conseil Municipal :

- de céder à la société Pierres Occitanes la parcelle cadastrée TC 146 d'une superficie totale de 619 m² au prix de 11.142 €,
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville,
- de demander à l'office notarial de Baillargues de rédiger l'acte de vente aux frais de l'acquéreur,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à
- cette affaire.

Pour : 55

Adopté à l'unanimité

MM. Hervé MARTIN et SUDRES reviennent en séance.

27 - QUARTIER CEVENNES (Petit Bard – Pergola) - Convention territoriale de rénovation urbaine - Avenant n°7 (avenant normal) – Approbation

Christian BOUILLE : La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des Dépôts et Consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du

Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée le 25 novembre 2005, permet la mobilisation de financements importants.

Alors que la convention approche de son terme initial, la Ville de Montpellier a défendu devant le Comité National d'Engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 1^{er} juillet dernier, a fait valoir l'importance des étapes déjà franchies mais aussi les difficultés rencontrées. Elle a obtenu, grâce à sa détermination à mener à bien cette opération cruciale pour la cohésion sociale de notre ville, le maintien des engagements partenariaux et la prorogation de la durée du contrat pour une durée de 18 mois. La Ville a proposé un avenant en conséquence. Il s'agit du premier avenant dont l'ampleur justifie l'approbation des instances nationales de l'ANRU, les avenants précédents ayant été conclus au niveau décentralisé avec le Préfet, délégué territorial de l'ANRU.

Le projet de rénovation urbaine du quartier Cévennes s'inscrit dans des procédures complexes et un contexte difficile, qui rend sa mise en œuvre plus longue que sur d'autres territoires. Les éléments principaux de ralentissement de la mise en œuvre du projet sont :

- d'une part, l'intervention en copropriété privée,
- d'autre part, l'intervention sur un tissu habité et des situations de sur-occupation de logements importantes dans un contexte de pénurie d'offre de logements.

Pour autant, la mise en œuvre du projet et l'avancement des procédures pré-opérationnelles ont convaincu l'ANRU de la capacité de la Ville, de son opérateur, la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine), et des partenaires (bailleurs : ACM, Hérault Habitat notamment) à réaliser le projet.

A ce jour, le projet est largement engagé :

Le quartier du Petit Bard est désenclavé grâce au prolongement de la rue des Araucarias, achevé en 2005 à l'occasion de l'ouverture de la Médiathèque Shakespeare.

La rénovation du quartier de la Pergola est terminée pour ce qui est du volet contractualisé : les bâtiments ont été résidentialisés et sont desservis par une nouvelle voie publique, les équipements de services à la personne ont été livrés (Maison de l'enfant et de la famille, Maison Dulon). Dans le prolongement de la convention, la réhabilitation des 481 logements sera engagée dès le premier trimestre 2011.

Le programme de reconstruction compensant les logements à démolir est largement engagé : première opération de reconstruction sur site livrée en 2008 (43 logements de la résidence Arthur YOUNG), 5 opérations en chantier dans des ZAC municipales, représentant 196 logements (livraisons entre décembre 2010 et avril 2011), une opération en phase de conception (Campériols, 52 logements). Les prochaines opérations de reconstruction sur site, sur l'îlot des Trolles et au Sud du quartier (îlot K), portant en tout sur 123 logements, ont été attribuées aux bailleurs sociaux avant l'été 2010 et sont en phase de conception.

Le programme de réhabilitation dans le cadre du plan de sauvegarde du Petit Bard et de l'OPAH de copropriété dégradée Apollinaire est opérationnel : individualisation des compteurs d'eau a été réalisée (économies et réduction des impayés des copropriétés), réhabilitation des parties communes de la copropriété des Saxifrages en cours (bâtiment C2), engagement de la réhabilitation de 52 logements (parties privatives) par la SERM.

Le processus de maîtrise foncière est très largement avancé, par acquisitions à l'amiable et par Déclaration d'Utilité Publique (DUP). La première DUP s'est concrétisée (maîtrise complète de la copropriété n°9, maîtrise en cours de finalisation des espaces extérieurs de la copropriété n°8), la deuxième DUP est lancée avec une enquête publique programmée avant la fin 2010.

Le dispositif de relogement plaçant le ménage au cœur du processus est en place (Charte de relogement signée par l'ensemble des bailleurs, conventions partenariales Ville – bailleurs,

partenariat avec les associations représentatives des locataires). Le relogement progresse : 9 ménages restant à reloger au 15 octobre 2010 pour le bâtiment A et engagement des relogements sur la Tour H.

La démolition de bâtiments est engagée : premières cages d'escaliers du bâtiment A démolies en août 2009, poursuite de la démolition du bâtiment A dès la libération complète des lieux par les ménages, démolition d'un local de copropriété désaffecté.

Les équipements publics sont livrés : Equipement de proximité François Villon (Maison Pour Tous, Age d'or, Mairie Annexe,...), locaux associatifs rue Paul Rimbaud, aires de jeux du square Delteil.

La gestion de proximité a été renforcée : le Service d'Action Territoriale de la Direction de l'Espace Public (DEP) présent tous les jours pour identifier et signaler les difficultés de nettoyage, entretien de l'espace public, réunions mensuelles entre les différents acteurs (syndic des copropriétés, gestionnaires des espaces verts, de la voirie, du nettoyage, des eaux usées, enlèvement des épaves, des déchets,...) pour améliorer le fonctionnement et la gestion quotidienne des espaces.

Compte tenu de ce bilan favorable, l'ANRU a donc considéré qu'il était nécessaire de prolonger la Convention territoriale de rénovation urbaine jusqu'en juin 2012, soit un surplus de 18 mois, pour assurer l'engagement financier des dernières opérations.

Cela garantit les financements de l'ANRU au même niveau que celui conventionné : près de 32 millions d'euros.

Le présent avenant, soumis à l'approbation du Conseil municipal, outre cette prorogation, vise à :

- intégrer les ajustements opérés sur le plan de masse futur,
- modifier la destination de la copropriété n°4 : passage de la réhabilitation par un bailleur social à la réhabilitation par les copropriétaires,
- acter la réaffectation de crédits sur les lignes de résidentialisation,
- accompagner la création d'un équipement de cohésion sociale modulable,
- actualiser le montant consacré à l'ingénierie de projet,
- ajuster le programme et le calendrier des reconstructions sur site et hors site,
- à permettre la fongibilité de certaines opérations relevant d'une même famille pour en faciliter la gestion.

Les éléments financiers de cet avenant n°7, figurent en annexe de la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°7 à la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola) joint à la présente délibération,
- d'approuver l'annexe financière à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Cévennes (Petit Bard – Pergola), jointe à la présente délibération ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant n°7, l'annexe financière et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

28 - QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) - Projet de Rénovation Urbaine - Avenant national n°4 – Approbation

Christian BOUILLE : La Ville de Montpellier a élaboré en partenariat avec l'Etat, les Collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations, un projet de rénovation urbaine ambitieux se déclinant sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre. Dans ce cadre, la convention territoriale pluriannuelle de rénovation urbaine du quartier Mosson signée le 8 janvier 2007 permet la mobilisation de financements importants.

Le projet poursuit les objectifs suivants :

- en matière d'amélioration de l'habitat, il s'agit d'offrir aux habitants des conditions de logement et de vie satisfaisantes, en favorisant dans le quartier une plus grande mixité sociale et urbaine,
- en matière de cadre de vie, la Ville poursuit son action de recomposition et d'aménagement de l'espace public afin que les habitants puissent à terme se le réapproprier. Le désenclavement du quartier et le développement de liaisons efficaces avec la Ville sont privilégiés. Le projet de rénovation urbaine permet de poursuivre l'effort d'équipements entrepris dans le quartier de la Mosson depuis 1977.
- En matière de restructuration économique et commerciale, l'intervention publique s'attache à renforcer et redynamiser l'appareil commercial du quartier et offrir de nouveaux emplois en étendant la zone franche urbaine pour accueillir de nouvelles entreprises.

Au regard des avancées significatives du projet de rénovation urbaine de la Mosson, la Ville et l'ANRU ont souhaité s'engager dans un avenant à la convention territoriale de rénovation urbaine.

En effet, la Ville est fortement intervenue sur différents groupes scolaires tant au travers de leur réhabilitation que de la sécurisation de leurs abords. En matière d'amélioration du cadre de vie, la deuxième tranche du parc Malbosc a été livrée ainsi que les aménagements des rives du Rieutor (paysagement et piste cyclable). La dernière tranche d'aménagement du grand mail, axe piéton majeur du quartier a également été livrée.

Avec pour objectif d'améliorer les conditions de logement, des opérations de reconstruction de logements sociaux se sont engagées sur le secteur des Hauts-de-Massane et la tour Catalogne, trop vétuste, a été démolie.

En outre, dans le sens d'une plus grande ouverture du quartier sur le reste de la ville, la Ville et ses partenaires poursuivent leurs efforts avec la création du futur quartier "Pierres Vives" et l'aménagement des dernières opérations d'habitat du quartier de Malbosc.

Enfin, pour favoriser le développement économique du quartier, des actions sont d'ores et déjà engagées avec l'extension de zone d'activité Parc 2000 et la mise en œuvre de la charte d'insertion non seulement sur le projet de rénovation urbaine mais à l'échelle de tous les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Ville.

Cet avenant permet notamment de modifier le calendrier d'exécution de certaines opérations et prend acte de la diminution du programme de démolition de logements sociaux, par l'abandon de la démolition partielle du bâtiment Mercure (53 logements). En effet, cette démolition s'avère techniquement très complexe à mettre en œuvre et longue à engager. Elle conduirait notamment à une rupture du fonctionnement de la ligne de tramway durant une période relativement longue dans une opération où justement le désenclavement par un moyen de transport performant a été un axe prioritaire d'intervention. Dans le même temps l'OPH -

ACM s'est engagé sur un important projet de restructuration des Hauts-de-Massane pour lequel des démolitions et des reconstructions sont déjà engagées. Ainsi, les tours Cambacérès et Monge ont été démolies, la démolition de la tour Condorcet interviendra à l'automne 2010, les relogements de la tour Cambon pourront débuter d'ici la fin de l'année 2010 et la dernière tour, la tour d'Alembert, fera l'objet d'une étude de faisabilité, sa démolition n'étant pas inscrite dans la période de conventionnement. Aussi, il est proposé de surseoir à cette opération de démolition partielle de la barre Mercure. Son report dans le temps n'est bien entendu pas synonyme d'abandon et sa réalisation pourra être engagée une fois les travaux d'interconnexion des lignes de tramway 1 et 3 réalisés. Ceci permettra de conserver un réseau de transport performant et un désenclavement effectif du quartier, malgré la coupure nécessaire d'une partie de la ligne.

Ce sont donc 330 logements qui seront démolis au lieu des 383 prévus initialement. Proportionnellement, le nombre de logements à reconstruire hors site passe de 277 à 224, celui à reconstruire sur site étant inchangé soit 106 logements sociaux.

Les éléments de cet avenant national n°4, sont intégrés dans l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant national n°4 à la convention territoriale urbaine du quartier de la Mosson joint à la présente délibération,
 - d'approuver l'annexe financière de la convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Mosson jointe à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant national n°4, l'annexe financière et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

29 - MONTPELLIER GRAND CŒUR - Opération programmée d'amélioration de l'habitat - Attribution de subventions

Christian BOUILLE : Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après contrôle des travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont attribuables :

Mme Zarah BABAI PARAME, 20 rue Saint Blaise	3.515,00 €
SARL AD HOC Immobilier, 7 rue Chaptal	4.000,00 €
Syndic de copropriété Cabinet HUGON REDON, 13 rue de la Verrerie	4.000,00 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement des subventions listées ci-dessus,
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Adopté à l'unanimité

30 - QUARTIER CROIX D'ARGENT Résidence "La Clef des Champs" - Vente de 29 logements par NLM à ses locataires

Christian BOUILLE : Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, Nouveau Logis Méridional a adressé à la Ville de Montpellier une demande l'autorisant à vendre à ses locataires et à l'unité, 29 logements situés en diffus dans un ensemble immobilier collectif plus important, la résidence « La Clef des Champs » sise 29-57 et 85 rue Christian Bénézech.

Les logements concernés sont des logements loués mais non conventionnés en raison de leur financement de type PLI (Prêt Locatif intermédiaire). A ce titre, ils ne constituent pas des logements locatifs sociaux au sens de l'article 55 de la loi SRU.

Les logements se décomposent en 25 T2 de 47 m² de surface habitable moyenne, en 3 T3 de 68 m² de surface habitable moyenne et en 1 T4 de 84.3 m² de surface habitable. Ils sont répartis en diffus au sein d'un immeuble collectif composé de 3 bâtiments. En sus de ces 29 logements, la vente comprend également des locaux annexes (21 caves, 4 parkings et 6 garages).

La valeur de ces logements et annexes a été estimée par le service des domaines à 3 160 000 €.

Dans ce cadre, NLM a fait part à la Ville de son souhait de céder progressivement les 29 appartements aux prix de ventes moyens établis comme suit :

	Prix moyen au m ² hors parking	
	Prix occupant	Prix locataire NLM
Type 2	1628 €	1791 €
Type 3	1475 €	1623 €
Type 4	1593 €	1753 €

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du PLH et constitue pour les

locataires une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la vente à l'unité par NLM à ses locataires, des 29 logements situés en diffus dans la résidence « la Clef des Champs », sise 29-57 et 85 rue Christian Bénézech ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à la majorité

31 - Quartier des Cévennes La Martelle - Avenue de Monsieur Teste - Vente de logements sociaux par la SFHE à ses locataires

Christian BOUILLE : Le code de la construction et de l'habitat entend favoriser la cession de logements d'habitation, propriétés d'un bailleur social, à ses locataires sous certaines conditions inscrites à la fois dans son article L443-7 qui vise la possibilité pour les organismes d'habitations à loyer modéré d'aliéner, à certains locataires HLM, des logements construits ou acquis depuis plus de dix ans par un organisme public social et dans son article L443-12 précisant que le prix de vente est fixé par l'organisme propriétaire, après avis du maire de la commune d'implantation du logement vendu.

Conformément à ces articles, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements.

Dans ce cadre, la SFHE – Groupe Arcade a adressé à la Ville de Montpellier, une demande l'autorisant à vendre à ses locataires les logements individuels de la résidence « Le Puech des Bruyères », sise sous-quartier de la Martelle, dans le quartier Cévennes.

La résidence « Le Puech des Bruyères » se compose de 36 maisons individuelles.

Le prix fixé par les Services des Domaines est de 5 458 700 € pour la totalité de la résidence, soit de 147 094 € à 151 826 € par logement.

Sur cette base, la SFHE – Groupe Arcade a effectué, conformément aux articles article L443-12 et suivants, une remise de 6 à 15% selon les années d'occupation des logements, soit des prix variant entre 125 029,90 € et 142 716,44 € par logement.

La cession envisagée est en adéquation avec les objectifs du Plan Local de l'Habitat et constitue pour le locataire une réelle opportunité dans un contexte où l'accession à la propriété se révèle difficile pour une partie des ménages. La vente de ces logements aux locataires en place favorise le parcours résidentiel des occupants du parc social et l'accession sociale à la propriété.

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver la vente par la SFHE – Groupe Arcade à ses locataires, de 36 logements

individuels de la résidence « Le Puech des Bruyères », sise sous quartier de la Martelle, dans le quartier Cévennes ;

- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 56

Contre : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à la majorité

M. TOUCHON (avec la procuration de Mme EL ATMANI) et M. THINES sortent de la séance.

32 - Dénomination de la Maison Pour Tous ALBERTINE SARRAZIN

Patrick VIGNAL : La Ville de Montpellier a décidé de développer l'offre d'activités sur le quartier Nord de Figuerolles.

En effet, la Maison pour tous François de Malherbe ne permettait plus d'offrir un large choix d'activités du fait notamment de l'exiguïté de ses locaux. L'accessibilité difficile de la Maison ne permettait pas non plus d'attirer des publics extérieurs au quartier. Or, l'ambition de la Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sociale, est de faire voyager les Montpelliérains à travers les quartiers, afin de permettre une mixité sociale la plus large possible.

Ainsi, il a été procédé au transfert de la Maison pour tous Malherbe au sein du mas implanté sur le Parc de la Guirlande. Ainsi, la Maison pour tous retrouve les locaux de l'ancienne MPT Albertine Sarrazin, occasionnant par ailleurs le transfert du Club Age d'Or Luis Mariano dans les locaux de l'ancienne Ludothèque, face à la nouvelle Maison pour tous.

Ainsi, ce nouveau positionnement des infrastructures permettra de développer plus largement les échanges intergénérationnels entre les deux lieux municipaux d'accueil du public.

Albertine Sarrazin (1937-1967), écrivain français, a vécu la fin de sa vie à Montpellier.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

- de dénommer la Maison pour tous du Parc de la Guirlande, « la Maison pour tous Albertine Sarrazin », permettant ainsi de retrouver une appellation à laquelle les habitants du quartier sont attachés,
- d'autoriser Mme le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Mme FOURTEAU : Je voudrais remercier le service de M. Vignal et toute la direction des Maisons pour tous. Tout s'est merveilleusement bien passé et l'ensemble des locaux pour le club de troisième âge, y compris l'atelier informatique, sera en rez-de-chaussée, donc beaucoup plus accessible pour des personnes qui sont souvent à mobilité réduite.

M. BOUILLE : Je voulais ajouter un mot. Je vois tout ce qui se trame dans le quartier de la Cité Gély va dans le bon sens. Je voudrais surtout dire que je suis particulièrement satisfait qu'on ait redonné le nom d'Albertine Sarrazin à cette Maison pour tous dans ce parc classé du 18^{ème} siècle. Dans les années 79 cela avait été une des premières maisons inaugurées. Albertine

Sarrazin a habité quelques instants au Petit Bard. Elle a eu une vie extrêmement compliquée, ce qui lui a permis d'écrire « L'astragale ». Elle est malheureusement décédée en 67 à la clinique Saint-Roch d'une opération. Je connaissais son compagnon qui avait entrepris des études à la faculté des sciences. J'avais rencontré des gens tout à fait charmants qui font partie de la culture. Je tenais à remercier celui qui a eu cette idée.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

33 - Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre des actions territoriales

Patrick VIGNAL : La Ville de Montpellier poursuit en 2010 sa politique visant à favoriser sur les quartiers le développement d'actions territoriales. L'objectif de ces actions est de récréer une dynamique axée sur des domaines tels que l'éducation, l'insertion, la citoyenneté, les activités sportives et de loisirs autour de la population.

Les associations présentées ci-dessous, interviennent en matière de cohésion sociale auprès d'un public défavorisé au travers diverses animations culturelles et sociales.

Ces structures souhaitent mettre en place, au sein de leurs quartiers d'intervention, des actions dans les domaines suivants : formation et aide à l'insertion professionnelle de personnes sans-emplois, sécurité et prévention de la délinquance. Les associations ont la volonté de développer des ateliers pour faire vivre les quartiers, favoriser la création du lien intergénérationnel, promouvoir la réalisation de projets et faciliter l'intégration des jeunes enfants et adolescents.

La présence continue sur le terrain des structures permet de mobiliser fortement la population afin de renforcer le lien social dans les quartiers.

Il est proposé de soutenir les associations suivantes en lien avec les thématiques d'éducation, d'insertion, de citoyenneté et de soutien à la parentalité, pour un montant de 35 600 €.

Nom de l'association	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
Association ACLE	quartier Cévennes	5 000 €
Association APAJ Centre Gitan	quartier Aiguelongue	1 200 €
Association AVEC	quartier Cévennes	3 000 €
Association Justice pour le Petit Bard	quartier Petit Bard	3 500 €
Association Boutaghat sans Frontières	quartier Mosson	1 200 €
Association Force Citoyenne, Culturelle et Sportive	quartier Mosson	4 200 €
Adages Espace Famille Animation Collective Famille	quartier Croix-d'Argent	17 500 €

Afin de récréer une dynamique au sein des quartiers, certaines associations œuvrant dans le domaine sportif souhaitent mettre en place des actions de découverte d'activités sportives, de leurs pratiques et d'accompagnement éducatif des enfants.

Au travers diverses activités sportives, les associations veulent déclencher et faire perdurer chez les jeunes de l'intérêt pour l'école, le sport et le désir d'apprendre.

De plus, ces activités permettront de responsabiliser les jeunes, de les faire évoluer avec d'autres venant d'horizons divers afin de contribuer à une réelle mixité sociale, nécessaire à une bonne intégration.

Afin d'aider les clubs suivants dans la mise en place de ces actions, la Ville de Montpellier propose de les subventionner, pour un montant global de 11 800 €.

Nom de l'association	Quartier d'intervention	Montant de la subvention
ASPTT Montpellier	quartier Millénaire	4 000 €
Montpellier Water Polo Elite	quartier Paul Valéry	3 800 €
Ecole de Judo de Montpellier Agglomération	quartier Cévennes	4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de :

- d'attribuer aux associations les subventions indiquées ci-dessus ;
- de prélever la somme de 47 400 € sur le budget de la Ville (6574/925/17698)
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

34 – Interventions de sécurité, gardiennage de l'espace public - Autorisation de signer le marché

Régine SOUCHE : La Ville a constaté des besoins de prestations de sécurité, gardiennage à l'occasion des diverses manifestations organisées sur l'espace public.

Pour réaliser ces prestations, il a été lancé le 2 juillet 2010 un appel d'offres ouvert conformément aux articles 33 3^{ème} alinéa et 57 à 59 du code des marchés publics.

Les prestations feront l'objet de bons de commande pour un montant annuel compris entre 80 000 € HT et 280 000 € HT.

Ce marché conclu pour une période d'un an à compter de sa notification pourra être reconduit par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

La commission d'appel d'offres réunie le 19 octobre 2010 a émis un avis favorable pour l'attribution du marché base et option géo localisation à la société LCE sécurité présentant l'offre économiquement la plus avantageuse compte tenu des critères de choix, à savoir :

La valeur technique appréciée au travers du mémoire technique, 60 %,
La valeur économique des prestations, 40 %.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au maire délégué, à signer le marché avec la société LCE sécurité et plus généralement tous les documents relatifs à affaire

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

35 – Modification de tarifs des terrasses

Marc DUFOUR : Par délibération n° 2009/566 du 14 décembre 2009, la Ville de Montpellier a entrepris une refonte complète de son dispositif tarifaire concernant les terrasses commerciales sur le domaine public en poursuivant un nouvel objectif : prendre en considération l'importance des terrasses commerciales dans la vie économique et sociale de notre ville et éviter un domaine public en centre ville « cabanisé » conséquence, notamment , de la lutte anti tabac.

Nous nous devons de garantir une activité commerciale sur notre domaine public, génératrice d'emploi pour nos concitoyens et qui appartient à notre culture identitaire montpelliéraine où l'approche festive et estudiantine est l'un des vecteurs d'attraction vers notre territoire.

Par ailleurs, le centre ville n'en demeure pas moins un espace habité et protégé pour lequel il convient de maintenir un équilibre avec l'occupation commerciale de son domaine public. Rechercher à concilier ce double objectif nécessite périodiquement des ajustements avec les professionnels du secteur et leurs représentants avec qui la Ville a entrepris un partenariat basé sur la concertation.

La présente délibération a pour objet une adaptation des tarifs appliqués par le service des affaires commerciales concernant les terrasses de classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur).

En effet, les représentants de la profession de l'hôtellerie/restauration ont alerté la Ville sur le fait que l'application de ces tarifs pour l'année complète 2010 entraînait une hausse importante du montant des redevances payées par les établissements concernés. La profession a souhaité disposer d'un délai supplémentaire afin de s'adapter et procéder, le cas échéant, à des démontages.

Face aux difficultés économiques actuelles rencontrées par certains acteurs de la profession, la Ville de Montpellier a accepté la prise en compte exceptionnelle de cette demande pour ce type de terrasse « fermées » et accepté une progression sur 3 ans.

Ainsi il est proposé pour l'année 2010 une évolution des tarifs pour ce type de terrasse uniquement facturée à l'année, le mode de tarifications au trimestre ou au mois (terrasses hivernales) demeurant inchangé.

Nouveaux tarifs (pour 12 mois facturés)

- Terrasse de classe C le m² par an, zone 1 : 250€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 2 : 200€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 3: 150€
- Terrasse de classe C le m² par an, zone 4 : 100€

La progression linéaire des tarifs sur 3 années aboutira donc aux tarifs de la délibération n°2009/566 sus-citée pour une application à l'exercice 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de modifications de tarifs ci-joint,
- de les prévoir sur le budget 2010 de la Ville,
- et d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

36 – Recensement de la Population 2011 - Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Amina BENOUARGHA-JAFFIOL : Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2007, publié le 1^{er} janvier 2010, soit 257 092 habitants, a remplacé celui de 1999, qui était alors de 229 055 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville sera calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 20 janvier 2011 et se termineront courant mars 2011, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2011 étant estimé à environ 12 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 50 postes d'agent recenseur.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal.

Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser.

Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 €.

3- La rémunération de la collecte :

● Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 €
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 €

● La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2011, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,66 €, contre 0,65 € l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,92 €, contre 0,91 € l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 50 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 54

Adopté à l'unanimité

M. DUFOUR sort de la séance.

37 - Convention de concession pour le service public de la distribution d'électricité - Autorisation de signer l'avenant n°2 à la convention de partenariat

Frédéric TSITSONIS : Le Conseil Municipal a approuvé, le 10 mai 2006, la convention de concession pour le service public de distribution d'électricité avec EDF et la convention de partenariat avec EDF réseau distribution pour la période de 2006 à 2020. Ces conventions ont été signées le 27 juin 2006.

Cette convention de concession est accompagnée d'une convention de partenariat qui apporte un soutien financier à des opérations intéressant la Ville.

Durant la période 2006-2010, les opérations ont concerné :

- des améliorations esthétiques des réseaux selon l'article 8
- des travaux esthétiques des réseaux aériens de Grand Cœur
- des changements des réseaux nus en façades
- des actions de solidarité

L'article 8 de cette convention de concession prévoit l'intégration des ouvrages dans l'environnement et l'article 3 de la convention de partenariat la participation financière des deux parties dans un partenariat bien compris pour l'enfouissement des réseaux basse tension

aériens pour la période 2006-2010.

Le Conseil Municipal a approuvé le 27 juillet 2009, l'avenant n°1 de la convention de partenariat qui prolonge cette partie de la convention de partenariat jusqu'en 2012 afin d'accompagner la réalisation de la ligne 3 du tramway ; ERDF assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux d'enfouissement des réseaux basse tension aériens.

Le présent avenant a pour objet de définir les modalités du partenariat que la Ville a décidé de mettre en œuvre avec ERDF pour la période 2011-2015 :

- amélioration esthétique des réseaux (150 000€/an) et des postes de transformation (50 000 €/an) sous maîtrise d'ouvrage ERDF,
- renouvellement des ouvrages basse tension en fils nus sur consoles (100 000 €/an)
- politique de la ville et solidarité (50 000 €/an).

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette prolongation de la convention de partenariat avec ERDF pour la période 2011-2015,
- d'autoriser la Ville à confier la maîtrise d'ouvrage de ces travaux liés à l'article 8 à son délégataire EDF (ERDF),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

38 - Convention de gestion des équipements climatiques, chauffage et eau chaude sanitaire, des locaux du CROUS du centre d'art de la Panacée

Frédéric TSITSONIS : La ville de Montpellier et le CROUS sont propriétaires du bâtiment abritant le centre d'art de la Panacée.

Dans un souci de rationalisation des installations climatiques, une partie des installations climatiques sont communes à la Ville et au CROUS.

La présente convention a pour objet la fourniture d'énergie et l'entretien des équipements climatiques pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire (ECS) des locaux et logements CROUS du centre d'art de la Panacée par la ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier s'engage à assurer la maintenance et l'entretien des équipements communs de la chaufferie (hors production d'ECS) de la Panacée en mettant en œuvre tous les moyens matériels et humains dont elle dispose et à fournir la chaleur nécessaire au chauffage des locaux du CROUS.

Le CROUS s'engage à rembourser la Ville de l'énergie consommée pour son compte et à indemniser la Ville pour la maintenance et l'entretien des éléments communs de la chaufferie au montant forfaitaire et révisable de 1860 €/an.

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette convention avec le CROUS,

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

39 - Plan Climat Territorial - Convention de mutualisation de moyens – Approbation

Frédéric TSITSONIS : Consciente des enjeux liés au réchauffement climatique planétaire, la Ville de Montpellier met en oeuvre des démarches concrètes sur son territoire pour contribuer à son échelle aux nécessaires changements de pratiques et de mentalités. Cette démarche d'abord initiée sur son patrimoine depuis 1983, est démultipliée depuis près de 3 ans par la Maison de l'Energie de Montpellier créée à l'initiative de la Ville.

A l'échelle européenne, le rôle des villes et agglomérations dans la lutte contre le changement climatique est aujourd'hui de plus en plus reconnu. La Ville de Montpellier s'est inscrit dans la dynamique européenne de lutte contre le changement climatique en s'associant à 2 initiatives européennes lancées en 2007 et 2008, visant à concrétiser l'engagement des autorités urbaines dans l'objectif de réduction par un facteur 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 : la déclaration d'Eurocities sur le changement climatique et le Pacte des Maires. Ces deux initiatives permettent à la Ville de Montpellier d'être identifiée par la Commission européenne comme une ville pionnière.

Par ailleurs, la loi portant engagement national pour l'environnement, dit « Grenelle 2 », prévoit l'adoption de Plans Climat Energie Territoriaux avant le 31 décembre 2012.

Dès à présent, la Ville de Montpellier en coordination avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les autres communes de l'agglomération intéressées, s'engage dans une démarche intégrée d'élaboration de son propre Plan Climat Energie Territorial (PCET) afin de mettre en œuvre, au niveau local, les objectifs, dits des « 3 fois 20 », du paquet climat-énergie adopté en mars 2007 par le Conseil Européen ; à savoir, d'ici 2020 :

- de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20% par rapport à leur niveau de 1990,
- de réduire de 20% la consommation d'énergie,
- d'augmenter la part des énergies renouvelables à 20% de la consommation finale.

En premier lieu, ce plan prendra appui sur un bilan des émissions de gaz à effet de serre réalisé à l'échelle du territoire.

Il définira, dans un second temps et en fonction des champs de compétences respectifs de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

1. les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le réchauffement climatique et de s'y adapter ;
2. le programme des actions à réaliser afin, notamment, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de gaz à effet de serre, conformément aux objectifs nationaux qui prévoient une division par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 ;
3. un dispositif de suivi et d'évaluation pouvant intégrer des indicateurs de type « baromètre climat ».

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier, conjointement avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Castelnau-le-Lez, se sont portées candidates, en novembre 2009, à l'appel lancé par la Région Languedoc Roussillon et l'ADEME pour l'élaboration d'une première génération de Plans Climat Energie Territoriaux.

Désignées lauréates, ces candidatures conjointes ouvrent droit au soutien technique et financier de la Région Languedoc Roussillon et de l'ADEME ; ce soutien se traduisant par :

- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Ville de Montpellier,
- une subvention à hauteur de 35 000 euros au titre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- un accompagnement technique direct auprès de la Ville de Castelnau-le-Lez.

Ces candidatures conjointes ont, par ailleurs, permis d'affirmer l'originalité d'une démarche intégrée d'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial (PCET) à l'échelle intercommunale.

Dans cette même recherche de mise en cohérence et d'optimisation des actions engagées localement, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaitent renforcer le caractère intégré de cette démarche en proposant une mutualisation des moyens mobilisés dans la conduite des études et travaux nécessaires à l'élaboration des PCET respectifs.

Aussi et en application de l'article L. 5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose de mettre à disposition de la Ville de Montpellier, qui accepte, ses services mobilisés dans la conduite de cette démarche ; à savoir, notamment, le chef de projet Plan Climat et les services compétents dans les domaines de la planification territoriale, de l'habitat, de l'énergie et des transports.

En complément et comme prévu dans le cadre de l'appel à candidatures de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME, ces moyens intégreront une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage financée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'un montant maximal estimé à 190 000 euros hors taxes ; prestation pour laquelle une procédure de consultation sera engagée dès le mois de novembre 2010.

A cet effet, une convention de mutualisation de moyens, d'une durée de deux ans, entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de préciser les modalités juridiques, techniques et financières de ce partenariat. C'est l'objet de la présente délibération.

Pour information :

- A ce jour, les Villes de Castelnau-le-Lez et de Lattes ont manifesté leur intérêt pour cette solution mutualisée. Elles se verront proposer une convention semblable selon les mêmes modalités de financement.
- Au regard des missions prises en charges dans le cadre de cette démarche et compte tenu de la spécificité de l'échelle et des compétences de la Ville de Montpellier, les projets de conventions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier prévoient une contribution financière des communes volontaires comme suit :
 - Ville de Montpellier : 15 000 euros, déduction faite de l'aide financière de la Région Languedoc-Roussillon et de l'ADEME,
 - Autres Communes : 5 000 euros.

En conséquent, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'une démarche intégrée intercommunale d'élaboration du Plan

Climat Energie Territorial,

- approuver le projet de convention de mutualisation de moyens avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

M. ROUMEGAS : Je voudrais me féliciter moi aussi de cette délibération. La grande nouvelle de cette délibération n'est pas que l'on va annoncer un plan climat, mais qu'il y a un début de mutualisation des moyens et des services entre la ville et l'agglomération. Je me félicite que cela se fasse sur une question d'écologie, car il s'agit effectivement du genre de sujet qui impose un travail transversal et une vision globale. Cela s'avère important et ne doit pas se limiter à cela. Je pense que comme dans d'autres agglomérations comme Strasbourg ou La Rochelle il va y avoir un travail d'intégration et de mutualisation plus important dans d'autres domaines comme les finances, les ressources humaines, la communication... Il s'agit vraiment de l'avenir. Je pense donc que cette délibération est la première d'une série d'un travail en commun, d'une harmonie retrouvée entre la ville et l'agglomération qu'on ne peut qu'appeler de nos vœux. Cette harmonie passera évidemment par des accords politiques, tout le monde en est conscient. Il faut là aussi les appeler de nos vœux. Je souhaite que cela se fasse dans un cadre de rassemblement retrouvé et renouvelé des forces de gauche et écologistes.

M. LEVITA : Je voterai ce rapport, mais la mise en cause de M. Allègre est inutile et absurde. Il a d'ailleurs signé le rapport de l'académie des sciences.

M. MORALES : Je voulais simplement dire que nous n'avons pas découvert la mutualisation avec ce dossier. Comment faire trois lignes de tramway sur la ville de Montpellier s'il n'existe pas un minimum de mutualisation et d'accords entre les services de la ville et ceux de l'agglomération ? Comment peut-on mettre en place un plan de collecte des ordures ménagères ? On a formalisé, on a été concurrents au concours, nous avons gagné ensemble voilà un an et demi. La région avait lancé ce concours et c'est dans ce cadre qu'on a été lauréat.

Mme MOSCHETTI-STAMM : Je voulais évidemment féliciter M. Tsitsonis des efforts qu'il produit dans le domaine des économies d'énergie. Je voudrais lui dire que voilà quelques années des élus, qui sont encore présents ici dont M. Morales, ont fait d'énormes efforts dans ces économies d'énergie, soutenus évidemment par les Verts à l'époque. Il ne faut pas l'oublier. Beaucoup de choses ont déjà été faites au niveau des bâtiments municipaux. Nous ne renions pas le passé. J'espère qu'il saura travailler aussi dans ce sens, car pour l'instant je vois beaucoup de financements et de bonnes paroles mais peu de choses faites dans le concret.

Pour : 53

Adopté à l'unanimité

MM. ABOU et POUGET quittent définitivement la séance.

40 - Construction du Groupe scolaire "LES GRISETTES " - Autorisation de signer le marché de Maîtrise d'Œuvre

Jean-Louis GELY : Par délibération en date du 30 mars 2009, le Conseil Municipal a décidé :

- de réaliser l'opération de construction du groupe scolaire Les Grisettes
- d'approuver le programme général de l'opération et son enveloppe financière
- de lancer un concours restreint d'architecture pour le choix du concepteur,

- de désigner les membres élus devant participer au jury de concours,
- d'attribuer une prime maximale de 24 000 € HT par équipe aux candidats admis à concourir.

Le jury du concours de concepteurs s'est réuni le 30 septembre 2009 pour proposer les 5 candidats autorisés à concourir :

- 1 Atelier GOASMAT/COO architectes/CSD azur/ André VERDIER/ ANGLADE structures bois / BET DURAND / BCC.
- 2 PORTAL THOMAS TEISSIER / ETAMINE / P3G /ECMO.
- 3 RF Arq/ BETOM / CAPTERRE / ALAYRAC.
- 4 D3 Architectes / GAUDIN / BEFS GINGER / VPE.
- 5 Pierre TOURRE / TRIBU / ARCHE med / LAUMOND-FAURE.

Le jury du concours de concepteurs s'est réuni le 24 septembre 2010 pour classer les candidats selon leurs projets et de proposer le lauréat.

Un procès-verbal a été établi à l'issue de chacun de ces jurys.

L'anonymat a été levé par un huissier de justice après le vote du second jury.

Un avis motivé a été formulé par le jury du 24 septembre 2010 sur chacun des projets.

Le jury a souligné la bonne compréhension du programme, les choix techniques performants et la qualité architecturale du projet de l'équipe mandataire PORTAL THOMAS TEISSIER architecture.

Le pouvoir adjudicateur, par arrêté du 13 octobre 2010, a décidé de suivre l'avis du jury et de déclarer lauréat du concours l'équipe :

PORTAL THOMAS TEISSIER architecture / P3G / ETAMINE / ECMO

Suite aux négociations du contrat de maîtrise d'œuvre par le pouvoir adjudicateur, portant notamment sur les éléments de mission et leur contenu ainsi que le montant des honoraires, il ressort :

- un pourcentage global des travaux (toutes tranches confondues) affecté à cette mission de 10,70 %, représentant un montant d'honoraires de 663 400,00 € HT, sur la base d'une enveloppe de travaux arrêtée à 6 200 000 € HT.
- Pour les missions complémentaires, les taux suivants sont retenus :
EXE : 2,00% / OPC : 1,20% / SYN : 0,80%

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir ces options en cours d'étude selon les échéances suivantes :

- EXE : à la remise de l'APD
- OPC et SYN : à la remise du PRO.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'attribuer le marché de maîtrise d'œuvre du groupe scolaire Les Grisettes concernant les missions de base pour un montant de 663 400 € HT à l'équipe lauréate :
 - PORTAL THOMAS TEISSIER architecture, mandataire
 - P3G Ingénierie , Bureau d'études
 - ETAMINE, Bureau d'études HQE
 - ECMO, Economie et OPC
- d'attribuer à chacune des équipes qui ont concouru la somme de 24 000 € HT, conformément à l'avis d'appel public à candidatures et l'avis du jury,

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire notamment ledit marché de maîtrise d'œuvre ainsi que le permis de construire afférent,
- de solliciter les subventions les plus larges possibles.

M. TSITSONIS : Sans vouloir faire une partie de ping-pong, si Mme Moschetti-Stamm avait mieux regarder son déroulé de l'ordre du jour elle aurait vu justement qu'une des actions faites en ce moment est cette école. Il est vrai que depuis 25 ans le service énergie économise 2,5 M d'euros par an au niveau de l'énergie. C'est la volonté de tous et une continuité de tous les élus et d'un service. Dont acte.




Pour : 51
Adopté à l'unanimité

41 – Mise en place de panneaux d'affichage à l'entrée des établissements scolaires maternels et élémentaires de la ville – Avenant n°1 au lot unique

Jean-Louis GELY : La ville de Montpellier a lancé un marché à bons de commande par le biais d'un marché à procédure adaptée pour la fourniture et la mise en place de panneaux d'affichage à l'entrée des établissements scolaires destinés à l'information des parents.

L'entreprise France Enseignes Signalisations a été lauréate du marché par délibération N° 2009/519 en date du 10 novembre 2009 pour un montant maximum de 340.000,00 € H.T.

La pose de ces panneaux d'affichage a été prévue :

-  Sur la façade de l'école.
-  Sur le mur de clôture.
-  Sur grillage.

En cours de travaux, l'entreprise France Enseignes Signalisations a informé le service en charge de cette opération que la pose des panneaux d'affichage sur certaines clôtures s'avérerait impossible telle que prévue initialement soit au vu de l'état de ces dernières (vétusté, vandalisme) soit en raison d'un changement de la localisation de l'entrée de l'école. Après études techniques, la solution adoptée a été la pose sur totem métallique avec une fixation sur platine sur le mur de clôture ou en sol afin d'éviter tous problèmes de stabilité.

Ces prestations supplémentaires représentent un montant de 40 375,00 euros H.T. pour l'ensemble des panneaux d'affichage posés sur platine en sol ou sur mur (35 écoles soit 70 totems), en tenant compte de la moins value pour entretoise de pose sur grillage prévue dans le marché initial.

Montant maximum HT du marché initial :	340 000,00 €
Montant de l'avenant :	40 375,00 €
Soit une augmentation de 11,9%.	

Le nouveau montant du marché s'élève désormais à : 380 375,00 €.
Cette dépense est prévue sur le budget investissement 2010 de la ville.

Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'appels d'offres en date du 19 octobre 2010, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Valider la passation de l'avenant n°1 ci-dessus exposé avec la société France Enseignes,
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ledit avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- Dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville.

M. DOMERGUE : J'avais trouvé que ces panneaux étaient déjà chers et avais demandé des explications. Je fais juste remarquer qu'on allonge encore la sauce.

M. GELY : Je voulais vous dire deux choses. D'abord, la délibération ne consiste pas à l'installation de panneaux, délibération déjà prise, il s'agit surtout d'avoir un matériel informatif qui soit à la hauteur de la demande du public, les directeurs d'établissements comme les parents d'élèves. Cela donne aussi l'occasion pour la ville et les autorités académiques de communiquer tous les éléments réglementaires ou toutes les informations pratiques de service. Jusqu'ici les anciens matériels, que je ne critique pas, étaient à la fois inappropriés et surtout extrêmement dégradés car ils dataient de pas mal de temps. Il existait une demande très pressante de ce point de vue. Comme l'excellence doit être partout, et pas seulement dans des établissements refermés sur eux-mêmes, nous avons effectivement pris la décision de proposer la mise en place de ces matériels, qui sont des matériels de qualité et durables. Mais entre la passation du marché et la mise en place de ces matériels il y a dans 35 écoles sur les 117 que compte la ville des situations qui empêchent de faire la pose des panneaux telle qu'elle a été prévue et telle qu'elle s'est déroulée dans d'autres établissements. Toute une série de raisons explique cela : soit des problèmes de vandalisme ou d'incivilité soit des problèmes liés à la réorientation de l'accueil de certaines de ces écoles. Il s'agit donc simplement de pouvoir mettre en place ces panneaux sur des totems ou sur des dispositifs d'accrochage qui sont distincts de ceux qui ont été pour la majorité d'entre eux. S'agissant du coût de l'opération, cela ne concerne pas que l'achat du matériel. Il y avait la dépose des panneaux existants détériorés et l'acheminement vers les centres de tri sélectif. Il y avait la remise en état des supports, la fabrication de nouveaux panneaux avec un format spécifique sur mesure avec une double serrure et une vitre étanche. Il y a ensuite la pose des panneaux et les réparations nécessaires avec un contrat de maintenance de deux ans. En réalité, la prestation va donc bien au-delà de l'acquisition simple de ces matériels. Je pense qu'aujourd'hui nous avons un dispositif à la fois efficace, opérationnel et attrayant, et dont je n'ai reçu que des félicitations de la part des usagers. Je vous remercie.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

42 - Opération modules préfabriqués - Ecole maternelle Olympe de Gouges – Ecole maternelle M. Yourcenar Ecole élémentaire Rabelais - Avenant n°1 concernant le lot n°2 : modules préfabriqués

Jean-Louis GELY : Suite à l'incendie de l'école maternelle BEETHOVEN en fin d'année 2009, les enfants scolarisés dans l'école sinistrée ont été accueillis dans l'école maternelle Olympe de GOUGES qui disposait de locaux disponibles jusqu'en juillet 2010.

Toutefois, l'augmentation supposée pour la rentrée de septembre 2010 des effectifs scolarisés dans ce secteur a obligé la ville de Montpellier à prévoir la mise en place provisoire de modules préfabriqués. A ce titre, un appel d'offres européen a été lancé pour la fourniture et mise en place de modules préfabriqués. Les marchés ont été attribués par délibération du Conseil

Municipal en date du 26 juillet 2010.

En cours de réalisation des travaux, les inscriptions réellement constatées ont dépassé fortement les prévisions, obligeant le service Construction et Maintenance à modifier l'implantation du projet initial et à augmenter les surfaces des modules préfabriqués.

Les modifications nécessaires ont donc une répercussion financière sur le lot N° 2 : modules préfabriqués

Montant initial H.T. du marché : 248 193,66 €

Montant H.T. de l'avenant : 7.840,00 €

Soit une augmentation de 3,16 %.

Le nouveau marché s'élève donc désormais à : 256 033,66 €

Un avenant doit donc être établi avec l'entreprise HEXIS CM lauréate du marché concerné.

Les délais restent quant à eux inchangés.

Les crédits seront imputés au budget 2010 de la ville.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser la passation de l'avenant ci-dessus exposé avec la société HEXIS CM,
- Autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ledit avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- Dire que la dépense sera imputée au budget 2010 de la ville.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

43 - Offres Culturelles - année scolaire 2010/2011 - budget 2010

Jean-Louis GELY : La Ville de Montpellier conduit une politique volontariste de réussite éducative qui vise à accompagner l'enfant dans son parcours scolaire et social. A ce titre, la Ville de Montpellier s'est engagée à promouvoir la réussite éducative, par la mise en place d'activités éducatives innovantes dans le domaine scolaire.

Le caractère artistique, culturel, scientifique et sportif des actions intégrées au temps scolaire favorise l'épanouissement de l'enfant et facilite les apprentissages fondamentaux.

Les projets soutenus permettent la réalisation de ces activités car ils contribuent au bon développement de la politique en matière d'apprentissage culturel et de réussite éducative.

La ville a donc choisi de financer le projet escrime de l'école Lamartine pour la rentrée scolaire 2010/2011 mené avec l'association « Muc Escrime »

Ce projet permettra aux cycles 2 et 3 de découvrir cette activité structurante dans un cadre adapté puisque les élèves de 6 classes soit 150 enfants se rendront à tour de rôle dans la salle d'escrime de l'Espace Pitot.

Après étude de cette affaire, il est proposé au conseil municipal :

- d'affecter la subvention à l'association qui réalise ces ateliers d'animations sportives avec
- l'école pour un montant total de 2 500 euros et de dire que les crédits sont prévus au chapitre 922 nature 6574.
- d'établir une convention entre la Ville et l'association. Cette convention a pour but de

- délimiter le périmètre du projet, ainsi que le versement de la subvention.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

44 - . Cuisine Centrale des restaurants scolaires - Marchés alimentaires - Autorisation de signer les marchés

Jean-Louis GELY : Dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits aux restaurants scolaires des écoles montpelliéraines.

Pour la partie des marchés de denrées alimentaires arrivant à terme fin 2010, afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale, un appel d'offres ouvert a été lancé conformément aux articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics. Il suit les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics relatif aux marchés à bons de commande.

Ces marchés auront une durée de un an (2011) et pourront éventuellement être renouvelés une fois (2012).

Les critères de choix pondérés sont :

- 80 % pour la qualité des produits au regard des échantillons et/ou examen des fiches techniques dont la fourniture est obligatoire.
- 20 % pour le prix.

Après ouverture des enveloppes le 8 septembre 2010 et examen des échantillons, la Commission d'Appel d'Offres du 19 octobre 2010 a attribué les marchés de la façon suivante :

N°	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
1	Charcuteries	25 000	100 000	BERNARD-JEAN FLOC'H (base)
2	Viandes fraîches sous vide	70 000	280 000	ALES VIANDES
3	Viandes surgelées	30 000	120 000	POMONA PASSIONFROID (variante)
4	Poissons surgelés	85 000	340 000	POMONA PASSIONFROID
5	Légumes surgelés	60 000	240 000	POMONA PASSIONFROID (base)
6	Fruits frais agriculture traditionnelle, raisonnée et biologique	65 000	260 000	BUONOMO PRIMEURS
N°	Nom du lot	Montant HT en €/an		Nom du titulaire
		Mini	Maxi	
7	Légumes 4 ^{ème} gamme	40 000	160 000	BARRAL PRIMEUR
8	Pommes de terre stérilisées 5 ^{ème} gamme	7 000	28 000	BARRAL PRIMEUR

9	Viandes cuites sous vide basse température	30 000	120 000	BERNARD-JEAN FLOC'H
10	Brandade de morue fraîche	15 000	60 000	COUDENE
11	Total 3 lots de pâtisseries	42 500	170 000	
11/1	Pâtisseries salées cuites fraîches	16 500	66 000	ALPES FRAIS PRODUCTION
11/2	Pâtisseries salées cuites surgelées	8 000	32 000	POMONA PASSIONFROID
11/3	Pâtisseries sucrées cuites surgelées	18 000	72 000	ALPAGEL LANGUEDOC
Total Estimation (année1) HT €		939 000	1 878 000	
Total Estimation (sur la durée du marché) HT €		1 878 000	3 756 000	

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte et approuver la décision de la Commission d'appel d'offres,
- d'imputer le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville du service Restaurants Scolaires (nature 60623-fonction 922511 – LC 1501),
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement toutes pièces relatives à cette affaire.

M. GELY : Je voudrais apporter trois précisions. Je voulais souligner que ces marchés qui portent sur un peu plus de la moitié de l'ensemble des dépenses alimentaires pour une année de la cuisine centrale concernent en grande majorité des produits frais. Ensuite, nous allons essayer d'arriver en matière de fruits à acquérir des produits d'origine biologique à hauteur de 20%. La troisième remarque est que parmi les titulaires qui sont proposés il existe une majorité de producteurs issus de la région Languedoc Roussillon, et même de l'Hérault et de la région de Montpellier. Je voulais le souligner à cette occasion.

Pour : 50

Abstention : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

45 - ZAC OVALIE - Crèche Joséphine Baker - Autorisation de signer les marchés de travaux

Françoise PRUNIER : Par délibération en date du 27 juillet 2009, la Ville de Montpellier a programmé l'aménagement de la crèche Joséphine BAKER pour répondre aux besoins des habitants du nouveau quartier Ovalie.

Pour réaliser ces travaux sur une durée de 7 mois, il a été lancé le 20 août 2010 des marchés de travaux allotés à procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics et comportant 12 lots.

La commission d'appel d'offres en date du 19 octobre 2010 a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises ci-dessous désignées présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Lots	Entreprises	Montants retenus en €uros H.T.
1 – Cloisons – Doublages – Faux plafonds	SARL P.P.S 34340 Marseillan	80 285,50
2 – Menuiseries Intérieures	ATELIER DUCROT 34400 Lunel	112 724,00
3 – Courants forts et faibles	MULTITEC 34470 Perols	67 882,51
4 - Serrurerie	Lot jugé infructueux	
5 – Génie Climatique – V.M.C	HERVE THERMIQUE 34070 Montpellier	116 788,59
6 - Autocommutateur	MULTITEC 34470 Perols	6 922,09
7 - Plomberie	HERVE THERMIQUE 34070 Montpellier	60 272,03
8 – Revêtements de sols souples	Lot jugé infructueux	
9 – Sols caoutchoucs coulés	LUDOPARC SAS 13685 Aubagne	11 330,00
10 – Jeux extérieurs	COALA 30905 Nîmes	14 794,27
11 – V.R.D	CREGUT 34070 Montpellier	31 959,43
12 – Espaces Verts	POUSSE CLANET 34970 Lattes	4 827,90

Les lots n° 4 (Serrurerie) et n° 8 (Revêtements de sols souples) jugés infructueux par la commission d'appel d'offres seront relancés selon la même procédure.

Après étude et suite à l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 19 octobre 2010, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la ville – Direction de la Réussite Educative de la Jeunesse et des Sports : Service Enfance – Section Investissement - Nature 2313 , Fonction 9064, Programme 10314, Opération 06D02899.

Pour : 51
Adopté à l'unanimité

46 - Montpellier Grand Cœur - Action de soutien à la parentalité - Convention Ville de Montpellier/Conseil Général de l'Hérault - Agence Départementale de la Solidarité de Montpellier Centre Ville

Françoise PRUNIER : Depuis 2001 la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont mis en place un partenariat prévoyant une action socio-éducative pour l'accueil d'enfants de familles en difficulté, au multi-accueil « La Maison des Enfants ». Cette action a été étendue, à un deuxième établissement « l'Ile au Trésor », puis en 2010 à la crèche Edelweiss.

Ce partenariat avec la Protection Maternelle Infantile a permis d'accueillir, en 2010, 20 enfants répartis sur 4 places et 3 établissements.

Compte tenu de l'efficacité reconnue de cette action, il est proposé de la reconduire pour 2011, avec un nombre de places et une répartition constante entre les 3 établissements municipaux :

- Multi accueil Maison des enfants : 2 places
- Multi accueil Ile au Trésor : 1 place
- Crèche Edelweiss : 1 place

La convention de partenariat financier prévoit pour 2011 une participation du Conseil Général de 13 000 €, inchangée par rapport au montant 2010.

Les familles accueillies dans ce cadre bénéficient d'une tarification spéciale à 50 % du tarif normalement applicable, voire à titre exceptionnel une gratuité. Ce tarif spécifique est compensé par la Caisse d'Allocations Familiales au titre de la PSU.

Après étude, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser le renouvellement de la convention jointe en annexe
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

47 - Bourse Animation Jeunes 2010 - Attributions de subventions

Michel PASSET : Dans le cadre du développement des actions de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports et, en partenariat avec le tissu associatif local, met en place des manifestations pour permettre aux jeunes d'être les acteurs de leur avenir et de leur ville. Les actions, proposées aux jeunes, s'inscrivent dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs des jeunes montpelliérains. Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité, dans la vie sociale. Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative. Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier. Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation. Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse la somme de **5 500 €**, et de la répartir de la manière suivante:

Association Cosmoscircus

Association montpelliéraine créée en 2007

Titre du projet : « Le pont »

Objectif : Dédiée à la production audiovisuelle, elle envisage la réalisation d'un documentaire avec des étudiants section cinéma de l'université Paul Valéry et des jeunes de Studio M sur la rencontre de deux chorégraphes reconnus de nationalités différentes : la Française, Anne-Marie PORRAS et le Burkinabé, Salia SANOU.

Outre l'apprentissage de toutes les étapes de la réalisation cinématographique, ce film témoignera de l'enrichissement culturel dû à la rencontre de deux cultures.

Projections, en Février 2011, aux Trioletto, cinéma Utopia et salle Rabelais.

Montant proposé : 1 000€

Association Des Joyeux Troubadours

Association montpelliéraine créée en 2005

Titre du projet : « Les rustines nomades »

Objectif : L'association tisse des liens internationaux grâce à des échanges culturels et des actions humanitaires.

Elle envisage la mise en place d'ateliers artistiques et ludiques pour des enfants défavorisés de Montpellier et du Maroc afin de les rassembler et leur faire partager un projet fédérateur.

Ateliers, présentés sous forme de spectacle itinérant, dans les ALSH de la Ville de Montpellier et au Maroc.

Montant proposé : 1 000 €

Association SMILEY

Association montpelliéraine créée en 2006

Titre du projet : « Repas citoyens »

Objectif : L'association œuvre pour favoriser du lien au sein des quartiers de la Ville de Montpellier.

Suite à ses constatations sur le changement comportemental des habitants du quartier Figuerolles, elle souhaite organiser un repas de quartier, le vendredi 24 décembre 2010, au parc de la Guirlande.

Pour renforcer ce projet intergénérationnel l'association organisera une exposition photo à la maison pour tous Joseph Ricôme et à l'Espace Montpellier Jeunesse en janvier 2011.

Montant proposé : 1 000 €

Association IDEOKILIGRAMME

Association montpelliéraine créée en février 2010

Titre du projet : « Lecture publique »

Objectif : Afin de contribuer au développement de la connaissance et de mettre en évidence la filiation des actions faites auprès de la jeunesse, au travers la parole d'un homme remarquable comme Jean Jaurès, elle envisage durant les 20 ans de l'Espace Montpellier Jeunesse une lecture publique de son discours à la jeunesse par deux jeunes acteurs montpelliérains.

Lecture prévue Place Jean Jaures.

Montant proposé : 1 500€

Association CAPTA'CREATION

Association montpelliéraine créée en juillet 2010

Titre du projet : « Et si de jeunes groupes de musique... »

Objectif : L'association accompagne d'autres associations dans le cadre de spectacles audiovisuels vivants.

Pour ce projet, elle envisage la création de clips originaux, basés sur le monde de la bande dessinée et réalisés par de jeunes montpelliérains, diffusés lors d'un concert live de groupes

montpelliérains et londonien.
Manifestation prévue au Rockstore le 16 décembre.

Montant proposé : 1 000€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'attribuer aux associations les subventions ci-dessus indiquées,
- de prélever cette somme d'un montant de **5 500 euros**, sur les crédits inscrits au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

48 - Bourse Initiatives Jeunes 2010 - Participation de la Ville

Michel PASSET : La Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, aide les jeunes montpelliérains à concrétiser leurs projets personnels. La Bourse Initiatives Jeunes permet de soutenir leur création dans les domaines culturels, social, artistique, humanitaire...

Cette action s'inscrit dans la continuité du programme de réussite éducative de la Ville de Montpellier.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière dont l'objectif est de participer à l'émergence de projets individuels ou de petits groupes (en dehors du système associatif classique) conçus par des jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier depuis plus d'un an. Avec cette 3^{ème} session 2010, la Ville de Montpellier a pu accompagner 55 jeunes dans la réalisation de leur projet, soit 51% de garçons et 49% de filles.

Définition des Projets :

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale...

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, les projets professionnels.

Méthodologie :

Chaque jeune porteur de projet est au préalable reçu au Service Jeunesse qui a pour mission de l'accompagner dans la genèse du projet.

Un dossier type est remis à chaque jeune.

Il doit comporter :

- une présentation du projet,
- un rapide curriculum vitae du porteur du projet,
- un plan de financement (dépenses - recettes).

Les candidats sont ensuite convoqués pour exposer leurs projets (motivations, objectifs, mise en œuvre). Il est alors proposé le montant à attribuer à chacun.

Ces attributions sont établies dans le respect des articles du règlement ci-annexé.

Les projets doivent faire l'objet de cofinancement par autofinancement, sponsoring, bourses

d'autres organismes. Des comptes rendus des projets seront effectués.

Financement :

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de novembre, il vous est proposé de prélever les crédits prévus au budget 2010 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **11100 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Mathieu Blanc, prothésiste dentaire montpelliérain

Production culturelle

« Album de musique du groupe Gravity »

Membre d'un groupe de musique « Métal » et fort de ces expériences scéniques, Mathieu s'est lancé dans l'enregistrement d'un premier album.

Dès sa sortie, diffusion à la borne de l'Espace Montpellier Jeunesse.

500 €

Nicolas Perrier, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Quand la diplopie flut avec l'image »

Nicolas est un passionné de photographie. Atteint de diplopie, il a longtemps hésité à se confronter aux regards des autres mais, bravant ce handicap qui n'entrave pas son œil de photographe, il décide de réaliser une exposition de ses photos afin de se dévoiler aux autres.

Expositions à l'Espace Montpellier Jeunesse du 3 au 14 janvier 2011 ;

et du 18 au 28 janvier 2011, à la maison pour tous Rosa Lee Park, quartier Hôpitaux Facultés.

800€

Célia Germa, secrétaire montpelliéraine

Production culturelle

« Quand les jeunes « habillent leurs habitats »

Hébergée au Foyer Jeunes Travailleurs Castellane à Montpellier, Célia a tissé de nombreux liens avec les résidents et a photographié leurs habitats.

Expositions de ses travaux, véritable témoignage culturel de notre jeunesse, en décembre 2010 à l'Espace Montpellier Jeunesse et au Foyer Jeunes Travailleurs.

800€

Paul Iché, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« Latences »

Paul est passionné de photographie et aime la ville dans laquelle il vit, Montpellier. C'est pourquoi il a décidé de réaliser une exposition photos prises à Montpellier sur le thème de la transition urbaine, des mutations de la ville et de l'adaptation des montpelliérains face à ces phénomènes.

Exposition de ses clichés en mars 2011 à la « Barak » à Montpellier.

500€

Moïra Yénot, jeune diplômée montpelliéraine

Production culturelle

« Ma destinée »

Depuis l'âge de 13 ans Moïra a toujours réussi à concilier sa passion pour le chant et la musique et ses études. Aujourd'hui, titulaire d'un Master II en Management du Commerce International, Auteur compositeur et interprète, elle souhaite enregistrer son premier CD.

Concert prévu à l'Espace Montpellier Jeunesse, pour les fêtes de fin d'année, le 22 décembre 2010.

900€

Samuel Bonnefont, étudiant montpelliérain

Production culturelle

« *Ft** »

Samuel a toujours été passionné de cinéma et, sensibilisé par la « transidentité », il souhaite réaliser un film documentaire sur les identités trans masculines en réalisant des entretiens auprès de transsexuels.

Restitution de ces entretiens via le monde associatif et Internet.

800€

Bastien Charrié, assistant de gestion montpelliérain

Production culturelle

« *Les voix du Slam* »

Bastien est un slameur. A ses heures de libertés, il se produit régulièrement sur les scènes locales. Afin de faire connaître cette discipline aux montpelliérains, il envisage une compilation de quatorze textes.

Sortie de l'album, dans le cadre de la fête des Restos du Cœur les 24 et 25 décembre 2010, au Théâtre Jean Vilar.

500€

Emira Slimane Tich Tich, animatrice scolaire montpelliéraine

Production culturelle

« *Horizons* »

Emira est depuis sa plus tendre enfance passionnée de chant. Lauréate du concours « Voix Libres » de Montpellier en 2008, elle envisage de se lancer en tant qu'artiste indépendant en réalisant un album de onze chansons tirées du répertoire arabophone qui a bercé toute son enfance.

Concert prévu à l'espace Montpellier Jeunesse en mars 2011.

1000€

Nicolas Iarossi, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« *Ventre* »

Nicolas est le chanteur d'un groupe de musique d'inspiration rock. Epaulé par Germain Lebot, il envisage de créer son premier album « Ventre » qui sera pour lui le moyen de finaliser sa période de création.

Concert prévu au théâtre Jean Vilar, en février 2011, pour la sortie de son album.

1000€

Clara Villalba, étudiante montpelliéraine

Production culturelle

« *Projet pédagogique* »

Clara, ex élève du CNR de Montpellier, envisage une création chorégraphique afin de transmettre aux élèves de cet établissement une expérience pluridisciplinaire.

Présentation de cette pièce au spectacle annuel du CNR de Montpellier ;

Et propositions d'ateliers dans les maisons pour tous de la Ville de Montpellier.

2500 €

Florian Beigbeder, demandeur d'emploi montpelliérain

Production culturelle

« *Le Comptoir des Fous* »

Membre du groupe de musique « Le Comptoir des Fous » qui existe depuis deux ans, Florian souhaite enregistrer un titre et un clip vidéo dans le quartier de l'Ecusson pour promouvoir sa

musique et son groupe.

Diffusion du clip à l'Espace Montpellier Jeunesse, du 17 au 21 janvier 2011 ;

Puis sur Internet via Facebook, Myspace et Dailymotion.

900€

Cédric Penture, étudiant montpelliérain

Production culturelle

« Association d'ambitieux »

Passionné d'écriture depuis son enfance, Cédric a réalisé de nombreux projets artistiques à Montpellier. A l'écriture s'ajoute une passion pour la musique qui l'a amenée à s'associer à un compositeur pour réaliser un CD sept titres de musique Hip Hop et un clip vidéo.

Sortie de son album sur les radios locales telles que Radio Campus et Agora FM ;

et concert à l'Antirouille.

500€

Laëtitia Pouillot, étudiante montpelliéraine

Destination monde

« Le festival de Yeleen à vue d'œil »

Laëtitia est passionnée de conte et de culture africaine. Elle souhaite participer au Festival multiculturel de Yeleen au Burkina Faso. Elle réalisera des photos qui témoigneront des richesses culturelles de ce continent.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse en février 2011.

400€

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **11 100€**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2010,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

49 - Cinquième Rencontre Jeunes & Sociétés en Europe et autour de la Méditerranée - Attribution de subvention à l'association "Jeunes et sociétés"

Michel PASSET : Dans le cadre du développement des actions de réflexion du programme de réussite éducative, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse et Sports, soutient les rencontres internationales qui ont pour vocation de l'aider à mieux comprendre la jeunesse et à réfléchir sur la place qu'elle occupe en ces temps de crise.

A Montpellier se tient, la Vème Rencontre Jeunes & Sociétés en Europe autour de la Méditerranée ayant pour thème « Les Jeunes au début du XXIème siècle : motifs d'inquiétude et raison d'espérer ».

Ces Rencontres s'adressent prioritairement aux spécialistes de la recherche en sciences humaines sur la jeunesse. Qu'ils soient praticiens, décideurs, enseignants ou chercheurs, les

participants sont associés aux travaux. Ils ont une pratique de recherche, de publication et de discussion sur les questions de jeunesse.

Elles sont une initiative de chercheurs de plusieurs institutions : Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), le Laboratoire d'économie et de sociologie du travail (LEST), l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), l'IUFM d'Aix-Marseille et l'Université de Bologne, Faculté de sciences politiques Roberto Ruffilli.

Le Conseil Montpelliérain de la Jeunesse est associé à ces travaux en intervenant sur le projet de la Cité de la Jeunesse de Montpellier.

Environ 300 personnes sont concernées par cet événement, sans compter les manifestations publiques proposées autour. Les précédentes rencontres ont eu lieu à Bologne-Forti, en Italie et l'édition qui suivra celle de Montpellier est prévue en Espagne.

Elles ont un caractère international et s'inscrivent dans une perspective euro-méditerranéenne avec la participation des pays d'Europe et plus particulièrement d'Europe du Sud et du Maghreb.

Mettant en relations les jeunes et les sociétés dans lesquelles ils vivent, les Rencontres Jeunes & Société en Europe autour de la Méditerranée revendiquent un caractère pluridisciplinaire fort dans le champ des sciences humaines et sociales (sociologie, économie, histoire, démographie, sciences politiques, anthropologie, sciences de l'éducation, psychologie).

Afin d'assurer le succès de ces rencontres sur Montpellier, il est proposé d'aider l'association Jeunes & Sociétés en lui attribuant une subvention de **5 000€**.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer à l'association Jeunes & Sociétés, une subvention d'un montant de **5 000€**,
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au BP **2010** (nature 6574, fonction 422, LC 1937),
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

50 - Renouvellement des conventions des associations partenaires de l'Espace Montpellier Jeunesse

Michel PASSET : La Ville de Montpellier continue à impulser des actions qui s'inscrivent dans le cadre de sa politique de réussite éducative et de cohésion sociale. C'est dans cet esprit que le Service Jeunesse et Sports de la Ville permet de renforcer le soutien et le suivi individuel des jeunes jusqu'à 29 ans (collégiens, lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi et salariés) dans les domaines, d'aide à la rédaction du CV, de la lettre de motivation, de conseils juridiques, d'orientation professionnelle, de la préparation aux examens... et de les accompagner dans leurs recherches, à travers un dispositif mis en place depuis plusieurs années.

Ainsi, tout au long de l'année, en partenariat avec des associations spécialisées, l'Espace

Montpellier Jeunesse propose des permanences anonymes et gratuites tenues de véritables professionnels.

COMIDER (*Comité pour le développement de l'Economie Régionale*)

- Des cadres en activité ou à la retraite, véritables acteurs de la vie économique conseillent dans la recherche d'emploi ou de stages
- Aide à la réalisation du CV et de la lettre de motivation

Déroulement des permanences

Tous les mercredis, de 16h à 18h (hors vacances scolaires) et chaque trimestre, un groupe de jeunes, une présentation sur la technique de recherche d'emploi et/ou l'entretien d'embauche.

Financement : montant forfaitaire trimestriel de 350€, soit 1050€/an.

CDAD (Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault)

Et Association l'Avocat et l'Enfant

- Ecoute et conseil d'un avocat sur des problèmes au sein de la famille de l'école, de la vie quotidienne.

Déroulement des permanences :

- Les 2^o et 4^o jeudis de chaque mois, de 14h à 17h, permanence d'un avocat du CDAD (sauf mois d'août)
- Les 1^{er} et 3^o mercredis de chaque mois 14h à 17h, permanence d'un avocat de l'association « l'Avocat et l'Enfant » (hors vacances scolaires)

Financement : 76.57 € par permanence de 3 heures.

CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille)

- Ecoute et conseil d'un juriste sur les droits des personnes, du travail, de la législation sociale et le droit au logement

Déroulement des permanences :

Deux permanences de trois heures par mois à l'Espace Montpellier Jeunesse, les 1^{er} et 3^{ème} lundis du mois de 15h à 18h hors vacances scolaires.

Financement : 38 € / heure.

Association ARGOS

- Aide aux choix d'orientation et aux choix des filières
- Confiance en soi, et gestion du stress
- Préparation aux examens écrits et oraux
- Organisation du travail scolaire...

Déroulement des permanences :

Les 1^{er} et 3^{ème} mardis / 2^{ème} et 4^{ème} mercredis de 13h à 15h30 (hors vacances scolaires d'été, ponctuellement pendant les petites vacances / 3 soirées par an)

Financement : un montant forfaitaire annuel de 3000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter de signer les conventions ci-joint annexées,
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

51 - Attribution de subvention à diverses associations sportives – 2010

Sophie BONIFACE-PASCAL : A travers son partenariat avec les associations, la Ville de Montpellier contribue au développement du sport amateur et du sport de haut niveau sur le territoire en lien avec sa politique de réussite éducative. L'engouement et l'énergie des associations sportives contribuent largement à cette démarche. Aussi, il est de notre volonté d'apporter une aide financière pour le fonctionnement de ces associations afin de mener à bien leurs activités.

Montpellier élite taekwondo dragons teams est une association qui participe à toutes les compétitions internationales dans sa discipline.

Douze athlètes sont inscrits sur les listes de haut niveau et deux ont intégré le groupe d'entraînement qui prépare les jeux olympiques de Londres 2012.

Lors des Jeux Olympiques de la Jeunesse qui se sont déroulés en août 2010 à Singapour, un de nos athlètes montpelliérains a obtenu une médaille de bronze.

Il est proposé une subvention de 1 000 €.

Partage Hérault organise une course solidaire des enfants des écoles élémentaires de Montpellier au Stade Philppidès le vendredi 19 novembre 2010, qui consistera en un tour d'honneur avec un concours de banderoles, une course et une remise de récompenses.

Les enfants à travers cette manifestation, seront sensibilisés au sort des enfants du Centre Educatif de San Juan à Quito en Equateur, qui présentent des altérations du langage, des troubles moteurs et neurosensoriels.

Il est proposé pour l'organisation de la manifestation une subvention de 600 €.

Boxing Club Montpelliérain est une association qui permet de pratiquer la boxe anglaise par le développement d'une initiation à la boxe éducative, l'entraînement dans le cadre de boxe loisir, et propose la participation à des combats au niveau départemental, régional et national avec d'excellents résultats.

Cette année, un gala de boxe professionnel a été organisé par l'association dans le cadre de la demi-finale de la Coupe de la Ligue, remportée au niveau national par un compétiteur du Club.

Il est proposé une subvention de 3 500 €.

Le Club d'Echecs de Montpellier est né de la fusion du Montpellier Echecs et de l'association Diagonale du Sud afin de garder une place de leader sur l'échiquier national et international. Ce sont plus de 700 adhérents qui seront réunis sous une même bannière pour accompagner le changement, créer une synergie et assurer la pérennité.

La recherche de performance, la détection de nouveaux talents, l'intervention dans une vingtaine d'écoles de Montpellier démontrent le dynamisme de cette association.

Il est proposé une subvention de 3 700 €.

Olympique Petit Bard Futsal pratique le futsal au niveau régional dans le cadre du championnat organisé par la Ligue de Football.

Les équipes engagées par l'association ont obtenu des résultats encourageants qu'il convient de pérenniser.

Il est proposé une subvention de 200 €.

Ces dépenses seront à imputer sur le Budget 2010 de la Ville (Nature 6574/Fonction 9240).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'attribuer les montants des subventions proposés ci-dessus,
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 de la Ville

- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à ces affaires

Pour : 51

Adopté à l'unanimité

Mmes BOYER et BLANPIED quittent définitivement la séance.

52 - Attribution d'une subvention à l'association LE REFUGE

Annie BENEZECH : Créée en janvier 2007, l'association le Refuge a pour mission de proposer un hébergement d'urgence ainsi qu'un accompagnement psychologique et social. Cette structure, est la seule en France, à s'adresser aux jeunes majeurs en situation de rupture familiale et/ou en difficulté d'adaptation sociale du fait de la découverte de leur attirance sentimentale pour une personne du même sexe.

L'association Le Refuge développe ses actions en vue de répondre aux situations d'urgences sociales. Le travail mis en place par cette structure est primordial, avant l'arrivée de la période hivernale et permet d'accueillir des personnes en situation de précarité en vue de stabiliser leur situation.

Compte tenu des actions menées par cette association et dans le cadre de la politique de solidarité menée par la collectivité, la Ville de Montpellier propose d'attribuer une subvention complémentaire, d'un montant de 3 000 €, à l'association Le Refuge pour le fonctionnement de sa structure.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer à l'association Le Refuge une subvention de fonctionnement de 3 000 € ;
- de prélever cette somme sur les crédits au BP 2010 (6574/
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

53 - Maintenance et entretien des fontaines - Marché à bons de commande - Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : La Ville a la charge des travaux de maintenance et l'entretien des fontaines. Ces travaux sont effectués régulièrement tout au long de l'année.

Les marchés à bons de commande offrent une flexibilité adaptée aux nombreuses interventions.

Ce marché, conclu pour une durée de 1 an reconductible trois fois, se caractérise par un seuil minimum de 50 000 € hors taxe et un seuil maximum de 200 000 € hors taxe.

Une consultation selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du code des

marchés publics suivant les dispositions de l'article 77 du code des marchés publics concernant les marchés à bons de commande a été lancée avec les critères de jugement suivants :

1. Valeur technique 60%
2. Prix unitaires évalués au regard d'une opération type 40 %

Lors de sa séance du 19 octobre 2010, la Commission d'appel d'offres a proposé d'attribuer le marché à l'entreprise CIEL VERT qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général :

Nature : 2138, Fonction : 816, Ligne : 17453

En conséquence, nous vous proposons :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure,
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise retenue par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

54 - PAE Marqueroze - Extension du réseau d'eau potable - Aménagement pluvial - Avenant n°1

Serge FLEURENCE : Par délibération en date du 09 novembre 2009, le Conseil municipal a autorisé Madame le maire à signer le marché 9 M 372 055 Extension du réseau d'eau potable – Aménagement pluvial – PAE Marqueroze avec l'entreprise EIFFAGE T.P.

Le bon achèvement des travaux a nécessité la réalisation de travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de l'ordre de service n°1 2010 du 29 avril 2010.

Les travaux, objet de cet avenant, concernent la construction d'un mur de soutènement de 24 m2 pour un prix unitaire de 151 € H.T. le mètre carré soit 3624 € H.T.représentant 1,9 % du montant initial.

Le montant du marché initialement de 189 993,79 € H.T est donc porté après cet avenant à la somme de 193 617,79 € H.T.

Le montant total de l'avenant est fixé à 3624€ H.T., qui correspond à une augmentation de 1,9% du montant initial.

En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver le principe d'un avenant au marché 9 M 372 055 pour un montant de 3624€ H.T.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant à ce marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

55 - Signalisation horizontale - Autorisation de signer le marché

Serge FLEURENCE : Le présent marché à bons de commande a pour objet les travaux de signalisation horizontale sur l'ensemble de la Ville. Ce marché est conclu pour une durée de un an, renouvelable de manière expresse trois fois ; ce qui porte la durée totale de ce marché à 4 ans.

Une consultation selon une procédure adaptée, en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics, a été lancée avec les critères de jugement suivants :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %,
- prix des prestations : 40 %.

Le marché comporte deux lots :

- lot 1 : subdivision 1 de la voirie (quartiers Port Marianne, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent et Près d'Arènes)
- lot 2 : subdivision 2 de la voirie (quartiers Montpellier Centre et Hôpitaux Facultés)

Pour chaque lot, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de :

- seuil minimum : 80 000, 00 € HT
- seuil maximum : 300 000, 00 € HT.

Pour chaque lot, ces montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 19 octobre 2010, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse, proposée par les entreprise L.R.S. pour le lot 1, et Aximum pour le lot 2.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2010.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 0M703 à l'entreprise L.R.S. pour le lot 1 et à l'entreprise Aximum pour le lot 2 pour un montant annuel compris entre 80 000, 00 € HT et 300 000, 00 € HT pour chaque lot;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut M. le 1^{er} adjoint à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

56 - Dispositif d'aménagement d'emploi de sportif de haut niveau : M^{lle} Ophélie MEILLEROUX

Serge FLEURENCE : La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de la Région Languedoc Roussillon a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise en œuvre d'un dispositif d'aménagement d'emploi d'un sportif de haut niveau (au bénéfice de la Fédération Française de Football) concernant Mlle Ophélie MEILLEROUX, Adjoint technique 2cl. au sein du Service de la Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain.

Les jours de mise à disposition demandés sont susceptibles d'évoluer en fonction de la qualification pour la Coupe du Monde 2012 et aux Jeux Olympiques 2012.

Ces jours de mise à disposition feront l'objet d'une compensation financière versée par l'Etat et/ou la Fédération, compensation dont le montant serait équivalent au coût chargé de l'agent pour la durée de la mise à disposition.

Afin de mettre en œuvre ces dispositions, une convention annuelle, renouvelable trois fois au plus, sous réserve que la sportive figure sur la liste des sportifs de haut niveau, doit être signée par les différents partenaires : Etat, Fédération, Agent, Ville.

Au regard de ces éléments, il est proposé de donner une suite favorable à la demande susvisée.

Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention permettant de mettre en œuvre l'aménagement d'emploi de Mademoiselle Ophélie MEILLEROUX, dans les conditions ci-dessus définies, au profit de la Fédération Française de Football.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

57 - Modifications au tableau des effectifs

Serge FLEURENCE :

1- CREATION DE POSTE :

Ingénieur principal : Création d'un poste au service Carrière et Rémunération en tant que responsable de service.

2- AUTORISATION DE RECRUTEMENTS D'AGENTS NON TITULAIRES SUR POSTES VACANTS :

Direction Organisation Evaluation :

Un poste d'attaché est vacant à la Direction Organisation Evaluation à compter du 1^{er} décembre 2010. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction des Ressources Humaines :

Un poste d'attaché est vacant au service Carrière et Rémunération à compter du 15 janvier 2011. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non

titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.
Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser les modifications apportées au Tableau des effectifs.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

58 - Versement au C.O.S.C. du reliquat de la contre valeur des titres de restauration périmés ou perdus

Serge FLEURENCE : Les agents municipaux bénéficient de titres de restauration. Chaque année, la société prestataire de ces titres auprès de la collectivité fait au 31 janvier de l'année N + 1 un état du solde de la contre valeur des tickets périmés ou perdus et rembourse à la collectivité cette contre valeur.

En vertu de l'article R 3262-5 du code du travail, la contre valeur des titres périmés est versée au budget du comité d'entreprise, consacré aux activités sociales et culturelles. L'équivalent, de ce comité d'entreprise est pour la Mairie de Montpellier, le COSC (comité des œuvres sociales et culturelles).

Afin d'accroître les prestations offertes aux agents municipaux, Madame le Maire souhaite procéder par analogie à cette règle et reverser au COSC sous forme de don, le montant correspondant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer la valeur restituée par la société prestataire au titre des tickets restaurant périmés ou perdus au COSC (comité d'œuvres sociales et culturelles) chaque année, et cela à compter de la réception de la contre valeur des titres émis en 2010.

Pour : 49

Adopté à l'unanimité

59 - Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier – Approbation

Max LEVITA : Les ressources liées aux tarifs qui vous sont présentés aujourd'hui représenteront, en 2011 : 20 M€ de recettes de fonctionnement.

L'objectif de cette délibération est de compiler l'ensemble des tarifs de Montpellier afin d'accroître la lisibilité de ces derniers.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation

- concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public),
- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun.

Les grandes tendances de la tarification 2011

1) Les tarifs des restaurants scolaires

Pour l'exercice 2010, le choix avait été fait de maintenir les tarifs au même niveau que les tarifs 2009.

Les éléments dont nous disposons nous permettent d'évaluer l'évolution du coût des matières premières pour l'élaboration des repas à 3 % (+ 4,7 % en 2008, + 6,3 % en 2009).

Les tarifs proposés pour 2011 ne prendront - bien entendu - pas en compte ces niveaux d'évolution.

Ils devront intégrer la nécessaire aide aux familles les plus touchées par la crise actuelle et demander aux familles qui appartiennent à la tranche la plus importante de revenus un effort mesuré.

Ainsi, les tarifs des restaurants scolaires évolueront de la façon suivante :

- diminution de 2 % sur les trois premières tranches concernant les revenus les plus faibles,
- 0 % d'évolution pour les trois tranches médianes de tarification,
- augmentation de 1 % pour la dernière tranche de revenus.

Nous faisons donc ici acte de justice sociale sans augmenter le niveau de recettes lié aux tarifs des restaurants scolaires qui resteront stables en 2011 par rapport à 2010.

2) Poursuite du soutien aux familles

Dans la même optique qui avait été celle de l'exercice 2010, il a été choisi :

- o de maintenir la carte Eté-Jeunes au même tarif que 2010 (en baisse par rapport à 2009),
- o de confirmer le tarif 2010 des jardins familiaux (tarif en baisse par rapport à 2009).

A compter du printemps 2011, 16 nouvelles parcelles seront disponibles sur le site Rieucoulon, 3^{ème} site créé après ceux de Malbosc et des grands Grès, portant à 148 le nombre total de parcelles mises à la disposition des montpelliérains.

3) Mise en place de la tarification carte-pass Agglo à la serre amazonienne

Il est proposé au Conseil Municipal de diminuer le tarif plein adulte de 6 € à 5,50 € pour les titulaires de la carte-pass Agglo et de 6 € à 6,40 € pour les personnes ne disposant pas de cette carte.

La serre amazonienne confirmera ainsi sa vocation centrale dans la thématique de la culture scientifique et technique.

Les éléments ci-après détaillent le cadre juridique et la typologie des tarifs municipaux qui sont annexés en totalité à cette délibération.

Les tarifs sont en effet fixés selon différentes modalités :

- certains sont imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- d'autres sont déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- d'autres encore ont des modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- ou encore ils sont indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- parfois ils sont calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- et enfin, certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

Les tarifs peuvent être en outre classés selon la typologie suivante :

- **Taxe :** le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.

- **Redevance :** deux redevances sont distinguées :

- **la redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé, ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires, et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).

Peuvent être considérées comme telles les tarifs du Parc Zoologique, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel, etc. ;

- **la redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public**, s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas exclure les usagers d'un accès au service public.

Fonction 0 : Administration générale

➤ **Communication-tirages photo**

- Duplication sur support numérique
- Fourniture du cdrom vierge

➤ **Secrétariat général**

- Reprographie des actes (format A4 noir et blanc, A4 couleur, A3 noir et blanc, A3 couleur, cédérom)
- Fourniture d'articles de papeterie (chemise élastique, chemise à sangles, chemise carton, transparent, reliure)

➤ **Protocole-matériel**

- Chaise
- Table
- Grille-caddie
- Podium
- Barrière
- Place de tribune
- Coffret électrique
- Cautionnement

➤ **Protocole-Salles**

- Location salles
- Cautionnement

➤ **Population**

- Fourniture de listes électorales sur support papier et sur cédérom
- Frais d'envoi de listes électorales sur cdrom

➤ **Administration des cimetières**

- Achat et renouvellement des concessions
- Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains
- Taxe et redevances correspondant aux opérations liées aux inhumations, dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, exhumations
- Vacations de police

➤ **Informations géographiques**

- Plan officiel de la Ville
- Plans historiques
- Vues aériennes

Fonction 1 : Enseignement - Formation

➤ **Restaurants Scolaires**

- Ecoles élémentaires,
- Ecoles maternelles
- Prise en charge PAI (Projet d'Accueil Individualisé)
- Associations
- Goûter
- Adultes repas extérieurs livrés

- Stagiaires
- Adultes occasionnels enseignants
- Adultes occasionnels enseignants (tarif subventionné par le rectorat)
- Carte MIDI (tarif de remplacement en cas de perte)

➤ **Education**

- Accueil matin complet
- Accueil matin partiel
- Accueil soir
- Pénalité de retard

La prestation d'accueil gérée par le Service Education mais la collecte des paiements se fait par le Service Cuisine Centrale par le biais de la carte MIDI.

Fonction 2 : Culture et Patrimoine.

➤ **Archives**

- Photopies, photographies et droits de reproduction : documents ou objets conservés dans les Archives et les Musées
- Publications : inventaires (publications anciennes faites par la Ville de Montpellier au XXe s.), bulletin historique de la ville de Montpellier (périodique, parution annuelle ou bisannuelle : n° spécial) et cartes postales.

➤ **Administration**

- Entrées du Parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permettant l'accès au Musée de l'Histoire de Montpellier Xe-XVIe siècle (crypte Notre-Dame des Tables), au Musée du Vieux Montpellier (gratuit jusqu'au 1/08/2009) et à la Pharmacie et chapelle de la Miséricorde (site ouvert au public par délibération n°258 du 22 juin 2009).
- Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne par des exposants.

Fonction 3 : Sport et jeunesse

➤ **Jeunesse**

La Ville met à disposition des jeunes montpelliérains des quartiers sensibles par l'intermédiaire du milieu associatif des Maisons pour Tous et de la Caisse des Ecoles des cartes été jeunes gratuites. De plus, une photocopieuse ainsi qu'un ordinateur et qu'une imprimante sont mis à disposition des jeunes montpelliérains à l'Espace Montpellier Jeunesse.

- Cartes été jeunes
- Stages petites vacances
- Photopies et impressions.

➤ **Sports**

La Ville de Montpellier applique une tarification en faveur des activités sportives pratiquées dans le cadre des programmes de l'Education Nationale et de la promotion pour le développement du sport scolaire (Collèges, Lycées, Universités).

- Gymnase
- Plateau éducation physique et sportif
- Terrains
- Mur d'escalade
- Skate park
- Court de tennis
- Palais des Sports

- Pas de tir
- Carte Montpellier Sports

Fonction 4 : Famille

➤ **Enfance**

- Accueil des enfants dans les crèches collectives, jardins d'enfants, multi-accueil, familial

Fonction 5 : Aménagement et services urbains, environnement

➤ **Direction Réglementation et Tranquillité Public :**

- Stationnement payant
- Parking stade « La Mosson »
- Carte Pass
- Commande ouverture des bornes
- Fourrière
- Services exceptionnels effectués pour le compte d'un tiers dont la capture d'animaux dangereux ou mordeurs

➤ **Serre**

- Tarifs individuels et groupes
- Visites
- Location audio-guides
- Plans

➤ **Espaces verts**

- Déplacements ou remplacements de bacs et poteries
- Indemnisation des dégâts causés aux espaces verts
- Indemnisation des dommages causés aux arbres
- Location des jardins familiaux

➤ **Télécoms**

- Mise à disposition d'une paire de fibre optique du réseau Pégase
- Mise à disposition du réseau Pégase pour les membres du GFU (Groupement Fermé d'Utilisateurs)
- Tarification pour l'implantation de station de radiocommunication
- Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication
- Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication pour un réseau FTTH/FTTB
- Redevance d'occupation du domaine public routier et non routier par les opérateurs de Télécommunication
- Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence

➤ **Voirie :**

- Redevance d'usage du domaine public
- Maintenance et petits travaux de voirie
- Signalisation verticale et horizontale
- Revêtement de trottoirs en asphalte coulé
- Serrurerie

➤ **Affaires commerciales**

- Halles et marchés

- Halles couvertes, droits de place, charges, droits d'entrée
- Frais de gestion
- Droit de stationnement
- Modulauto
- Droits de voirie
- Manifestations Publiques

Fonction 6 : Actions économiques

➤ Gestion des moyens communs

- Taxation des climatiseurs
- Occupations temporaires du domaine public
- Taxe locale sur la publicité extérieure
- Collecte des déchets, nettoyage et propreté de la Ville
- Frais d'enlèvement contre affichage sauvage

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'adopter les tarifs qui vous sont proposés en annexe.
- de préciser qu'ils seront applicables au 1^{er} janvier 2011.
- d'approuver le nouveau Règlement Intérieur du Service du Protocole (la location de salles et de matériel).
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

M. DOMERGUE : A l'heure de l'informatique il est impressionnant de voir que l'on ne peut pas obtenir des services de la mairie le détail des tarifs. Quand nous avons souhaité les avoir, il nous a été dit qu'il fallait se déplacer et aller les consulter sur place. Je pense que cela doit pouvoir se corriger.

A propos des tarifs, nous pouvons cautionner votre politique en disant qu'on va mettre des tarifs préférentiels pour les personnes défavorisées et on va faire payer ceux qui ont les moyens. Nous voulions savoir globalement quel est le taux d'augmentation, de diminution ou de stagnation des tarifs. Pouvez-vous nous répondre là-dessus ?

M. LEVITA : Je peux répondre. Dans le dossier se trouvent 1 500 tarifs. J'ai déjà évoqué les restaurants scolaires. D'une manière générale les tarifs augmentent de 1 à 2% dans la plupart des cas. En troisième point se trouvent les tarifs lorsque du matériel municipal est détruit. Là nous allons faire payer le coût de la remise en place.

Pour : 48

Abstention : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Mme le MAIRE, MM PASSET, LEVITA, DUFOUR et TOUCHON (avec la procuration de
Mme EL ATMANI), Administrateurs de la SERM sortent de la séance.

60 - SERM - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un emprunt de 3 863 225,03 € auprès de DEXIA MA

Serge FLEURENCE : Dans le cadre de son activité de Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier souhaite réaménager un emprunt contracté auprès de DEXIA Crédit Local garanti par la Ville de Montpellier à hauteur de 50%.

L'emprunt actuel contracté auprès de DEXIA Crédit Local (n° MON 251317EUR001) s'élève à 3 865 225,03 € au 1^{er} décembre 2010. Sa durée résiduelle est de 13 ans. Il s'agit d'un emprunt non risqué actuellement, basé sur l'évolution de l'EURIBOR 12 mois et celle de l'inflation française.

La commission de remboursement anticipée du contrat d'emprunt s'élève à 530 000 €. Cette commission est déductible du montant de l'impôt sur les sociétés.

La SERM financera cette soultte de réaménagement par autofinancement.

L'emprunt nouveau proposé par DEXIA MA pour le réaménagement est un emprunt à taux fixe à 2,44%.

Cette opération de réaménagement est intéressante pour la SERM puisqu'elle permet de transformer un emprunt dont le taux moyen actuel est estimé à 4,40% en un emprunt nouveau à taux fixe à 2,40%.

Cet emprunt était garanti à hauteur de 50% par la Ville de Montpellier. La SERM demande le renouvellement de la garantie d'emprunt à hauteur de 50%.

Les caractéristiques de l'emprunt nouveau dont la garantie est demandée à la Ville de Montpellier sont les suivantes :

Montant : 3 863 225,03 €

Durée : 12 ans

Date d'effet : 01/12/2010

Périodicité des intérêts et du capital : annuelle

Mode d'amortissement du capital : ligne à ligne (voir tableau ci-après)

Date	Capital Restant Dû	Amortissement du capital
01/12/2011	3 863 225,03 €	381 200,48 €
01/12/2012	3 482 024,55 €	399 896,04 €
01/12/2013	3 082 128,51 €	419 510,66 €
01/12/2014	2 662 617,85 €	440 089,63 €
01/12/2015	2 222 528,22 €	461 680,41 €
01/12/2016	1 760 847,81 €	484 332,87 €
01/12/2017	1 276 514,94 €	473 429,97 €
01/12/2018	803 084,97 €	461 460,01 €
01/12/2019	341 624,96 €	79 261,05 €
01/12/2020	262 363,91 €	83 224,10 €
01/12/2021	179 139,81 €	87 385,31 €
01/12/2022	91 754,50 €	91 754,50 €

Taux d'intérêt : 2,44%

Base de calcul des intérêts : exact/360

La garantie est demandée à la Ville de Montpellier à hauteur de 50%.

Cette garantie proposée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande qui porte sur la durée totale du prêt dont les caractéristiques sont indiquées ci-dessus.

Cette garantie est accordée pour le montant suivant : 1 931 612,52 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande.
Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de DEXIA à hauteur de 3 863 225,03 €,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

Mme le MAIRE, MM PASSET, LEVITA, DUFOUR et TOUCHON (avec la procuration de
Mme EL ATMANI) reviennent en séance.

61 - Rapport d'observations définitives du 22 septembre 2010 : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier - Information du Conseil Municipal

Max LEVITA : La Chambre Régionale des Comptes du Languedoc-Roussillon a – le 22 septembre dernier – adressé au Président de l'Association Opéra et Orchestre National de Montpellier, le rapport d'observations définitives pour les exercices 2002 et suivants.

En application de l'article L.243-5 du code des juridictions financières, ce rapport est transmis à la Ville de Montpellier en qualité de financeur et doit être communiqué à l'assemblée délibérante pour information.

1 – Historique de l'association :

2001 : Elaboration des statuts initiaux de l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », dite association EUTERP, issue de la fusion de deux associations distinctes préexistantes : l'association de gestion des opéras de Montpellier et l'association orchestre national de Montpellier.

2003 : Transfert de la compétence culturelle de la Ville vers l'Agglomération.

24 janvier 2007 : Nomination par le conseil d'administration (CA) du président de l'association.

Assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2008 : Modification des statuts initiaux : détail de la composition des membres de droit de l'association (le CA est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit).

- L'Etat représenté par 2 personnalités, dont le préfet de région Languedoc-Roussillon.

- Le conseil régional du Languedoc Roussillon représenté par 4 membres du conseil régional et 2 personnalités qualifiées.
- Le conseil général de l'Hérault représenté par un membre du conseil général.
- L'agglomération de Montpellier, représentée par 3 membres du conseil d'agglomération et 2 personnalités qualifiées.
- La ville de Montpellier représentée par 3 membres du conseil municipal.

2 – Les points soulevés par la Chambre Régionale des Comptes du languedoc-Roussillon :

La Chambre Régionale des Comptes du Languedoc-Roussillon relève les points suivants dans la gestion administrative et financière de l'association :

Concernant le budget :

La CRC relève que le budget global passe de 19.4 M€ à 23.2 M€ entre 2002 et 2008, avec en 2008, une participation de l'Agglomération représentant 52 % du budget global (près de 90% en 2003) ; de la Région de 31.7%, de l'Etat de 13.7%, du département de 2.6% et de la Ville de moins de 1%. La chambre note les financements inversement complémentaires entre la Communauté d'Agglomération et la Région.

Les ressources propres de la structure représentent moins de 10% du budget global. Selon la CRC ce chiffre devrait avoisiner les 15%.

Concernant le contrôle de la gestion de l'association :

En combinant les articles 10-6 et 10-2 des statuts de l'association, il apparaît que le CA et l'assemblée générale (AG) de l'association présentent une configuration identique, l'AG risquant alors de n'être qu'une simple instance d'enregistrement, et non de contrôle, des actes des organes exécutifs.

Les autres remarques à noter sont les suivantes :

- des instances dirigeantes réunies conformément aux statuts de l'Association,
- des délégations de signature à formaliser,
- une unification utile de la comptabilité en 2008,
- un nouveau règlement intérieur doit être adopté
- de nouveaux types de structurations juridiques à étudier,
- de bons résultats en terme de taux d'occupation,
- des statut et charges de personnel à optimiser,
- un développement des concerts dans l'Agglomération et la Région,
- des recettes insuffisamment proportionnelles à l'investissement financier de l'association pour la coréalisation des festivals Radio France et de Montpellier danse,
- le manque d'économies d'échelles réalisées suite à la fusion des 2 associations qui ont précédés l'EUTERP,
- un développement du mécénat à explorer

3 – Les préconisations de la Chambre Régionale des Comptes du languedoc-Roussillon :

La Chambre suggère à l'association, et à ses membres, de réfléchir sur un nouveau statut juridique à adopter, et plus particulièrement, celui de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC).

L'Opéra National en Région de Montpellier, au même titre que ceux de Bordeaux, de Nancy et du Rhin, est un pôle lyrique de référence. Il est soumis, puisque l'Etat y apporte son concours

financier, à un cahier des missions et des charges strict, qui lui impose un contrat d'objectifs pluriannuels établis par l'Etat et l'ensemble des partenaires financiers, sur une période de 5 ans. D'autre part, parmi les obligations qui incombent à cet organisme figure celle de disposer d'une autonomie de gestion dont le seuil minimum est la régie personnalisée.

Il existe une grande variété de statuts parmi les maisons d'opéra : association, syndicat mixte, syndicat intercommunal, régie directe ou personnalisée et Etablissement Public Coopération Culturelle (EPCC).

La Chambre préconise l'adoption de l'EPIC afin de permettre la gestion d'un service public dans des conditions satisfaisantes, de prendre en compte la spécificité des activités culturelles, de disposer d'une coopération culturelle nouvelle entre collectivités territoriales et d'associer au sein d'une même structure l'Etat et les collectivités territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

M. LEVITA : Vous avez vu le rapport de la Cour régionale des comptes. Quelles conclusions pouvons-nous en tirer ? Il est d'abord nécessaire de réfléchir à un nouveau statut juridique, soit un EPIC, soit un EPCC. Le président d'EUTERP s'est exprimé sur cette nécessité. La ville apportera son concours à cette réflexion et à la mise en place de la nouvelle structure.

Ensuite, la CRC met l'accent sur l'absence d'économie d'échelle que l'on pouvait espérer suite à la fusion des deux associations qui ont précédé l'EUTERP. Il y a là un problème de management sur lequel les responsables se pencheront.

Ne figure pas dans ce rapport l'apport d'EUTERP à la vie culturelle de Montpellier, à sa notoriété comme capitale régionale, voire nationale, de la musique. Si vous écoutez Radio France, et en particulier France Musique, vous entendrez tout au long de l'année des concerts enregistrés à Montpellier. Les objectifs d'EUTERP en ce qui concerne la ville sont donc atteints, il y a lieu de s'en féliciter.

Mais vous m'attendez bien sûr sur les salaires, dont un en particulier. Certains salaires peuvent paraître élevés. Ils le sont, mais il existe des postes qui ont des prix de marché. Cela est vrai pour les PDG, pour les joueurs de football ou les vedettes de cinéma. Il est vrai qu'en regard les salaires des fonctionnaires ou des employés sont ridicules. J'en conviens. Mais la loi du marché s'applique dans ce domaine.

Enfin, nous considérons que M. Koering a rempli sa tâche malgré la réserve implicite que j'ai faite. La ville porte donc ce témoignage.

M. MELLA : J'interviens suite aux propos de M. Lévitá concernant l'association de l'Opéra et de l'orchestre. M. Lévitá, dans un ton très mesuré, a fait une présentation digne des magistrats de la chambre régionale des comptes, qui sont pour la plupart des énarques. Ce sont des qualités que je respecte évidemment mais qui sont extrêmement formatées. Ils emploient des termes très mesurés, en disant par exemple qu'il existe des problèmes de déficience ou de rationalisation pour ne pas dire qu'il existe des problèmes d'argent public. Ils mettent même parfois le doigt sur des problèmes de légalité. Cela est tout de même plus inquiétant. Je sais bien que les magistrats de la Chambre régionale des comptes ne sont pas des magistrats répressifs. Cependant, quand je vois qu'il y a des problèmes de légalité, en tant que représentants de nos concitoyens, voilà des dérives que nous ne pouvons tolérer. Sans porter d'accusations ad nomine contre M. KOERING, pour ne pas le citer, sans faire de poujadisme en disant que pendant que certains travaillent difficilement d'autres roulent en Ferrari en regardant les autres d'en haut, je dis tout cela. En tant qu'élú j'aimerais mettre en garde Mme le Maire et lui

demander ce qu'elle compte faire si elle prend la présidence de l'agglomération, ce que je lui souhaite. Pour être franc, voir un salaire à 26 000 euros me gêne quand des charges sociales ne sont pas payées. Cela me gêne aussi de voir de tels salaires quand les conventions collectives pour les intermittents ne sont pas appliquées dans cet orchestre. Cela me gêne aussi quand je vois que 90% du budget de 25 M d'euros est payé par des subventions. Nous pouvons le comprendre et je ne nie pas le rayonnement de Montpellier à travers ce formidable outil qu'est l'opéra. Je pense que nous devons tout de même, en terme de morale, donner un exemple. Dans la même manière, sur certains domaines l'exemple doit venir d'en haut. Cela est valable aussi aujourd'hui au niveau de l'Etat. Cela me gêne de voir que cette instance est présidée par un ancien préfet et que l'Etat représenté n'intervient pas plus rigoureusement. Cela m'embête qu'un haut fonctionnaire de la République cautionne ce genre de dérives.

Je vous demande donc simplement, Mme le Maire, de mettre en conformité légale cet outil, de transformer les statuts de cette association loi 1901 en établissement public et que la légalité et l'exemplarité soient de mise dans cet outil. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je pense qu'effectivement la réflexion de changer l'EUTERP en établissement public devra être menée.

M. DUMONT : M. Lévia, tout à l'heure, avec une pointe d'ironie, vous expliquiez que les interventions de notre collègue Domergue vous rappelaient que vous étiez un homme de gauche. Franchement, après la lecture que vous avez faite du rapport de la Chambre régionale des comptes, je me pose la question de savoir si vous êtes véritablement de gauche. Si vous l'étiez, ce rapport vous révolterait, vous ulcérerait, mais vous l'avez pris avec ironie, en souriant. C'est un mépris vis-à-vis de tous les membres de l'orchestre de Montpellier qui espèrent non pas avoir une augmentation de salaire, mais une revalorisation de 0,70% quand leur chef, leur surintendant... Cinq pages sont faites par les magistrats à propos des surintendants, et dans le rapport présenté vous n'en parlez pas. Vous essayez bien sûr de rectifier le tir oralement, mais ce rapport ne vous ulcère-t-il pas, vous, homme de gauche, homme de solidarité, d'égalité ? A travers ce rapport la carrière de M. Koering est retracée. Le tableau montre une progression de la rémunération de ce fameux surintendant de 71% de 2002 à 2008. Au début, avec un avenant de 1992, la rémunération de M. Koering correspondait à un temps partiel de 60 heures par mois, soit un peu moins d'un mi temps car toutes ses activités étaient à Radio France. Quand M. Koering justifie son salaire en disant qu'il était payé à ce niveau à Radio France, je réponds que les collectivités ne sont pas Radio France. La Chambre estime que la rémunération de M. Koering atteint un niveau inhabituel eu égard aux origines publiques des ressources de l'association. Invité à faire connaître son point de vue dans le cadre de la procédure contradictoire, le surintendant a choqué les magistrats, qui sont peut-être de gauche, M. Lévia. Cela ne vous a pas choqué. Le surintendant de la musique n'a pas répondu aux observations provisoires. On vous demande de vous expliquer et on traite cela par du mépris. Cela ne vous gêne pas, M. Lévia, et vous expliquez cela par la loi du marché, mais quelle loi du marché ? La loi du copinage... Qui a été placé là ? Vous justifiez en disant que cela rapporte, que la renommée de l'orchestre de Montpellier dépasse bien les portes de la région. Mais de qui vous moquez-vous ? Avez-vous lu le rapport ? Examinons-le. Il parle bien entendu du terrain. Nous voyons que sur le bilan synthétique de l'activité 2002-2008 sur toutes les activités (opéras, opérettes, concerts) nous sommes derrière Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, et que les représentations stagnent. De plus il existe une convention qui fait que l'orchestre devrait aller dispenser leur savoir dans les villes de la région, comme les sportifs, du fait de leur subventionnement par l'argent public. C'est donnant-donnant. Entre 2002 et 2005, l'opéra n'est sorti hors de ses murs qu'à 23 reprises. Et le rapport de nous dire que si l'opéra ne s'est pas rendu dans d'autres villes comme Nîmes ou Sète, c'est qu'il y a eu des blocages personnels, des rivalités politiques locales. La page des tournées à l'étranger a encore du échapper à votre lecture. On nous dit qu'il faut promouvoir la ville de Montpellier à l'étranger. C'était pareil

dans les contrats d'objectif. L'opéra devait se déplacer. Et M. Koering de justifier le fait de ne s'être jamais déplacé en Europe ou ailleurs en disant que nous n'en avons pas besoin et qu'il faudrait que l'orchestre ait un budget spécial. Nous nous rendons compte que la visite d'un orchestre à l'étranger coûte 25 000 euros par jour. M. Koering crache dans la soupe en ne rendant même pas hommage à ceux qui l'ont placé là. Il rappelle, page 25, que le budget de l'orchestre national de Montpellier possède un des budgets les plus faibles de France. Alors M. Frêche à l'époque avait été sensible à cet argument et avait voulu financer une petite tournée en 2008, dotée de 60 000 euros. Vous voyez que tout cela, c'est du baratin. Vous nous dites que sur France Inter, on entend toujours des enregistrements de l'orchestre de Montpellier. C'est de la plaisanterie. M. Koering prépare sa retraite. Cela ne vous choque pas, vous qui vous êtes battu pour ces retraites. Cela ne vous choque pas qu'il ne respecte pas la convention collective et que l'on va payer, si nous ne faisons rien, 276 000 euros alors que la convention collective ne prévoit que 3,5 mois de salaire. Cela ne vous choque-t-il pas, vous l'homme de gauche ?

M. VIGUIE : Je crois, M. Lévi, que vous avez aggravé le cas. Quand nous sommes face à un scandale, mieux vaut reconnaître que nous sommes face à un scandale. Quand les gens de gauche dénonçaient les frais de bouche de Chirac, ce qu'a oublié M. Dumont, il faut savoir reconnaître quand des gens comme Koering font la même chose. Il faut savoir balayer devant les portes qui nous concernent. Nous avons là une situation scandaleuse et il faut dire qu'elle est scandaleuse et inadmissible. Vous ne pouvez pas prendre comme excuse les lois du marché. Un joueur de foot à La Paillade n'est pas mon problème. Le scandale vient du fait qu'ici c'est de l'argent public. Nous n'allons pas passé trop de temps là-dessus, toute la presse locale a déjà largement parlé de ce rapport qui est connu sur la place publique. Il est vrai qu'il est indiqué qu'il y a un niveau inhabituel, page 52. Je suis pour le respect des licenciements. Mais ici ce n'est pas un licenciement mais un parachute doré. Je refuse les parachutes dorés pour les patrons, je les refuse pour Koering. Respectons le minimum. Franchement, ce garçon vit dans le luxe à partir de nos deniers. Cessons de discuter et demandons-nous ce que nous faisons. Il existe des gens dans le Conseil d'administration. J'aimerais comprendre les carences, car ce ne sont pas ici de petits dérapages : peu de monde dans ce pays ont eu 70% d'augmentation de salaire, à part Sarkozy. Et si c'est inadmissible d'un côté, ça l'est de l'autre aussi. Je pense donc qu'il faudrait prendre le temps de tirer les conclusions de ce type de structure empilée avec des financements croisés et parfois considérer qu'un établissement public, avec un bon contrôle public, un pluralisme qui permet de vérifier, sont des choses positives. Il faut mettre fin à ce genre de pratiques et mettre un contrôle public sur les sociétés publiques. Il faudrait annoncer que pour son départ à la retraite on respectera la convention collective et reconnaître mettre fin à un scandale.

M. ROUMEGAS : J'ai envie de m'exprimer sans effet de manches et sans emphase sur ce dossier. Je voudrais rappeler que nous avons soulevé ce problème en 2007 au sein de l'agglomération et qu'à l'époque on nous avait répondu que c'était cela ou rien, que c'était la loi du marché. J'ai envie de dire que ce rapport de la Cour des comptes arrive bien tard et ne donne malheureusement un avis qui n'est même pas contraignant pour l'avenir. Cet avis ne permet même pas d'effet rétroactif. Il existe deux observations dans ce rapport. Une observation concerne un problème de légalité et une autre concerne un problème de moralité. Je ne vois aucune situation d'immoralité dans l'affaire du statut juridique associatif. En revanche, le niveau de salaire de M. Koering est parfaitement légal mais totalement immoral. Non seulement il s'agit d'argent public, mais d'argent public pour une entreprise qui n'a rien de lucratif. Il n'existe que 10% de financement propre. On nous a dit que c'était la loi du marché. Quand on lit le rapport, on se rend compte que ce n'est pas tout à fait la loi du marché, à moins de considérer que sur le marché l'opéra de Paris vaut la même chose que l'opéra de Montpellier. Je veux bien défendre la fierté de Montpellier mais il faut tout de même raison garder. Le seul directeur d'opéra qui touchait un salaire équivalent est celui de l'opéra de Paris. Nous l'avions dit à l'époque. Aujourd'hui il devient indispensable de corriger cela. Tant qu'on y est,

changeons aussi cet intitulé pompeux de surintendant et revenons simplement à un poste de directeur.

M. DELAFOSSE : Je me permets d'apporter quelques éléments qu'on trouve dans ce rapport. M. Mella a eu raison de rappeler le rôle d'une Chambre régionale des comptes. De quoi parlons-nous ? Tout à l'heure nous avons vu des unes de Montpellier Notre Ville dont l'une évoquait Montpellier Salzbourg. Quelle ambition particulière pour une ville de province que d'avoir décidé en 1979 de créer un orchestre permanent permettant d'offrir aux montpelliérains une vie musicale symphonique qui, année après année, n'a eu de cesse de progresser et de former un public à la musique. M. Dumont évoquait le rayonnement de la ville de Montpellier et avez pris des éléments du rapport de la Chambre régionale des comptes. Je suis membre de l'association et des éléments sont absents. L'orchestre de Montpellier va dans les maisons pour tous ou dans les écoles où les musiciens interviennent. Il rayonne aussi nationalement. M. Lévi a fait référence à Radio France car des enregistrements sont effectués dans le Corum qui sont passés en direct ou en différé sur les ondes et qui contribuent à enrichir le patrimoine musical de notre pays. Il faut donc pointer des choses mais aussi souligner que l'orchestre de Montpellier traduit une politique culturelle ambitieuse pour notre ville, et qu'il contribue à la faire rayonner. Les victoires de la musique classique, vues par 1,5M de nos concitoyens, ont eu lieu ici à Montpellier. Voilà un élément de rayonnement. Je n'ai pas souhaité les apporter, mais il serait possible de vous montrer les nombreuses revues de presse. De plus j'ai accepté la réserve de certains car le problème est complexe. Faire venir aujourd'hui des grands chefs d'orchestre coûte extrêmement cher. Nous ne sommes pas certains à Montpellier de pouvoir les accueillir. Le directeur de l'orchestre philharmonique de Los Angeles est venu à Montpellier grâce au fait que M. Koering a noué des relations et permette de négocier un prix d'intervention et un cachet. Cela n'est pas dans le rapport mais mérite d'être porté à connaissance.

M. Roumegas, si vous me permettez, le terme d'entreprise n'est pas tout à fait adéquat. Il ne s'agit pas ici d'avoir un compte de résultat équilibré parce qu'il s'agit de culture. Il apparaît que 90% de l'activité est financé par des fonds publics. Cela traduit aussi une politique sociale du point de vue des tarifs extrêmement intéressante. La place la plus élevée à l'opéra de Montpellier est à 65 euros, quand à l'opéra de Paris elle est à 200 euros. Cela traduit donc aussi une politique culturelle très ambitieuse et généreuse à l'intention des montpelliérains pour les amener à la musique. De nombreux concerts gratuits se tiennent.

En lisant ce rapport, bien sûr qu'il y a des enseignements à tirer, mais il convient aussi de souligner ces éléments, et que l'orchestre de Montpellier participe au dynamisme et au rayonnement culturel.

Le point majeur de ce rapport est celui du changement de statut et de la nature du statut. Si vous lisez l'observation juridique de l'association, il faut aller vers un établissement public à caractère culturel. Il faut comprendre certains phénomènes comme le marché, auquel faisait référence M. Lévi, qui est une réalité. Il faut se demander comment préserver la qualité de notre vie musicale. Ce rapport demande d'autres observations. Une page de la musique va se tourner prochainement en terme de personnalité. Il faut en tirer un certain nombre d'enseignements. Je dois me tourner vers vous M. Domergue, qui êtes le législateur dans cette salle et qui devez connaître votre collègue Laurent Hénard, parlementaire et président de l'association nationale des orchestres. Il est confronté au même type de difficultés. Ayons l'honnêteté de dire que nous avons besoin de poser un cadre juridique nouveau pour accompagner ce dynamisme en France et en Europe.

Mme BIGAS : Je voudrais simplement faire trois observations. La première est de repartir vers le positif dans cet orchestre national qui a une renommée internationale. Aujourd'hui, lorsque nous assistons à ces concerts, nous voyons un orchestre particulièrement brillant, réputé et de

très haute qualité. Je rajouterai que grâce à M. Koering et à son important fichier relationnel, des chefs d'orchestre réputés internationaux sont venus à Montpellier pour des tarifs bien en deçà de ce qu'ils pratiqueraient ailleurs. C'est très important. Si son successeur n'a pas le même fichier, nous aurons certainement bien des dépenses supplémentaires. J'évoque aussi la réussite d'opéra junior. Nous avons ici une association qui entreprend des travaux particulièrement brillants et remarquables vis-à-vis des jeunes. Je compléterai ce point là pour dire que dans le domaine pédagogique l'orchestre et l'opéra font partie des établissements culturels qui pratiquent le plus d'enseignements avec des ateliers et des cours des écoles et des collèges.

En second point, je dirai que le prochain Conseil d'administration devait se tenir la veille du décès de Georges Frêche. Compte tenu des circonstances la date a été reportée ultérieurement. Elle va se tenir assez rapidement après l'élection du futur président du Conseil régional. Ce conseil d'administration a prévu de traiter plusieurs points en lien avec ce rapport, et notamment la structure d'établissement culturel. Tout le monde s'accorde à dire que c'est une structure indispensable aujourd'hui. Un nouveau règlement intérieur est également prévu, qui nous a été proposé pour réflexion. Il est prévu de développer largement des concerts pour l'agglomération et la région, comme cela se pratique déjà mais de façon plus intensive. Si des concerts n'ont pas eu autant lieu cela est dû essentiellement à l'absence de lieux susceptibles de vraiment pouvoir accueillir des concerts et des opéras dignes de ce nom. Aujourd'hui, nous avons des salles qui peuvent se le permettre. Nous allons également travailler à la mutualisation plus importante des activités tenues par l'orchestre. Nous avons également demandé à Koering et à son équipe de réfléchir à une fondation d'entreprise à l'identique de celle du musée Fabre pour essayer de trouver des mécènes privés. Cette fondation est en cours de réflexion.

Enfin il est clair que le titre de surintendant de René Koering va s'effacer avec lui, et que lorsqu'il partira à la retraite ce titre ne sera pas repris.

Je finirai en disant que M. Dumont fait bien des effets de manche. Je trouve regrettable que dans la presse vous ayez appelé les musiciens de l'orchestre à faire grève contre les non rémunérations qu'ils n'ont soi-disant pas eu. Je trouve cela particulièrement grave de la part d'un élu.

M. PASSET : Je ne mélangerai pas deux choses. Je suis fier qu'il y ait un orchestre national de Montpellier et je comprends les efforts que l'on doit faire pour qu'il grandisse et se développer. En revanche je considère que l'évolution de salaire et les demandes de départ en retraite du surintendant sont profondément scandaleuses et doivent cesser.

M. DOMERGUE : Je vais répondre à M. Delafosse, parce que bien évidemment je le sentais très gêné dans son argumentaire. Déplacer le débat sur la politique culturelle est un artifice que l'on peut utiliser quand on est en mauvaise posture. Quand vous essayez de trouver des arguments pour justifier l'injustifiable, vous êtes comme ces chefs d'entreprise qui essaient de justifier leurs valeurs marchandes pour se vendre à droite ou à gauche au prétexte que eux valent tel prix alors même que certaines entreprises sont déficitaires. C'est le même type de discours. Ce qui a changé ces dernières années, surtout à cause de la crise, c'est que ce n'est pas parce que quelque chose est légal que cette chose est éthique. Dans le cas qui nous occupe, je crois en plus que la légalité n'est pas tout à fait respectée. C'est d'ailleurs pour cela que vous êtes contraint à changer de statut.

M. Lévi a montré également sa gêne. On décelait dans le plaidoyer extraordinaire de M. Dumont, qui a bien travaillé ce dossier, le fait que si la légalité est en cause c'est nous-mêmes qui sommes responsables de cette illégalité. Il faut aujourd'hui moraliser la situation. Nous ne sommes pas contre l'opéra dans la ville de Montpellier. J'ai toujours dit que cela était quelque chose d'important. Mais en arriver à ce point, à payer un homme sur le retour à ce

point, cela me paraît être un mauvais investissement pour la ville. Nul n'est éternel et il faut penser aujourd'hui à ce que sera demain, moraliser la situation de l'orchestre de Montpellier, mieux payer les musiciens et faire en sorte que le super intendant soit ramené à la réalité. Voilà ce que nous devons faire en tant que conseillers municipaux. Beaucoup d'entre nous seront d'accord là-dessus même s'ils n'osent pas l'avouer aujourd'hui.

M. VIGNAL : Les bras m'en tombent. M. Domergue, avant de parler du surintendant vous devriez regarder les enveloppes et les timbres de votre campagne législative au sein de l'hôpital. Je suis effaré. Comment remettre en cause une politique culturelle ? Pourquoi croyez-vous que les cadres moyens viennent habiter à Montpellier ? Pour le soleil, certes, l'emploi est compliqué. Ils viennent pour la culture et le sport. Si nous commençons à comparer le salaire du surintendant, parlons à ce moment des footballeurs, des handballeurs ou des rugbymen. Cela remet en cause toute la société. Le plus important reste le rayonnement, à la fois pour nos enfants et pour nos retraités, car l'orchestre est allé dans des maisons de retraite. Il existe cette valeur sociale ajoutée indispensable. Nous ne pouvons pas avoir un Corum extraordinaire au centre ville si nous n'avons pas des peintures pour le faire vivre. Je comprends pourquoi la droite mettra encore des années lumière à gouverner cette ville car vous manquez d'ambition. Je peux certes entendre que la crise est difficile, je peux entendre que le SMIC est à 1180 euros et que d'autres touchent 25 000 euros. Mais je peux entendre aussi qu'il faut de l'excellence et de la brillance. Koering et son équipe sont de l'excellence. Continuons à avoir de grands hommes, sans quoi cette ville sera comme Béziers ; Perpignan ou Nîmes, gérées par la droite.

Le Conseil municipal prend acte

Mme CANAUD, MM. LANNELONGUE, DUMONT, DOMERGUE, MELLA et
LANNELONGUE quittent définitivement la séance.

62 – Gens du voyage SARL – Convention de délégation de service public – Gestion de l'aire de stationnement municipale – Rapport du délégataire – exercice 2009

Max LEVITA : La Ville de Montpellier dispose d'une aire de stationnement municipale pour l'accueil des gens du voyage située quartier de Bionne – 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier, destinée à accueillir les personnes sans domicile fixe, titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravanes et transitant sur le territoire de la commune.

La Ville de Montpellier a confié à Gens du Voyage SARL (GDV) la gestion de l'aire de stationnement pour une durée de 9 mois et 2 ans, du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2012 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public, en mettant à sa disposition le terrain et l'ensemble de ses équipements.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « *le délégataire produit chaque année avant le 1^{er} juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.* », GDV a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

L'aire de stationnement municipale est constituée de 40 emplacements-caravanes. Elle entre dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage qui fait obligation aux communes de plus de 5000 habitants de disposer d'un terrain d'accueil selon un schéma départemental. Elle est ouverte, gérée et gardiennée 24h/24 toute l'année sans fermeture annuelle. Les équipements fonctionnent avec une subvention municipale et les participations des usagers qui acquittent un droit d'emplacement.

GDV est organisée en réseau de bureaux d'interventions départementaux et d'aires d'accueil sur plusieurs régions où elle intervient, ce qui facilite une bonne connaissance de groupes familiaux et l'application des règles à respecter d'un établissement à l'autre.

- L'équipement de l'aire d'accueil :

L'aire de stationnement municipale comporte un centre d'accueil et de gestion, et un logement de fonction pour l'agent de permanence. La présence 24h/24 de cet agent permet d'éviter les dégradations et de répondre rapidement aux besoins des usagers et aux éventuelles interventions techniques liées à la gestion de cette aire. Elle est équipée de 3 barrières d'accès, de 5 blocs sanitaires, de 40 prises d'eau et d'électricité, et d'1 borne à incendie.

La sécurité des installations municipales étant une des priorités, les contrôles des équipements électriques et de prévention et d'incendie sont effectués annuellement conformément à la législation en vigueur.

Les travaux de maintenance des installations mis à disposition des usagers sont effectués régulièrement selon l'usure et les besoins.

En 2009, différents travaux ont été réalisés :

- Le remplacement des pommes de douches et l'installation d'un système anti vandalisme,
- Le changement de la plomberie des douches avec commandes à travers les cloisons ainsi qu'une partie des commandes des WC,
- Le changement des évacuations des sanitaires et remplacement de trois portes,
- Des interventions fréquentes pour la vidange de la fosse septique,
- Le débroussaillage des végétaux recouvrant la fosse et ceux situés aux abords,
- La réparation du mur du local à conteneurs

- Le personnel permanent de l'aire d'accueil

L'équipe est composée :

- D'un gestionnaire à temps plein
- D'une conseillère sociale à temps plein
- D'un agent de permanence et d'entretien à temps plein
- D'un ouvrier à temps partiel

Ils sont coordonnés par la direction de Gens du Voyage SARL qui assure l'encadrement, le suivi de la gestion et l'animation globale de l'équipement en relation avec la Ville de Montpellier.

Un Comité de Pilotage présidé par la Ville et regroupant l'ensemble des partenaires institutionnels suit le bon fonctionnement de l'aire d'accueil.

- L'accueil et la gestion des caravanes :

Le taux moyen d'occupation de l'équipement a été sensiblement égal à l'an passé. 85% des emplacements sont régulièrement occupés en dehors des périodes de grands rassemblements de caravanes sur le département auxquels de nombreux voyageurs de Bionne participent afin de profiter des terrains mis à disposition gratuitement.

Il est nécessaire de noter que le taux d'occupation hivernale a connu une baisse pour la deuxième année consécutive du fait que de nombreux voyageurs stationnent sur des emplacements.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009, 1815 usagers ont été accueillis, soit 286 familles, et 7 758 journées-caravanes ont été enregistrées, soit une moyenne de 21,25 caravanes par jour sur 40 emplacements et un temps moyen de séjour de 16,85 jours.

La redevance journalière forfaitaire est de 5 euros par caravane, incluant l'emplacement et les fournitures en eau et électricité. Une seconde « petite caravane » appartenant à la même personne que la caravane principale peut être autorisée à stationner sur le même emplacement moyennant un forfait complémentaire de 2,5 euros par jour.

• Les actions socio-éducatives :

La forte demande de suivi des dossiers familiaux déjà constatée l'an passé s'est poursuivie cette année avec pour conséquence une augmentation du nombre de domiciliations administratives de 152 %.

Les domiciliations administratives d'usagers qui les ont sollicités ont permis de multiplier les contrats d'insertion dans le cadre du RSA avec un impact important auprès des référents d'insertion chargés de ces dossiers. Par ailleurs le régime d'auto-entrepreneur permet aux gens du voyage la création d'entreprise artisanale ou commerciale par simple déclaration d'activité.

○ La scolarisation des enfants :

Le groupe scolaire en charge d'accueillir pour la troisième année les enfants de l'aire d'accueil qui ne sont pas inscrits au CNED regroupe l'école primaire Alain Savary et l'école maternelle Hélène Boucher et le collège Arthur Rimbaud.

Les résultats satisfaisants obtenus l'an passé ont facilité les inscriptions pour la rentrée 2009-2010. Ainsi, au 1^{er} trimestre scolaire 2009 (forte augmentation liée à la gratuité des frais d'inscription) 90 jeunes ont été inscrits auprès du CNED, 20 enfants ont été scolarisés en primaire, 5 en maternelle, 13 adolescents au collège, 33 enfants ont été régulièrement concernés par l'aide aux devoirs menée sur le centre d'accueil.

○ Les activités périscolaires :

En 2009, 27 séances d'animation ont été réalisées pour les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les adolescents ont participé par ailleurs à 22 cours de code de la route.

○ Les dossiers administratifs et familiaux :

Outre les actions d'accueil et celles liées à la scolarisation, la conseillère sociale développe la gestion sociale et la domiciliation administrative nécessaire à la régularisation des dossiers familiaux pour les usagers qui le souhaitent. Ainsi, 1 655 interventions ont été réalisées dans

des domaines variés (RSA, COTOREP, CMU, CAF...), 189 actions médico-sociales ont été effectuées, 200 familles non domiciliées sur l'aire d'accueil ont eu leur dossier suivi de manière régulière, et 149 familles ont fait l'objet d'une domiciliation administrative.

2. Compte de résultat de la DSP

	2009
Produits	464
Ville de Montpellier	243
Participation des usagers	39
Reprise sur provisions	182
Charges	424
Achats, services extérieurs	238
<i>dont participation aux frais GdV SARL</i>	185
Impôts, taxe et versements assimilés	11
Frais de personnel	175
Dotation aux amortissements et provisions	0
<i>dont dotations aux provisions pour risques et charges</i>	0
Résultat (+ bénéfice/- perte)	40

Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :

Les produits :

- La subvention de fonctionnement versée par la Ville est de 243 K€ en 2009 , elle constitue le premier poste de financement de l'aire.
- La participation des usagers de 39 K€ (-2%).
- La reprise sur provision augmente de 215% en 2009. Elle constitue une régularisation des provisions pour risques et charges surdimensionnée par rapport au risque réel de la DSP

Les charges :

- Les achats et services extérieurs constituent le premier poste de dépense de la DSP :

Ces frais correspondent à la part des charges de secrétariat, d'encadrement, de gestion, remplacement et de formation des personnels communes à toutes les aires gérées par GDV SARL affecté à la gestion de l'aire de Bionne. L'ensemble de ces frais sont affectés en fonction de 3 facteurs :

1. Le nombre d'emplacement de l'aire
2. Le nombre d'interventions et mobilisations des permanents du siège pour l'aire.
3. La rémunération de GDV qui selon le constat de dégradations, difficultés de gestion ou impayés d'usagers peut être important, limité nul ou déficitaire.

La Ville de Montpellier a demandé à la société GdV SARL de mettre en place une comptabilité analytique en appui de ce mode de calcul.

- Les frais de personnel augmentent de 9% en 2009 :

- Cette hausse s'explique par l'embauche d'une coordinatrice. Ces charges de personnel représentent une quote-part des salaires et charges de ces 2 cadres qui assurent la direction de l'aire d'accueil ainsi que leurs interventions notamment lors des permanences et astreintes les nuits, weekends et jours fériés.
- GdV SARL emploi 4 Equivalents Temps Pleins (ETP) sur le site de l'aire de Bionne pour lesquels l'ensemble des charges de personnel augmentent de 1% en 2009.

En 2009, le résultat net avant impôt sur les bénéfices s'élève à 39 K€ contre – 33 K€ en 2008.

Le Conseil municipal prend acte de ce rapport.

63 – Admission en non-valeur pour l'exercice 2010

Max LEVITA : Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville après analyse donne suite à cette demande pour un montant total de : 411 321,07€ (la liste des titres acceptés en non valeur est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices 2003 à 2007.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'admission en non valeur des titres dont la liste est jointe à la présente délibération pour un montant total de 411 321,07€, montant prévu au budget 2010 au chapitre 931.

Pour : 42

Contre : 1 (M. VIGUIE)

Adopté à la majorité

64 – Décision Modificative n°2 du Budget Principal 2010 de la Ville de Montpellier

Max LEVITA : Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2010, il convient de procéder à des ajustements de crédits sur le Budget Principal. Notons que cette Décision Modificative permet de transférer des crédits entre chapitres, afin que l'exécution budgétaire soit conforme à l'instruction M14.

Elle permet notamment :

- De constater les rôles complémentaires au titre de l'exercice 2010 pour + 1,1 M€,
- De recalculer, à charges constantes les dépenses de personnel entre les différents chapitres budgétaires,
- D'affiner les prévisions relatives aux dépenses et recettes des différents programmes d'investissement,
- D'affecter le solde de ces opérations à la baisse du recours à l'emprunt qui s'élève à – 2,5 M€ pour l'exercice 2010

Cette décision modificative se décompose de la façon suivante :

- **Section de fonctionnement**

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1 614 376,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

Recettes de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
920	020	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	96 260,00
920	021	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	51 000,00
920	022	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 655,00
920	026	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 890,00
922	212	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 172,00
928	820	70	PRODUITS DES SERVICES	71 300,00
928	822	70	PRODUITS DES SERVICES	13 557,00
928	822	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	34 862,00
928	823	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 700,00
931		76	PRODUITS FINANCIERS	5 000,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	101 780,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	1 210 200,00
Total des recettes de fonctionnement				1 614 376,00

Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
920	020	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	- 30 800,00
920	021	61	SERVICES EXTERIEURS	- 2 000,00
920	022	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 33 200,00
920	023	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	20 000,00
920	024	64	CHARGES DE PERSONNEL	1 160 000,00
920	025	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	35 530,00
920	026	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	300 000,00
921	12	64	CHARGES DE PERSONNEL	40 000,00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	65 000,00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	1 245 000,00
923	30	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 500,00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	200 000,00
923	323	61	SERVICES EXTERIEURS	- 5 000,00
923	323	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 2 500,00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 300 000,00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 270 000,00
924	412	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 370 000,00
924	422	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	30 000,00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 590 000,00
925	520	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 137 000,00

926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 350 000,00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 100 000,00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 500 000,00
928	822	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	150 000,00
928	822	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	47 000,00
928	823	61	SERVICES EXTERIEURS	40 000,00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 480 000,00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 70 000,00
929	91	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 770,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	1 493 076,00
Total des dépenses de fonctionnement				1 614 376,00

- **Section d'investissement**

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à -533 287, 00euros. Elle se décompose de la façon suivante :

Recettes d'investissement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
900	020	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	20 930,00
902	213	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	94 026,00
903	324	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	33 000,00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 309 398,50
908	822	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	263 958,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 080,00
908	823	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	3 000,00
908	824	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	266 009,00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	- 2 452 672,50
913		10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	49 705,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 493 076,00
Total des recettes d'investissement				- 533 287,00

Dépenses d'investissement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 9,47
900	021	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 300,00
900	022	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 195 576,90
900	025	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 000,00
903	324	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 11 000,63
904	422	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 30 000,00
904	422	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	62 000,00
905	520	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	- 80 000,00
908	814	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 100 000,00
908	823	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 40 000,00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 400 000,00
Total des dépenses d'investissement				- 533 287,00

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

65 – Fin d'exercice 2010 – Attribution et ajustement de subventions et cotisations

Max LEVITA : Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier poursuit et intensifie dans différents domaines ses aides qui viennent s'ajouter aux financements déjà alloués au cours de cet exercice. Ainsi il est proposé les attributions et ajustements suivants :

Subventions

Théâtre Vista de la Méditerranée : L'association Théâtre Vista de la Méditerranée a pour projet l'insertion par la culture des habitants des quartiers sensibles de Montpellier. L'objectif est de permettre aux personnes qui n'ont pas accès au théâtre pour des raisons sociales, territoriales de pouvoir accéder aux spectacles de la Vista. Dans ce cadre, il est proposé que la Ville attribue une subvention de 900 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/922, ligne de crédit 1495).

La Ruée vers l'Art : L'association La Ruée vers l'Art a pour but de favoriser les échanges culturels, artistiques et de permettre aux jeunes créateurs de s'insérer dans la vie professionnelle. Afin de soutenir ces actions la ville de Montpellier a attribué une subvention de 580 € lors du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 sur le budget 2010. La délibération numéro 2009/677 présentant une imprécision dans l'affectation de cette subvention, il convient de redélibérer.

Ainsi, cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/922, ligne de crédit 1495).

Action d'Espace : Afin de soutenir les actions de l'association Action d'Espace en matière de danse artistique, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 000 € lors du Conseil Municipal du 22 juin 2009. La délibération numéro 2009/256 présentant une confusion de dénomination de l'association bénéficiaire de cette subvention, il convient de redélibérer.

Ainsi, cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/923, ligne de crédit 1596).

Bamboubulle : Dans le cadre de la création d'une structure d'accueil pour la petite enfance, d'une capacité de 16 enfants, la Ville de Montpellier attribue une subvention de 480 € à l'association Bamboubulle.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/926,

ligne de crédit 1997).

Association manager du Centre Ville : Il est proposé au Conseil d'accompagner la démarche de Stewards urbains lancée par cette association. Cette action participera à l'animation et à la dynamique de notre centre ville. La subvention complémentaire pour l'exercice 2010 s'établit à 7 500 euros.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/928, ligne de crédit 13166).

Le Vieux Biclou : Le vieux Biclou est une association qui s'inscrit dans le cadre du développement durable. Au travers de diverses actions comme des conférences, des expositions, cette association promeut tous les moyens de déplacement utilisant une force motrice non polluante, auprès de la population. Son action est essentiellement axée sur les jeunes publics, en milieu scolaire, afin de leur permettre de participer à la préservation de la planète. Pour permettre à cette association de sensibiliser le plus grand nombre de Montpelliérains au développement durable, la Ville propose d'attribuer une subvention complémentaire de 6 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/920, ligne de crédit 1260).

Cotisations

Nom de l'association	Montant initialement prévu au Budget Primitif 2010	Montant notifié de la cotisation 2010
AVICCA (Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel) L' AVICCA regroupe des collectivités territoriales françaises qui sont actives pour l'aménagement de leur territoire en réseaux de communications électroniques ainsi que pour le développement des services et des usages.	-	3 585.00 €
Ordre national des Vétérinaires	310.00 €	661.85 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les attributions et ajustements proposés ci-dessus ;
- prélever les sommes nécessaires sur les crédits du budget 2010 ;
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

66 – Achat de fournitures hôtelières et de barquettes gastronomes – Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de fournitures hôtelières et barquettes gastronomes pour l'ensemble des besoins de fonctionnement des services de la ville de Montpellier et en particulier pour les services éducation, enfance, restaurants scolaires et

protocole.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G67 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période initiale du 01 janvier 2011 au 31 décembre 2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Ce sont des marchés d'un montant total annuel de commandes compris entre 175 000 € HT minimum et 700 000 € HT maximum, répartis sur 3 lots comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Mini €an HT	Maxi €an HT
Lot 1	Vaisselle traditionnelles	20 000 €	80 000 €
Lot 2	Fournitures hôtelières à usage unique	40 000 €	160 000 €
Lot 3	Barquettes gastronomes	115 000 €	460 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1, 2 et 3 sont les suivants :

- Valeur technique : 50 %
- Prix : 50 %

La commission d'appel d'offres du 19 octobre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- PROEQUIP S.A, 34470 PEROLS, pour le lot 1.
- FIRST DIPAL, 34070 MONTPELLIER pour le lot 2.
- RESCASET CONCEPT, 38147 RIVES pour le lot 3.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : fonctionnement nature 60628 – 60632 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

67 – Achat de lampes – Appel d'offres – Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de PEROLS, JACOU, GRABELS, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Max LEVITA : Dans le cadre de l'achat de lampes pour la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté

d'Agglomération de Montpellier, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reconductibles trois fois. Cet appel d'offres concerne l'achat de lampes.
- d'établir un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la convention annexée au dossier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de deux lots :

Pour le lot 1 : achat de lampes fluocompact, halogènes, à incandescence et tubes fluorescent

- La Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 100 000 € HT/an
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 55 000 € HT/an
- La Commune de PEROLS, le montant estimé sera de 6 000 € HT/an
- La Commune de JACOU, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an
- La Commune de GRABELS, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an
- Le C.C.A.S de Montpellier, le montant estimé sera de 7 000 € HT/an

Pour le lot 2 : achat de lampes à décharge

- La Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 200 000 € HT/an
- La Commune de JACOU, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an

Les Communes de Grabels, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne participent pas à ce lot.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

68 – AFFAIRE retirée

69 – Location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows – Autorisation de signer les marchés

Max LEVITA : Un appel d'offres a été lancé en vue de la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows pour tout type de manifestation organisée par la ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G60 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une durée initiale allant de leur notification jusqu'au 31/12/2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Ce sont des marchés pour un montant total annuel de commandes compris entre 160 000 € HT minimum et 800 000 € HT maximum, répartis sur 2 lots comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Mini €an HT	Maxi €an HT
1	Locations de tentes et de matériels de réception	150 000 €	750 000 €
2	Location de cabines wc autonomes et bungalows	10 000 €	50 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1 et 2 sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 19 octobre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- AD RECEPTION, 34730 PRADES LE LEZ, pour le lot 1.
- MOBILUX SERINFOR, 34130 MUDAISSON pour le lot 2.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : fonctionnement nature 6135 – 6232 – 6233 tous chapitres.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

70 – Réforme de véhicules et matériels

Max LEVITA : Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2010, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

2) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations – service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2010, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RMI, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

3) Réforme de fax : service Achats et Production Graphique

Suite au déploiement du fax électronique, les fax usagés dont la liste est jointe doivent être réformés. Les déchets électriques et électroniques seront recyclés conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE.

- Réforme de micro ordinateurs des écoles : service Education

Suite à l'état de vétusté des micros ordinateurs des écoles dont la liste est jointe, il convient de le réformer. Ces matériels sont recyclés par la société Triade électronique, filiale de VEOLIA, 169 Chemin Thermes 34170 CASTELNAU LE LEZ.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gratuite du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser le recyclage du matériel bureautique et fax,
- d'autoriser la mise à disposition gratuite des micro ordinateurs réformés pour leur recyclage à la société Triade Electronique,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint·e délégué·e, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

71 – Vœu contre le désengagement de l'Etat dans le logement social

Max LEVITA : Dans son projet de loi de finances pour 2011, le Gouvernement prévoit un prélèvement de 340 Millions d'Euros sur les Organismes HLM. Cette disposition va à l'encontre des intérêts des locataires et génère des conséquences néfastes pour l'ensemble des bailleurs sociaux.

C'est une véritable « triple peine » :

- pour les locataires, cette taxe sur les loyers s'élèvera à 240 euros par logement sur 3 ans. Elle remet en cause les objectifs sur lesquels les organismes étaient prêts à s'engager dans le cadre des Conventions d'Utilité Sociale aux côtés des collectivités territoriales.

- pour les bailleurs sociaux, cette taxe sur les loyers HLM entraînera une diminution de la production de 60 000 logements sur 3 ans avec ses conséquences sur l'emploi et le bâtiment. Ce sont 10 milliards d'euros de travaux qui ne seraient pas engagés.
- pour les aides à la pierre, si l'on déduit les 340 M€, que désormais les organismes HLM sont censés apporter, celles financées réellement par l'Etat vont passer de 630 M€ en 2010 à 160 M€ en 2011 et seulement 60 M€ en 2013. Les aides à la pierre seraient alors largement payées par le logement social et ses locataires, et non plus par la solidarité nationale.

La Ville de Montpellier, très engagée dans une politique volontariste en faveur du logement pour tous qui a permis d'atteindre aujourd'hui un taux de logement sociaux de 21% sur son territoire, dénonce ces mesures pénalisantes tant pour les bailleurs sociaux et leurs locataires que pour l'emploi local et la cohésion sociale.

Les conséquences de celles-ci sur le pouvoir d'achat des familles modestes ainsi que sur les capacités des organismes HLM à investir dans l'entretien des immeubles et les constructions neuves sont injustes socialement et inefficaces économiquement.

En conséquence, la Ville de Montpellier, demande au Gouvernement de retirer l'ensemble des mesures prévues par le Projet de Loi de Finances pour 2011, de respecter ses engagements et de mobiliser des moyens à la hauteur de l'enjeu de solidarité nationale que représente le logement social.

M. BOUILLE : Je trouve que ce vœu est extrêmement important. Nous avons là la démonstration de la manière dont travaille cet Etat, des réformes qu'il met en chantier, et qui au lieu de construire détruit. Nous l'avons dit, le 1% logement a servi à financer l'ANRU et l'ANAH. Comme ils ne s'en sortaient plus ils ont trouvé une astuce avec le principe des vases communicants, ponctionnant 340M par an pendant trois ans avec les conséquences que cela entraîne. Cela signifie que les programmes que nous avons faits, comme le programme local de l'habitat, ne pourront pas être maintenus, alors que la population devient de plus en plus nombreuse et que nous ne pouvons pas accueillir les gens. C'est un scandale. Je regrette que cette opposition, dès qu'on élève un peu la voix, quitte la séance. En tous les cas il faut y aller, car la situation est vraiment dramatique. Cela touche les gens qui vont avoir à payer 2% de plus. Cela va entraîner des prix de 80 euros par logement. C'est catastrophique.

Pour : 43

Adopté à l'unanimité

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h00.